



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Octobre 2021

OBSERVATOIRE DE LA GÉNÉRATION Z

Anne Muxel

Directrice du domaine « Défense et société » à l'IRSEM

ÉTUDE – n° 89



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



OBSERVATOIRE DE LA GÉNÉRATION Z

Anne Muxel

Directrice du domaine « Défense et société » à l'IRSEM

avec la collaboration de Antoine Yenk

Assistant de recherche (IRSEM) et doctorant résident (DGRIS)

Pour citer cette étude

Anne Muxel, *Observatoire de la génération Z*, Étude 89, IRSEM, octobre 2021.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-155517-4

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

88. *Le ministère des Armées face à l'agenda Femmes, paix et sécurité – Évolution des approches et défis de mise en œuvre*
Camille BOUTRON
87. *Les Groupes djihadistes au Sahel : Une communication globale à l'épreuve des réalités locales*
Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS
86. *Defence cooperation in the 21st century*
Camille MOREL & Friederike RICHTER (eds)
85. *L'Influence sécuritaire chinoise à Singapour*
Éric FRÉCON
84. *Innovation technologique du secteur Aérospatial et Défense – Une approche comparative par les brevets*
Cécile FAUCONNET
83. *Le Lion, l'Ours et les Hyènes : Acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle en Afrique subsaharienne francophone*
Maxime AUDINET
82. *L'Enjeu du soldat augmenté pour les puissances démocratiques : Les États-Unis à l'heure du choix*
Pierre BOURGOIS
81. *La Coopération sécuritaire et judiciaire en Afrique de l'Ouest face au défi de la lutte contre les groupes armés jihadistes*
Antonin TISSERON
80. *L'Arabie saoudite : le pari sur la jeunesse de Mohammed Bin Salman*
Fatiha DAZI-HÉNI
79. *L'Entrée en vigueur du TIAN : un tournant pour la campagne d'interdicton des armes nucléaires ?*
Tiphaine de CHAMPCHESNEL

ÉQUIPE

Directeur

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

Directrice adjointe

Marjorie VANBAELINGHEM

Directeur scientifique

Jean-Vincent HOLEINDRE

Secrétaire générale

Caroline VERSTAPPEN

Éditrice

Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

© 2021 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), créé en 2009, appartient au ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (*War Studies*) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public.

L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Espace euratlantique – Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique – Asie – Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et menaces hybrides mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

BIOGRAPHIE

Anne Muxel est directrice du domaine « Défense et société » de l'IRSEM. Elle est directrice de recherche (DR1) en sociologie et en science politique au CNRS (CEVIPOF/Sciences Po). Elle est une spécialiste reconnue des études sur la jeunesse et a mené de nombreux travaux sur la transmission des valeurs ainsi que sur les processus de socialisation dans la dynamique générationnelle. Au sein du ministère de la Défense elle a mené des études sur les images et les attentes des jeunes à l'égard des armées. Ses travaux dans le champ de la sociologie politique s'attachent à la compréhension de la fabrique du lien des individus à la politique dans le renouvellement générationnel (formes d'expression politique, rapport au vote, au civisme et à la citoyenneté, modes de socialisation et de construction des identités politiques, valeurs, croyances et convictions). Elle a aussi consacré ses recherches à la question des phénomènes de mémoire dans leur dimension individuelle comme dans leurs implications collectives.

Contact : anne.muxel@irsem.fr

SOMMAIRE

RÉSUMÉ.....	11
REMERCIEMENTS.....	13
INTRODUCTION	15
I. LA SOCIÉTÉ AU MIROIR DES JEUNES	19
Faire face à la crise sanitaire	19
Appartenances et ancrages territoriaux.....	24
Politique et citoyenneté.....	37
Défiance et complotisme.....	50
Sujets de préoccupation et perceptions des menaces	55
II. NORMES, VALEURS ET LIBERTÉS INDIVIDUELLES.....	65
Liberté versus ordre.....	65
Attention portée à l'égalité et aux discriminations	70
Acceptation des normes, de la hiérarchie et de l'autorité	74
III. ENTRER DANS LE MONDE DU TRAVAIL.....	81
Le sens du travail	82
Critères et attentes à l'égard de l'emploi	86
<i>La recherche d'un équilibre entre la vie personnelle et professionnelle.....</i>	87
<i>L'attention portée à la sécurité de l'emploi</i>	89
<i>L'évolution de carrière et le besoin d'autonomie</i>	90
<i>Leurs attentes à l'égard de la rémunération</i>	91
<i>L'intérêt du poste.....</i>	91
<i>L'importance des relations entre collègues</i>	92
<i>L'utilité sociale du travail</i>	93
<i>Le besoin de reconnaissance par la hiérarchie</i>	94
Perception de l'avenir professionnel.....	95
Le travail et l'armée	99
<i>Ses forces et ses faiblesses à l'égard de l'emploi</i>	99
<i>Les attentes des jeunes souhaitant rejoindre l'armée</i>	103
IV. IMAGES ET REPRÉSENTATIONS DES ARMÉES	107
Images et confiance dans l'institution militaire.....	108
Représentations du métier de militaire.....	114
Risquer sa vie.....	118
V. L'ARMÉE : OPTION D'ENGAGEMENT ET OPPORTUNITÉS	121
Motivations et profils d'engagement dans les armées	121
<i>Caractéristiques socioculturelles associées à l'engagement.....</i>	121

<i>Un désir d'engagement corrélé au statut des jeunes</i>	124
<i>Un choix de domaine dépendant du statut et du contexte de vie actuels des jeunes</i> ..	125
<i>La place des convictions et des valeurs</i>	125
<i>Le choix entre la liberté et l'ordre</i>	127
<i>Le moteur de sens que représente la valeur du travail militaire</i>	129
<i>Éléments de socialisation militaire</i>	131
<i>Motivations mises en avant par les jeunes eux-mêmes</i>	134
<i>Des motivations différentes en fonction du sentiment d'appartenance territoriale</i>	136
<i>Des profils d'engagement ou de non-engagement dans les armées</i>	136
<i>Relations familiales, identifications et projections sociales</i>	140
<i>Comportements et profils psychologiques des jeunes</i>	144
Freins et obstacles à l'engagement	147
<i>L'acceptabilité des caractéristiques de la vie militaire</i>	148
ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE ET DE CONCLUSION	153
ANNEXES	157
BIBLIOGRAPHIE	189

RÉSUMÉ

Cette étude présente les résultats d'une enquête inédite, quantitative et qualitative, sur les jeunes de 16-18 ans, appartenant au sérail de ce qui est nommé la génération Z. Elle a pour objet de cerner leurs attentes à l'égard de la société française au sein de laquelle ils évoluent, d'identifier leurs préoccupations et la façon dont ils se projettent dans leur avenir personnel et collectif. Quatre grands axes problématiques sont particulièrement explorés : leur vision de la société et des conditions de leur insertion sociale et citoyenne, leurs valeurs et leurs rapports aux normes morales et culturelles de la France d'aujourd'hui, leurs attentes à l'égard du travail et de leur avenir professionnel, enfin les liens qu'ils entretiennent avec l'institution militaire et leurs éventuelles dispositions à s'y engager.

C'est donc un portrait des jeunes de la génération Z saisis dans ce temps particulier de leur parcours, entre la fin de l'adolescence et peu avant l'obtention de leur majorité et de leur entrée dans la condition de jeunes adultes, qui est esquissé. Parmi les traits les plus saillants de leurs attitudes et de leurs comportements, et malgré le contexte multi-crisis au sein duquel ils évoluent, ils font preuve d'une relative capacité d'adaptation pour faire face à un monde régi par une incertitude omniprésente et allant croissant. Ils ont intégré un sentiment de vulnérabilité sociale et personnelle plus marqué que parmi leurs aînés, mais ils développent pour le compenser des capacités et des ressources témoignant d'une certaine forme d'autonomie et de débrouillardise. Sur le plan collectif, ils se montrent mobilisés sur des enjeux devenus cruciaux pour leur génération, notamment la question environnementale.

Leur quête de sens et de repères est omniprésente et intervient comme un contrepoint à la défiance aussi bien institutionnelle et sociétale qui s'est installée dans la société. Ils sont socialisés dans un contexte où s'est affirmée une citoyenneté plus critique et plus protestataire dont ils sont eux-mêmes porteurs. Si des signes de déconsolidation démocratique peuvent être observés

dans certains segments de la jeunesse, la majorité d'entre eux reste attachée aux valeurs républicaines et universalistes.

Leur rapport à la contrainte et à la hiérarchie connaît des évolutions tangibles. Celles-ci ne sont pas rejetées mais ils les considèrent au travers du prisme d'une autorité conçue d'abord de façon contractuelle, et devant prendre en compte leur demande d'une plus grande reconnaissance de leurs capacités personnelles pour développer des initiatives et assumer des responsabilités.

Enfin, contrairement à toutes les autres institutions régaliennes qui souffrent d'une défiance généralisée, ils accordent à l'institution militaire une confiance élevée et reconnaissent son attractivité sur le marché de l'emploi. La relative disponibilité des jeunes pour un engagement dans les armées (quatre jeunes sur dix de 16-18 ans envisagent cette éventualité) est un marqueur significatif dans le processus de leur socialisation, articulant quête de sens et pragmatisme, qui opère pour nombre de jeunes de cette génération cherchant une voie d'accès à l'autonomie adulte.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tout particulièrement les équipes de l'Institut IPSOS qui ont conduit et administré le travail de terrain de la manière la plus satisfaisante possible, avec un grand professionnalisme. Leur réactivité à nos demandes a représenté une collaboration précieuse à ce travail.

Que soit remerciés aussi les membres de l'équipe du domaine « Défense et société » qui à un moment ou à un autre ont participé à l'élaboration de l'Observatoire, notamment Florian Opillard et François Mercier.

Joël Zaffran, par la qualité de ses contributions, par ses compétences sur les questions de jeunesse, notamment en lien avec les armées, et au travers de la densité de nos échanges, a permis de renforcer plusieurs axes d'analyse importants de l'Observatoire. Qu'il en soit tout particulièrement remercié.

Ma reconnaissance toute particulière va à Antoine Yenk, assistant de recherche au sein du domaine « Défense et Société » de l'IRSEM, pour l'attention, le suivi et l'intérêt qu'il a portés à ce travail, ainsi que pour sa collaboration sans faille et d'une grande efficacité.

Enfin, les échanges et les collaborations avec la DRH-MD, ainsi que le soutien financier de la DGRIS, ont permis à cette étude de voir le jour et de se déployer dans les meilleures conditions. Cela mérite d'être souligné.

INTRODUCTION

L'Observatoire de la génération Z, lancé à l'initiative de la DRH-MD et confié, au sein de l'IRSEM, à l'équipe du domaine « Défense et société », sous la direction de Anne Muxel, a été mis en place pour mieux connaître les jeunes qui formeront le vivier de recrutement des futurs personnels des armées. Ce sont en moyenne 23 000 militaires qui sont engagés chaque année. Les armées, tous corps confondus, font ainsi partie des cinq recruteurs parmi les plus importants qui constituent le marché de l'emploi ciblant la jeunesse en France aujourd'hui.

Depuis la fin de la conscription obligatoire et la professionnalisation propre à une armée de métier qui s'est généralisée, le recrutement du personnel militaire est de fait confronté à une concurrence en matière de projets professionnels et de conditions d'emploi pour l'ensemble de ses secteurs d'activité, au-delà des seules fonctions combattantes. Dans certaines spécialités, particulièrement les métiers techniques, les armées se trouvent concurrencées par le secteur industriel, notamment dans les domaines de l'électronique, de la mécanique ou encore de l'informatique. Dans la période récente, pour attirer un public jeune d'abord séduit par les métiers d'armes, le ministère a dû réviser ses modes de recrutement pour renforcer ses capacités d'attractivité et capter des talents dans les jeunes générations. Néanmoins, les objectifs en matière de recrutement ne sont pas atteints, notamment dans certains secteurs. Par ailleurs la gestion des flux des personnels, marquée par un *turn-over* important, pose des problèmes en matière de ressources humaines.

Des difficultés croissantes de recrutement et de fidélisation des personnels sont constatées, et ce à tous les niveaux de la carrière militaire. Plusieurs études et consultations récentes ont montré que la perception de leur carrière par les militaires est aussi affectée. Mais l'incidence de ces difficultés touche au premier chef les jeunes générations.

La conjonction de plusieurs facteurs révèle certaines fragilités dans le lien entre les armées et leur personnel : la difficulté

à concilier les contraintes spécifiques à la vie militaire et l'aspiration à une meilleure prise en compte de la vie personnelle, la perception d'un manque de moyens qui s'accroît au sein des armées, la crainte d'une perte de compétences techniques et tactiques ou la lassitude face aux difficultés rencontrées en matière de soutien et d'environnement (infrastructure et hébergement). Ces facteurs peuvent à terme entamer le lien à l'institution militaire et l'attrait de celle-ci pour les jeunes générations. Ces dernières, sans doute plus exigeantes sur certains points que les générations les ayant précédées, expriment des attentes à l'égard des conditions de travail comme de leur mode de vie qui nécessitent d'être prises en compte par le ministère des Armées pour les attirer, les accueillir, les motiver et les fidéliser.

Tel est le constat de départ à partir duquel s'est imposée la mise en place d'un Observatoire de la génération Z permettant de recueillir, au travers d'enquêtes ciblées et spécifiques, les données nécessaires à une meilleure connaissance et appréhension des attitudes et des traits de comportement pouvant la caractériser sociologiquement, mais aussi militairement. Selon les objectifs fixés par le cahier des charges élaboré en étroite collaboration entre la DRH-MD et l'IRSEM, l'Observatoire doit éclairer le ministère des Armées sur les opinions et les attentes des jeunes de la génération Z concernant le travail et leurs relations à la contrainte, à la hiérarchie et à l'autorité. Il doit fournir des éléments d'analyse permettant d'appréhender leur vision des conditions de leur intégration à la vie adulte, et plus largement leurs rapports au civisme et à la citoyenneté. Il étudie aussi leurs valeurs et leurs pratiques culturelles. Enfin, et surtout il fait un état des lieux des images, des représentations et des dispositions des jeunes envers l'institution militaire.

Quatre grandes dimensions problématiques ont donc été retenues et constituent l'armature de cette étude : leur vision de la société dans laquelle ils s'inscrivent, leurs valeurs et leurs rapports aux normes sociales et culturelles de la France d'aujourd'hui, leurs attentes à l'égard du travail et de leur avenir professionnel, et enfin les liens qu'ils entretiennent avec l'institution militaire et leurs éventuelles dispositions à s'y engager.

La jeunesse n'est pas un bloc homogène ni d'un point de vue social et culturel ni en termes d'âge. La génération Z recoupe des jeunes d'horizons différents et ses bornes d'âge restent assez floues. Il y aurait du reste beaucoup à dire sur cette terminologie, ses usages comme sa validité sociologique, ainsi qu'à propos de l'unité générationnelle supposée à laquelle elle renvoie. Mais cela ne remet pas en cause l'appellation qui a été retenue par commodité dans la réalisation de cet Observatoire. On considère par convenance que la génération Z rassemble les jeunes nés à partir de 1995. Dans le cadre de cette étude, il a été néanmoins convenu de cibler une tranche d'âge spécifique et restreinte, celle des jeunes âgés de 16 à 18 ans. En se focalisant sur cet intervalle d'âge, nécessairement plus homogène du point de vue de l'âge, l'observation menée gagne en cohérence et en pertinence.

Les jeunes interrogés sont saisis dans ce moment particulier de leur parcours, entre la fin de l'adolescence et peu avant l'obtention de leur majorité et de leur entrée dans la condition de jeune adulte. Ils sont encore très largement en formation, dans le cadre scolaire de l'enseignement général et de l'enseignement professionnel ou technologique. Une fraction minoritaire, mais néanmoins significative, de l'échantillon constitué se trouve en apprentissage ou déjà dans la vie active. Enfin, rappelons que c'est l'âge de 17 ans qui fixe la borne d'âge pour s'engager dans les armées. Le choix de la tranche d'âge retenue pour la conduite de cet Observatoire est de ce point de vue particulièrement pertinent.

Le dispositif méthodologique qui a été retenu comporte deux enquêtes : l'une quantitative, l'autre qualitative. Les questionnaires et les guides d'entretien nécessaires à l'une comme à l'autre, ont été conçus et réalisés par l'équipe de recherche de l'IRSEM, les deux terrains d'enquête ont été menés sous la conduite et la responsabilité de l'Institut IPSOS.

L'enquête quantitative rassemble les réponses à un questionnaire fermé, comprenant une centaine d'unités questions, qui ont été recueillies auprès d'un échantillon de plus de 3 000 jeunes âgés entre 16 et 18 ans, représentatifs de cette tranche d'âge dans la population française. L'importance numérique

de cet échantillon, correspondant à un segment de la jeunesse rarement pris en compte à cette échelle dans les enquêtes classiques, confère à cette étude une valeur et un intérêt certains dans le champ des travaux consacrés à la jeunesse. Les jeunes ont répondu à un questionnaire auto-administré en ligne par l'Institut IPSOS.

L'enquête qualitative a été menée par l'équipe des études qualitatives de l'Institut IPSOS à partir de la réalisation de quatre *focus groups*, selon la technique de l'entretien collectif, chacun réunissant entre six et huit jeunes de 16-18 ans différenciés selon leur sexe et leur filière d'études. Ces *focus groups* ont été effectués à Paris et en province (Tours, Lille, Dijon). Les données qualitatives ainsi réunies permettent d'affiner certaines observations issues de l'enquête quantitative et fournissent des éléments de connaissance et de préoccupation abordés spontanément par les jeunes qui n'étaient pas nécessairement pris en compte par cette dernière.

L'étude qui suit présente les principaux résultats des enquêtes qualitative et quantitative relevant des quatre grandes dimensions d'analyse retenues. Elle tente de cerner les univers de références, de valeurs et d'appartenance des jeunes de la génération Z qui permettront de nourrir les réflexions prospectives du ministère des Armées et de la DRH-MD/SD-PEP/PEP3 sur les enjeux ainsi que sur les leviers d'action permettant d'améliorer les conditions de leur recrutement comme de leur fidélisation.

I. LA SOCIÉTÉ AU MIROIR DES JEUNES

FAIRE FACE À LA CRISE SANITAIRE

Les jeunes de la génération Z sont confrontés comme les autres classes d'âge à cette expérience inédite que représente la pandémie depuis plus d'un an et qui les a obligés à s'adapter, par-delà les seules mesures de restrictions sanitaires, à un contexte de forte incertitude. Nombre d'études menées aujourd'hui font état de conséquences importantes non seulement sur leur mode de vie, les conditions de leurs études ou de leur situation professionnelle, mais aussi sur leur santé et leurs ressources psychiques. Leurs relations interpersonnelles en ont aussi pâti. La pandémie les oblige à vivre à contre-emploi de ce qu'est le temps de la jeunesse. À cet âge, marqué par l'acquisition de l'autonomie liée au processus de leur entrée dans la vie adulte, la crise sanitaire a introduit des freins et des obstacles avec lesquels ils doivent compter et qu'ils doivent surmonter. Les jeunes peuvent y être diversement confrontés selon les milieux familiaux, les territoires, les conditions de logement ou encore les situations d'insertion professionnelle. La pandémie vient rappeler qu'il y a une grande hétérogénéité et de grandes inégalités quant aux conditions d'expérience du temps de la jeunesse, touchant aussi l'ensemble de la population¹.

L'Observatoire s'étant mis en place dans ce contexte inédit, il était difficile de ne pas prendre en compte dans l'étude la façon dont les jeunes de 16-18 ans font face à la crise sanitaire, dont ils ressentent les effets dans leur vie quotidienne, et plus largement dont elle affecte leurs conditions présentes mais aussi leurs projets d'avenir.

Une très large majorité d'entre eux (70 %), soit sept jeunes sur dix, considèrent que la crise sanitaire est une période difficile à vivre pour eux. L'importance de ce chiffre laisse augurer des

1. N. Mariot, P. Mercklé et A. Perdocin, *Personne ne bouge. Une enquête sur le confinement du printemps 2020*, Grenoble, UGA Éditions, 2021.

conséquences que celle-ci peut avoir sur nombre de leurs pratiques et habitudes de vie, et plus profondément sur leurs relations aux autres et au monde qui les entoure.

Les filles témoignent d'un ressenti encore plus négatif (74 % contre 66 % des garçons). Un tiers d'entre elles considère que la crise sanitaire est *très difficile* à vivre. (Voir en annexe graphique 1 – Le vécu de la crise sanitaire.)

Certains territoires sont plus susceptibles de renforcer cette perception négative, par exemple la région du Grand-Est où l'épidémie a été particulièrement virulente et a causé de nombreux décès, mais aussi la Corse. Par ailleurs, le fait de vivre dans des zones urbaines ou rurales entraîne des différences quant aux sociabilités adolescentes. Les jeunes ruraux sont davantage confrontés à la question de leur autonomie de déplacement et se trouvent souvent plus confinés encore que les autres dans un environnement strictement familial².

Pour une proportion significative de jeunes, les gestes barrières, les règles de distanciation physique et les confinements successifs ont entravé leurs relations interpersonnelles. Le cadre familial apparaît le plus épargné : seuls 14 % de l'ensemble des jeunes interrogés reconnaissent que la crise sanitaire a dégradé leurs relations avec leurs parents. Cette proportion est néanmoins plus élevée parmi les jeunes actifs (23 %), soit près d'un quart d'entre eux. La perte d'autonomie dans leurs déplacements ou dans leurs possibilités d'emploi a pu les affecter davantage que la population encore scolarisée. Mais pour la grande majorité des jeunes de la génération Z (70 %), la crise sanitaire n'a pas affecté leurs relations avec leurs parents. En revanche, celles qu'ils entretiennent avec leurs grands-parents sont plus atteintes, en raison notamment de l'impossibilité de contacts qu'il fallait respecter avec les personnes âgées. Un tiers des jeunes (33 %) reconnaît qu'elles se sont dégradées.

2. Y. Amsellem-Mainguy et P. Blum, « Expériences des confinements par les adolescents ruraux. Des conséquences inégales sur les sociabilités, scolarités et aspirations », *INJEP Analyses et Synthèses, Études et Recherches*, 2021, p. 47.

Mais ce sont surtout leurs relations amicales qui ont pâti de la situation : quatre jeunes sur dix (38 %) reconnaissent que leurs liens avec leurs amis ont pu en souffrir. Et l'on ne relève à ce sujet aucune différence notable entre les filles et les garçons. Par ailleurs, 17 % estiment que leur relation avec leur copain ou copine a pu se dégrader. Ces résultats montrent la réalité et l'importance des effets de la crise sanitaire sur la vie affective et personnelle des jeunes de la génération Z qui se développe, particulièrement à cet âge, d'abord dans les cercles de sociabilité avec leurs pairs. (Voir en annexe graphique 2 – Impact de la crise sanitaire sur les relations interpersonnelles.)

Le volet qualitatif de l'Observatoire permet de mieux appréhender l'expression de ce ressenti et d'en relever les traces dans les différents registres de leur vie quotidienne.

Appréciation des incidences de la crise sanitaire sur leur vécu personnel

UN CONTEXTE INÉDIT ET UN ÉTAT D'ESPRIT PLUTÔT MOROSE

Un moral en berne du fait de la crise sanitaire

Le contexte actuel de la crise sanitaire et ses conséquences pèsent grandement sur le moral des jeunes interrogés :

■ Sur le plan personnel

- Une impression de passer à côté d'une grande partie de leur adolescence (fêtes, relations amicales et amoureuses) du fait des restrictions liées à la crise sanitaire et au manque d'interactions sociales (confinement, couvre-feu et cours en distanciel)
 - Un manque d'activités sportives qui se fait également ressentir, alors même qu'il s'agissait pour beaucoup d'une échappatoire et/ou d'un défouloir
 - Plus globalement, une limitation, voire une absence de sorties notamment culturelles, qui pèsent tout autant (cinéma, voyages, etc.)
- Un sentiment de perte de liberté et un mode de vie jugé très routinier

■ Et sur le plan scolaire

- Une scolarité faite d'incertitudes depuis au moins un an :
 - Report voire annulation de certaines épreuves du bac à la dernière minute – ainsi que de certains cours

- Attente d'informations concernant le maintien ou non du bac de français (pour les élèves de première)
 - Une obligation d'adaptation permanente en raison des changements d'emploi du temps entre les cours en distanciel et en présentiel
 - Une charge de travail qui apparaît de surcroît plus conséquente
- Une situation source d'anxiété et de stress pour tous
 → Qui génère également une perte de motivation, d'autant que le bac représente à leurs yeux la finalité de leur parcours dans l'enseignement secondaire

RESSENTIS PERSONNELS

■ Sur le plan personnel

« On fait la même chose tout le temps, on va à l'école, on rentre, on ne fait pas grand-chose, on a envie de sortir, de voir des gens » ; « On n'a plus de liberté »

Paris, filles, lycée pro et techno

« C'est métro, boulot, dodo, et on ne connaît que ça » ; « Le manque de loisirs » ; Je fais du basket en club et je ne peux plus en faire » ; « Je fais des compétitions de danse et tout a été annulé »

Dijon, garçons, lycée général

« Je me sens refrénée dans ma découverte du monde adulte » ; Ne pas vivre forcément notre vie d'adolescents, sortir et tout ça » ; « Le manque de voyage »

Tours, filles, lycée général

« Couvre-feu à 18h, on ne peut rien faire » ; « On va à l'école et on rentre »

Lille, garçons, lycée pro et techno

■ Et sur le plan scolaire

« On se sent abandonnée pour le bac, les épreuves de spécialités ont été annulées au dernier moment, on l'a su il y a 3 semaines »

Paris, filles, lycée pro et techno

« En ce moment, il faut bosser à fond pendant 3 semaines pour au final un truc qui est annulé » ; « On sait que peut-être les épreuves de français vont être annulées mais on les bosse quand même » ; « Je suis en chute libre dans certaines matières »

Dijon, garçons, lycée général

« Ça varie toutes les semaines, on n'arrive pas à trouver un rythme » ; « Moins de motivation aussi »

Tours, filles, lycée général

« Visio annulée et re-annulée » ; « On s'y perd » ; « Le bac blanc a été annulé et on nous a dit 3 jours à l'avance que l'oral blanc sera maintenu. On n'a pas pu bien réviser »

Lille, garçons, lycée pro et techno

Au-delà d'une vision de court terme et du malaise présent, les jeunes de la génération Z partagent la crainte de l'incidence durable d'une crise économique qui aura des conséquences sur leur insertion professionnelle et leurs conditions de vie à venir. Nombre d'analyses en cours prédisent des conséquences économiques durables de la pandémie qui affecteront au premier chef leur génération. Par ailleurs, cette expérience inédite a installé d'autres comportements, imposant notamment un autre rapport au temps venant hypothéquer les projets et brouillant la dynamique des trajectoires. Les jeunes de la génération Z en sont conscients et l'expriment. Et cela n'est pas sans nourrir chez eux une certaine anxiété dont les troubles associés n'ont cessé d'augmenter ces derniers mois jusqu'à atteindre des niveaux alarmants. La crise sanitaire vient s'ajouter aux autres crises auxquelles les jeunes sont confrontés depuis leur naissance. Ils font face en France à un chômage devenu endémique. Ils sont en butte à la crise de la représentation politique, à la crise de la citoyenneté, à des crises d'identité. La pandémie ajoute à cela une nouvelle crise, sanitaire cette fois, qui s'articule avec toutes les précédentes pour perturber encore davantage le chemin d'entrée dans la vie sociale adulte, la conquête de l'autonomie ou l'obtention d'une reconnaissance professionnelle.

S'ils souffrent de toute évidence des mesures sanitaires et des restrictions de liberté qu'elles entraînent, il faut néanmoins reconnaître aux jeunes leurs capacités d'acceptation des règles auxquelles ils doivent désormais se plier. Une large majorité accepte les nouvelles normes sanitaires considérant qu'*être obligé de respecter un confinement pendant plusieurs semaines* (60 %) et le fait de *porter un masque à cause de la pandémie de Covid-19* (68 %) *ne sont pas des atteintes aux libertés individuelles*. Ces mesures sont aussi bien acceptées par les garçons que par les filles. Mais les jeunes scolarisés en lycées professionnels et technologiques se

montrent néanmoins plus récalcitrants à leur sujet et adhèrent sensiblement moins au respect de celles-ci que les jeunes poursuivant leurs études dans l'enseignement général (respectivement -14 points concernant le confinement et -22 points au sujet du port du masque). Les jeunes actifs quant à eux se démarquent davantage : plus d'un sur deux considère que ce sont des atteintes à la liberté (respectivement 58 % concernant le confinement et 48 % concernant le port du masque).

► À retenir

L'ensemble de l'étude qui va suivre a pour objectif de cerner les profils les plus repérables des jeunes de la génération Z. Et sans nul doute la crise sanitaire inédite liée à la Covid-19 restera l'un des marqueurs associés à l'expérience du temps de leur jeunesse. Les conditions sociales objectives de leur entrée dans la vie adulte en seront probablement affectées, ne serait-ce qu'au travers des bouleversements dans le rapport au travail, et notamment au télétravail, induits par la vie à distance qui s'est généralisée. Mais, plus profondément, l'on ne peut éviter de penser que cette crise, au travers de l'intériorisation des nouvelles normes de comportement qu'elle aura entraînée, ne sera peut-être pas sans effet sur l'ordre intime et relationnel pouvant affecter les conditions de leur apprentissage de l'altérité.

APPARTENANCES ET ANCRAGES TERRITORIAUX

Le temps de la jeunesse est un temps où se fixent certaines appartenances constitutives de la façon dont les individus vont se situer socialement et en tant que membres d'une collectivité pour faire leurs premiers pas de citoyens actifs et de sujets autonomes. Les références et les repères relevant des dispositions familiales précocement fixées sont confrontés à la diversité des expériences nouvelles marquées par des ouvertures aux autres et à des réalités inédites dont cette période est intrinsèquement pourvoyeuse. Appréhender les appartenances des jeunes est une question complexe tant elle nécessite de convoquer des référents intimes liés à l'identité, aux valeurs, au repérage des croyances et des convictions, ou encore à des éléments de reconnaissance culturelle. Bien des données et des résultats appréhendés dans

cet Observatoire en donnent quelques aperçus dans des registres aussi différents que le travail, les liens à l'institution militaire, le répertoire de leurs valeurs ou encore leurs usages et leurs conceptions de la citoyenneté.

Des réseaux affectifs au cœur de leur appartenance

UN SENTIMENT D'APPARTENANCE QUI RELÈVE QUASI EXCLUSIVEMENT DE L'ORDRE DE L'AFFECTIF



- Des groupes d'appartenance qui :
 - les rassurent, les protègent et dans lesquels ils se sentent bien
 - contribuent aux joies et au bonheur du quotidien, c'est une raison de se lever le matin
 - leur ressemblent et les rassemblent
 - et en miroir, les différencient de ceux qui n'appartiennent pas à ces cercles
- Des réseaux mis à mal par la crise sanitaire, avec pour conséquence l'amplification du besoin d'appartenance et d'identification à ces cercles

C'est le registre de l'affectif où se comptent les éléments les plus repérables et les plus décisifs à cet âge intervenant dans les relations qu'ils construisent avec les autres et au sein des espaces et des territoires, intimes et publics, dans lesquels ils évoluent. En effet, les appartenances qui sont mises en avant par les jeunes de

16-18 ans interrogés dans le volet qualitatif du dispositif de l'Observatoire, relèvent d'abord de considérations affectives et identitaires, les appartenances territoriales *stricto sensu* ne se profilant qu'en arrière-plan. Ainsi ce sont les appartenances relevant des cercles de relations interpersonnelles proches qui sont surtout mises en avant – famille, relations amoureuses, cercle de partage d'activités et de passions communes –, soit des univers au sein desquels ils trouvent non seulement des ressources affectives et un sentiment de protection mais aussi où compte plus que jamais la dimension affinitaire de leur vie personnelle et sociale.

On remarquera que certains traits identitaires associés à des appartenances communautaires relevant de la religion, de groupes constitués en fonction de leur orientation sexuelle, de leur style vestimentaire ou encore d'un sentiment subjectif d'appartenance à une classe sociale, sont des référents qui sont mobilisés de façon diffuse dans les propos des jeunes. Ils contribuent à organiser des similarités mais aussi des stratégies de différenciation dont on sait qu'elles ont une forte incidence sur la sociabilité des jeunes³. Pour décoder la réalité de leur vie personnelle et celle de la vie sociale et collective, l'emprise des affects et des émotions est décisive. La place prise par l'horizontalité des échanges au sein de réseaux sociaux de plus en plus prenants induit la gestion quotidienne d'un nouvel espace affectif déterminant dans la construction de soi comme dans la construction du rapport à l'autre⁴. Le sociologue Olivier Galland confirme cette évolution évoquant la prévalence d'un « être-ensemble » : « L'être-ensemble devient plus important que le faire-ensemble ou du moins le second n'est plus justifié que par le premier. La culture adolescente valorise la relation entre pairs en tant que telle, elle en fait un élément central et générique de sa définition⁵. » Il en est de même de l'amour et des relations amoureuses que les jeunes considèrent comme importantes dans leur vie. La

3. D. Pasquier, *Cultures lycéennes. La tyrannie de la majorité*, Paris, Autrement, 2005.

4. A. Muxel, *Politiquement jeune*, Éditions de l'Aube/FJJ, 2018.

5. O. Galland, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, 2011.

consultation *Generation What* avait révélé que 86 % des jeunes reconnaissent ne pas pouvoir être heureux sans amour, et que les trois quarts d'entre eux (76 %) considéraient comme importantes dans leur vie les relations amoureuses, parmi lesquels un quart (24 %) jugeait même que celles-ci étaient un élément primordial de leur vie⁶. L'univers affectif est donc décisif. Il est structurant, il sert de boussole, tant au plan intérieur et intime qu'au plan extérieur et social, il conditionne les aspirations personnelles comme les horizons d'attente, tout particulièrement dans ce temps de la vie où opère la transition délicate qui sépare la sortie de l'adolescence et l'entrée dans la vie de jeune adulte.

Dans le volet quantitatif du dispositif d'enquête, une exploration spécifique des appartenances territoriales, relativement absentes de l'enquête qualitative, a été menée. Il était demandé aux jeunes de se situer par rapport au territoire dont ils se sentaient *faire partie avant tout*, partant de l'échelle la plus locale – le quartier – jusqu'à l'échelle la plus globale – le monde –, en passant par les échelons intermédiaires que représentent le quartier, la ville, la région, mais aussi la nation et l'Union européenne (UE). Bien que se situant à l'arrière-plan des appartenances construites d'abord à partir des univers relationnels et interpersonnels au sein desquels les jeunes évoluent, le sentiment d'appartenance apprécié à l'aune des territoires n'échappe pas aux paramètres d'ordre affectif identifiés précédemment. Les ancrages territoriaux en constituent aussi une matrice d'expressions.

Les résultats de l'enquête révèlent que les appartenances s'exprimant au niveau local dominant avec 45 % de réponses se répartissant comme suit : 22 % des jeunes reconnaissent faire partie avant tout de leur ville, 13 % de leur région et 10 % de leur quartier. L'appartenance nationale (*j'appartiens avant tout à mon pays*) recueille 29 % de réponses, avec une différence sensible entre les garçons et les filles (35 % des premiers contre 23 % des dernières, soit 12 points d'écart). Le sentiment d'appartenir avant tout à l'entité la plus large – le monde – concerne 21 % des

6. Sources : consultation *Generation What*, France Télévisions/Upian/Yami 2, 2016.

jeunes. Enfin, l'UE apparaît quant à elle comme le chaînon manquant, avec seulement 5 % de réponses.

Si l'on agrège ces types de territoire selon leur échelle géographique, il faut constater que l'échelon national est comparativement aux autres – local et supranational – relativement peu sollicité. Certes, il prévaut sur le sentiment d'appartenir avant tout « au monde », soit à une entité quelque peu abstraite et plus lointaine (+8 points), mais il apparaît très en deçà des ancrages locaux (quartier, ville et région) considérés dans leur ensemble (-16 points). Parmi ces derniers on remarquera que c'est la ville, plus que le quartier et la région, qui sert de point d'ancrage et de référence pour un jeune sur cinq.

Il n'est pas facile d'interpréter la complexité des ancrages territoriaux tant ceux-ci sont liés à des facteurs relevant d'identifications personnelles, familiales, culturelles, géographiques. Entrent en ligne de compte aussi les trajectoires, les mobilités, les parcours migratoires. Par ailleurs, il est difficile de comprendre les ressorts de ce qui fonde le sentiment d'appartenance à un territoire, en fonction de caractéristiques propres à celui-ci, mais aussi de son périmètre et de ses confins. Les échelles peuvent varier, du plus petit et du plus proche, au plus global et au plus lointain. Il existe une grande variété de dispositions individuelles entre celles et ceux qui se sentent appartenir avant tout à un lieu précis, ou qui se montrent plus indifférents ou plus flous dans leurs réponses, ou qui peuvent convoquer plusieurs échelles d'appartenance, ou encore qui ne se sentent aucune attache particulière. Comme l'explique la sociologue France Guérin-Pace : « Il existe une multitude de manières de décliner son appartenance géographique, qui constituent autant de registres identitaires spatiaux que les personnes mobilisent ou non à un moment donné de leur existence⁷. » Néanmoins, dans leur vie quotidienne, les jeunes évoluent, font des rencontres, organisent des échanges,

7. F. Guérin-Pace, « La diversité des ancrages territoriaux au regard des parcours migratoires », dans F. Guérin-Pace, O. Samuel, I. Ville, *En quête d'appartenances. L'enquête Histoire de vie sur la construction des identités*, Paris, Les Éditions de l'INED, 2009, p.145-165.

partagent des expériences, développent des trajectoires de formation de parcours professionnels, dans des territoires dont la perception renseigne aussi sur leurs façons de se positionner et de se projeter dans la vie adulte.

À cet égard, l'absence d'identification à l'échelon européen mérite d'être soulignée. Nombre d'études constatent régulièrement le brouillage, voire l'inexistence des identifications à l'entité européenne dans les jeunes générations. Les jeunes mêlent des appréciations tout à la fois positives et négatives sur la réalité même de l'Union européenne. Cette dernière leur est familière – ils sont nés dans et avec la construction européenne – mais ils entretiennent un lien distant avec elle. Celle-ci est peu investie concernant leur identité personnelle, mais aussi sur le plan civique et citoyen. Les jeunes sont par exemple très peu (trop peu) nombreux à participer aux élections européennes. Aux dernières élections de 2019, seuls trois jeunes sur dix âgés de 18-24 ans avaient participé au scrutin⁸.

Les résultats de l'enquête quantitative de l'Observatoire de la génération Z révèlent certaines logiques sociales et culturelles différenciant les appartenances territoriales mobilisées et permettant d'aller plus avant dans l'analyse de la tripartition observée – local, national, supranational. Le premier élément différenciateur est le genre. Ainsi les filles privilégient-elles plus que les garçons les appartenances locales (48 % contre 42 % des garçons) tandis que ces derniers accordent davantage d'importance à l'échelon national (34 % contre 23 % des filles). L'origine sociale et la catégorie socio-professionnelle du père indiquent aussi des écarts significatifs : les jeunes dont le père appartient aux catégories CSP- sont plus enclins à se sentir appartenir d'abord à un territoire local : 49 % contre 42 % de ceux dont le père appartient aux catégories CSP+, tandis que ces derniers favorisent davantage l'échelon national (33 % contre 26 %). La filière d'études, qui n'est pas sans recouper les différences de milieu social, est aussi discriminante : le sentiment d'appartenance locale est plus développé parmi les élèves suivant un enseignement technologique

8. A. Muxel, *Politiquement jeune*, op. cit.

ou professionnel (51 % contre 42 % des élèves suivant un enseignement général). Les écarts concernant les autres appartenances territoriales sont ténus. Enfin, on observe des ancrages territoriaux plus différenciés dès lors que l'un des parents est d'origine étrangère. L'histoire familiale et la socialisation familiale jouent un rôle repérable sur le sentiment d'appartenance au niveau national comme au niveau supranational. Si 31 % des jeunes dont les deux parents sont d'origine française se reconnaissent d'abord dans une appartenance s'exprimant au niveau national, ils ne sont que 23 % dans ce cas parmi ceux dont l'un ou les deux parents ont une origine étrangère ; de même parmi ces derniers l'échelon supranational est davantage convoqué (34 % contre 23 % des autres jeunes). En revanche, les effets des trajectoires familiales sont quasi sans effet sur les appartenances à l'échelon local.

Tableau 1

Types d'appartenance territoriale selon les caractéristiques socio-démographiques des jeunes (%)

	Appartenance locale	Appartenance nationale	Appartenance supranationale
Ensemble	45	29	26
Sexe			
Garçons (100%)	42	34	24
Filles (100%)	48	23	29
Origine sociale			
CSP+ (100%)	42	33	25
CSP- (100%)	49	26	25
Parent(s) d'origine étrangère			
Oui (100%)	43	23	34
Non (100%)	46	31	23
Filière d'études et statut			
Lycée général (100%)	42	29	29
Lycée prof/tech. (100%)	51	25	24
Étudiants (100%)	43	34	23
Actifs (100%)	44	32	24

À ces logiques sociales et culturelles s'ajoutent quelques autres critères entrant en ligne de compte dans les écarts observés, notamment l'orientation idéologique. Une affiliation à la

gauche est toujours davantage associée à une appartenance privilégiant le niveau local (46 % contre 33 % des jeunes se classant à droite) tandis qu'une affiliation à la droite est plus fréquemment reliée à une appartenance territoriale se déclinant au niveau national (52 % contre 24 % des jeunes se situant à gauche et 27 % des jeunes ne se classant ni à gauche ni à droite). Enfin, on observe une polarisation dès lors que les positionnements extrêmes sont engagés : +19 points d'ancrage local parmi les jeunes se situant à l'extrême gauche par rapport aux jeunes se classant à l'extrême droite, +39 points d'ancrage national parmi les jeunes se situant à l'extrême droite par rapport à ceux se classant à l'extrême gauche, enfin +20 points d'ancrage supranational parmi les jeunes se situant à l'extrême gauche par rapport à ceux se classant à l'extrême droite. Le niveau de politisation joue aussi un rôle : plus on s'intéresse à la politique plus l'ancrage national est élevé, moins on s'y intéresse plus l'ancrage local est privilégié. Et les écarts vont dans le même sens concernant l'utilité du vote et la confiance dans le rouage par excellence de la démocratie représentative qu'il incarne : l'ancrage local concerne davantage les défiants et les plus réticents au vote : 52 % de ceux qui considèrent le vote comme peu utile pour participer aux décisions engageant le pays et 50 % de ceux qui déclarent ne pas s'intéresser à la politique se reconnaissent appartenir aux territoires locaux plutôt qu'au territoire national.

Tableau 2

Types d'appartenance territoriale selon les dispositions des jeunes à l'égard de la politique (%)

	Appartenance locale	Appartenance nationale	Appartenance supranationale
Ensemble	45	29	26
Intérêt politique			
Oui (100%)	39	35	26
Non (100%)	50	24	26
Utilité du vote			
Oui (100%)	43	31	26
Non (100%)	52	22	26

Positionnement politique			
Très à gauche (100%)	49	15	37
Plutôt à gauche (100%)	46	24	30
Plutôt à droite (100%)	33	52	15
Très à droite (100%)	30	54	16
Ni à gauche ni à droite (100%)	44	28	28

Enfin, il ne faut pas sous-estimer le poids de variables où affleurent des critères d'appréciation subjectifs de la qualité de vie des jeunes. L'appartenance locale est plus fréquemment privilégiée tant parmi les jeunes qui ont été victimes d'intimidations ou de menaces (49 % contre 42 % qui ne mentionnent pas cette expérience) que parmi ceux qui déclarent avoir participé directement à des bagarres ou des affrontements entre jeunes (52 % contre 44 % de ceux qui ne sont pas concernés). Ces chiffres montrent toute l'importance de ce qui se joue dans les périmètres de proximité des lieux de vie des adolescents. S'y forment des éléments de reconnaissance et de repérage en matière de socialisation et d'appartenance, y compris au travers d'expériences de violences ou d'agressions auxquelles ils peuvent être confrontés. L'échelon local, refuge ou amplificateur de menaces et de dangers ? La question mérite d'être posée.

Nous aborderons un dernier aspect de cette réflexion sur les appartenances territoriales à partir desquelles les jeunes peuvent à la fois se construire personnellement et se situer socialement en évoquant les liens qu'elles entretiennent avec certains référents propres à l'engagement militaire, et plus largement en abordant la question délicate du sentiment de fierté nationale.

Concernant le premier point, on constate un lien étroit entre l'importance accordée à la dimension nationale et la proximité vis-à-vis de l'univers militaire. Ainsi les jeunes qui ont une bonne opinion du métier militaire sont-ils deux fois plus nombreux à se reconnaître dans une appartenance nationale que ceux qui en ont une mauvaise (32 % contre 16 %). On retrouve une partition similaire s'agissant de l'opinion à l'égard du retour d'un service militaire obligatoire : 38 % de ceux qui y sont favorables évoquent en premier lieu un sentiment d'appartenance nationale

contre 24 % seulement de ceux qui y sont défavorables. Enfin, ceux qui déclarent être prêts à risquer leur vie pour défendre leur pays sont aussi plus nombreux que ceux qui s'y refusent à adopter un sentiment d'appartenance nationale (35 % contre 21 %). En revanche, parmi ceux qui expriment un net déficit de proximité à l'égard de l'univers militaire, l'échelon international est davantage valorisé. Ces écarts ne se vérifient pas concernant l'échelon local.

Tableau 3

Types d'appartenance territoriale selon la proximité à l'univers militaire (%)

	Appartenance locale	Appartenance nationale	Appartenance supranationale
Ensemble	45	29	26
Opinion du métier militaire			
Bonne (100%)	45	32	23
Mauvaise (100%)	44	16	40
Retour du service militaire obligatoire			
Oui (100%)	43	38	19
Non (100%)	46	24	30
Prêt à risquer sa vie pour défendre son pays			
Oui (100%)	43	35	22
Non (100%)	48	21	31
Aimerait avoir plus tard un métier dans l'armée			
Oui, certainement (100%)	42	40	19
Oui, peut-être (100%)	41	34	25
Non (100%)	47	25	28

La dimension de la fierté nationale est une composante du sentiment d'appartenance territoriale où s'affirment des enjeux affectifs et symboliques plus ou moins explicites, mais présents dans l'appréhension que peuvent en avoir les jeunes de cet âge. Le sentiment de fierté domine très largement puisque 80 % des jeunes interrogés le revendiquent, et parmi eux un tiers (34 %) exprime même une adhésion absolue, n'hésitant pas à se dire *tout à fait d'accord* avec la déclaration *Je suis fier d'être un citoyen français* – les garçons plus que les filles (44 % contre 23 %), mais

aussi les jeunes mettant en avant une appartenance territoriale nationale plus que les autres (55 % contre 27 % de ceux qui privilégient l'échelon local et 22 % l'échelon supranational). On ne retrouve pas de différence à ce sujet selon l'origine sociale et la catégorie socio-professionnelle du père. En revanche, lorsque l'un ou les deux parents ont une origine étrangère, cette fierté reste très largement majoritaire mais elle est moins affirmée (74 % contre 80 % de l'ensemble, et 29 % disent être tout à fait fiers contre 34 %).

Tableau 4

Profils des jeunes ayant un fort sentiment de fierté nationale

	Tout à fait d'accord avec la phrase « Je suis fier d'être un citoyen français »
Ensemble	34
Sexe	
Garçons (100%)	44
Filles (100%)	23
Origine sociale	
CSP+ (100%)	34
CSP- (100%)	34
Parent(s) d'origine étrangère	
Oui (100%)	29
Non (100%)	35
Père ayant fait son service militaire	
Oui (100%)	36
Non (100%)	29
Opinion du métier militaire	
Bonne (100%)	38
Mauvaise (100%)	15
Retour du service militaire obligatoire	
Oui (100%)	44
Non (100%)	28
Prêt à risquer sa vie pour son pays	
Oui (100%)	42
Non (100%)	22
Positionnement politique	
Très à gauche (100%)	24
Plutôt gauche (100%)	27
Plutôt droite (100%)	58
Très à droite (100%)	57
Ni à gauche ni à droite (100%)	32

Types d'appartenance territoriale	
Locale (100%)	27
Nationale (100%)	55
Supranationale (100%)	22
Aimerait avoir plus tard un métier dans l'armée	
Oui, certainement (100%)	49
Oui, peut-être (100%)	41
Non (100%)	28

Le sentiment de fierté nationale est également plus ancré parmi les jeunes exprimant une proximité avec l'univers militaire. Ainsi 36 % des jeunes dont le père a fait son service militaire sont sur cette position (contre 29 % de ceux dont le père ne l'a pas fait). Un effet de socialisation paternelle est observable à cet endroit. Autres indicateurs repérables, l'opinion à l'égard du retour d'un service militaire obligatoire, les jeunes s'y montrant favorables partagent cette fierté inconditionnelle plus que les autres (44 % contre 28 % de ceux qui y sont opposés), ou encore l'opinion bonne ou mauvaise que l'on peut avoir du métier militaire, les bonnes opinions étant plus souvent associées à une intensité forte du sentiment de fierté nationale (38 % contre ceux qui en ont une mauvaise opinion). Enfin, on retrouve le rôle joué par le marqueur que représente l'orientation idéologique : 58 % des jeunes se situant à droite se déclarent *tout à fait* fiers d'être français, 27 % des jeunes se situant à gauche et 32 % de ceux qui ne se situent ni à gauche ni à droite. Le référent national reste largement prédominant et est d'abord ancré à la droite de l'échiquier politique, même s'il est présent à gauche, et aussi dans les segments de la jeunesse de plus en plus nombreux rassemblant ceux qui ne se positionnent pas au sein de la bipolarisation gauche-droite.

La fierté nationale en question

UN SENTIMENT D'APPARTENANCE QUI RELÈVE QUASI-EXCLUSIVEMENT DE L'ORDRE DE L'AFFECTIF

Des jeunes divisés sur la question de la fierté d'être français

- Un sentiment d'appartenance à la nation française qui n'est pas spontanément évident (besoin de relance de l'animateur sur ce point) mais qui ne fait pas de doute dès lors que les jeunes sont invités à évoquer cette question
- Une fierté d'être français qui suscite néanmoins des réactions assez clivées :
 - pour certains mineurs les valeurs de la France (liberté, égalité, fraternité) et son *soft power* génèrent effectivement un sentiment de fierté, en particulier lors de compétitions sportives
 - les autres en revanche ont plus de mal avec cette notion, préférant se déclarer « contents » d'être français, favorisant l'idée de chance plus que de fierté (pays riche et développé qui offre de vraies opportunités scolaires et professionnelles)
- Pour ces jeunes réticents à utiliser le terme de fierté, leurs réserves reposent sur les points suivants :
 - de façon générale, une notion assimilée à un patriotisme exacerbé dans lequel ils ne se reconnaissent pas
 - plus récemment, des actes de violences policières à l'égard de la population, qui altèrent leur image du pays

Le volet qualitatif de l'Observatoire de la génération Z a permis de recueillir des appréciations supplémentaires sur cette question laissant entrevoir l'existence de divisions. Celles-ci permettent de comprendre les attitudes des 20 % de jeunes (soit un jeune sur cinq) pour qui la fierté nationale ne fait pas sens ou est considérée avec nuances et non sans certaines ambivalences. Des controverses associées par exemple à la question des violences policières ou l'expression de rejet d'un patriotisme « exacerbé » dans lequel les jeunes ne se reconnaissent pas, ont pu apparaître dans les échanges recueillis dans les *focus groups*.

► À retenir

Les ancrages territoriaux comme le sentiment de fierté nationale renseignent donc non seulement sur les positionnements identitaires, mais ils donnent aussi des indications sur les liens que les jeunes entretiennent à l'égard de leur environnement immédiat ou plus lointain. La perception des territoires et les types d'attachement que ceux-ci suscitent sont traversés par des différenciations sociales et culturelles, mais aussi idéologiques, recoupant certains clivages à l'œuvre dans l'ensemble de la population. Néanmoins on retiendra que dans cette tranche d'âge la dimension affective des identifications et des appartenances est particulièrement mobilisée. Par ailleurs, une proximité au monde militaire est un facteur indéniable d'affirmation d'un lien plus marqué à la nation.

POLITIQUE ET CITOYENNETÉ

Les jeunes générations font leurs premiers pas de citoyens dans un moment de grande défiance à l'égard des institutions et du personnel politique. Cette défiance est l'un des principaux marqueurs de la crise de la représentation démocratique qui sévit dans notre pays depuis une trentaine d'années. Dans la compréhension du processus de la socialisation politique, la tranche d'âge des 16-18 ans est l'antichambre de la légitimité de l'exercice de la citoyenneté et de la participation aux choix engageant les orientations politiques du pays, notamment au travers du droit de vote. C'est donc un temps de transition et de formation des choix politiques et électoraux. C'est un temps d'apprentissage de la participation électorale. Un temps aussi où ils expérimentent des formes d'expression politique non conventionnelles, s'inscrivant dans le cadre d'une culture protestataire acquise de façon précoce et ayant globalement gagné en légitimité au sein de la société⁹.

Malgré les initiatives récurrentes de parlementaires ou d'acteurs du monde associatif sur la possibilité d'abaisser le droit de vote à 16 ans, malgré aussi les demandes pressantes d'une

9. *Ibid.*

jeunesse réclamant d'être davantage entendue quant à ses difficultés et ses préoccupations, les jeunes eux-mêmes n'adhèrent pas à cette idée. Les deux tiers d'entre eux (66 %) y sont défavorables. Les 16 ans y sont plus favorables (42 % contre 33 % des 17 ans et 28 % des 18 ans), ainsi que les jeunes politisés (40 % de ceux qui s'intéressent à la politique contre 30 % de ceux qui ne s'y intéressent pas) et orientés plutôt à gauche (44 % contre 31 % des jeunes se classant plutôt à droite et 34 % des jeunes ni de gauche ni de droite). Mais dans tous les cas, parmi les jeunes âgés de 16 ans, plus directement concernés, l'adhésion à cette proposition reste minoritaire

Bien qu'opposés à son abaissement à 16 ans, les jeunes sont majoritairement attachés au droit de vote. Mais certains signes d'affaiblissement de la norme civique de voter sont visibles. Si les trois quarts d'entre eux (75 %) reconnaissent que *c'est utile de voter, car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses*, un quart (25 %) se rallie à l'idée que *voter ne sert pas à grand-chose, car les responsables politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple*. On ne note pas de différence significative entre les filles et les garçons. En revanche, la reconnaissance du vote n'a pas la même intensité dans certains segments de la jeunesse où certains signes de déconsolidation démocratique sont plus manifestes. Ainsi selon la filière d'études, on mesure un différentiel négatif de -11 points d'attitudes favorables au vote séparant les réponses des lycéens scolarisés dans les classes de l'enseignement professionnel et technologique et celles des lycéens des classes d'enseignement général. Quant aux jeunes actifs, ils apparaissent très partagés sur ce point : 52 % considèrent que c'est utile de voter et 48 % s'accordent pour penser que cela ne sert pas à grand-chose. La tentation d'un leadership autoritaire et populiste s'accompagne aussi d'une confiance moindre dans l'utilité du vote. Ainsi un tiers des jeunes (33 %) qui pensent que ce serait *une bonne façon pour gouverner le pays d'avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement et des élections* juge le vote inutile ou peu efficace (soit 10 points de plus que ceux qui refusent d'envisager une telle façon de gouverner).

Il est également intéressant de noter un lien entre un ancrage territorial privilégiant le quartier et une plus grande faiblesse de l'utilité accordée au vote : 34 % des jeunes se sentant *faire partie avant tout de leur quartier* se montrent dubitatifs sur l'utilité de voter, étant en cela très différents des jeunes s'identifiant d'abord à la nation ou à l'UE qui ne sont que respectivement 19 % et 15 % à opter pour la même opinion. Enfin, l'incidence du milieu social et familial d'appartenance n'est pas sans compter. Les jeunes issus de familles CSP- ou présentant des difficultés financières se montrent plus défiants à l'égard du vote (28 % contre 22 % de ceux appartenant à des familles CSP+ ; 32 % contre 20 % de ceux qui considèrent la situation financière de leurs parents plutôt facile).

L'orientation politique ne joue qu'à la marge. On ne note aucune différence selon les choix de positionnement à gauche ou à droite. En revanche, une absence de classement au sein de la bipolarisation gauche-droite est plus fréquemment associée à une relativisation de l'utilité du vote. Ainsi 29 % des jeunes ne se classant ni à gauche ni à droite sont-ils dans ce cas (contre respectivement 18 % de ceux se classant soit à gauche soit à droite). Moins les jeunes sont politisés, plus leur distance à l'égard du vote est marquée : 37 % de ceux qui ne s'y intéressent *pas du tout* considèrent que *voter ne sert pas à grand-chose*.

Malgré ces différences et ces écarts, les jeunes ont dans leur grande majorité intégré la norme citoyenne du vote, mais certains signes de distance, voire de méfiance vis-à-vis de l'outil par excellence qu'est le vote dans l'organisation de la représentation démocratique, ne doivent pas être négligés. Le fait d'acquiescer le droit de voter à 18 ans ne garantit pas la mobilisation électorale. L'abstention est un trait caractéristique du comportement électoral de la jeunesse. Si l'on ajoute ceux qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales, c'est approximativement une moitié des jeunes en âge de voter qui ne se rend pas aux urnes. Lors du dernier scrutin présidentiel de 2017, l'élection pourtant la plus à même d'engager la participation des jeunes, 29 % des 18-24 ans n'ont pas voté (contre 16 % parmi les 60-69 ans et 12 % parmi les 70 ans et plus). Quant à leur

décrochage de la participation lors des élections législatives, il est massif : 64 % des moins de 35 ans n'ont pas pris part au vote et 75 % au second tour¹⁰. Les jeunes font donc leurs premiers pas en politique dans le cadre d'un nouvel habitus civique et politique. Celui-ci fixe de nouveaux types de comportement, notamment une intermittence désormais installée du rapport au vote.

Les jeunes ne sont pas pour autant dépolitisés. Ils ne sont pas non plus désengagés de toute forme d'action et de présence sur la scène politique. Bien que la citoyenneté soit devenue plus critique et que la défiance se soit installée, on ne note pas de dépolitisation spécifique aux jeunes générations. Leur intérêt pour la politique reste relativement stable comparé aux mesures effectuées depuis une trentaine d'années. Il apparaît un peu plus faible que celui que l'on observe chez leurs aînés, mais l'intérêt pour la politique va croissant selon l'âge. Parmi les 16-18 ans, près d'un sur deux (47 %) déclare de l'intérêt, parmi lesquels 15 % *beaucoup* d'intérêt. Les données de l'Observatoire confirment l'importance de l'écart structurel et constant observé sur ce point entre les garçons et les filles. Les premiers se montrent toujours plus intéressés (52 %) tandis que les secondes le sont nettement moins (41 %). La filière d'études et le niveau scolaire entraînent aussi certains écarts significatifs : -18 points d'intérêt pour la politique parmi les élèves scolarisés en lycée professionnel et technologique, et -16 points parmi les actifs, par rapport à ceux qui sont en lycée général. Ces écarts se retrouvent selon le milieu social et familial : 51 % des jeunes dont le père appartient aux catégories CSP+ disent s'intéresser à la politique contre 42 % de ceux dont le père appartient aux CSP-.

10. *Ibid.*

Tableau 5

Dispositions des jeunes à l'égard de la politique selon les caractéristiques sociodémographiques des jeunes (%)

	Intérêt pour la politique (beaucoup et assez)	C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire changer les choses
Ensemble (100%)	47	75
Sexe		
Garçons (100%)	52	75
Filles (100%)	41	75
Origine sociale		
CSP+ (100%)	42	80
CSP- (100%)	49	70
Parent(s) d'origine étrangère		
Oui (100%)	46	74
Non (100%)	47	76
Filière d'études et statut		
Lycée général (100%)	52	79
Lycée prof/tech. (100%)	34	68
Étudiants (100%)	48	77
Actifs (100%)	38	52

En dehors des paramètres directement liés aux caractéristiques relevant du type de scolarité ou du milieu social, d'autres effets doivent être pris en compte. L'intérêt pour la politique est toujours plus marqué parmi les jeunes qui revendiquent une affiliation politique en se classant plutôt à gauche (51 %), ou, de façon encore plus marquée, plutôt à droite (67 %), comparés à ceux qui ne se classent ni à gauche ni à droite (36 %).

Par ailleurs, on observe aussi un lien entre le niveau d'intérêt pour les questions militaires et le niveau d'intérêt pour la politique. Ainsi 57 % des jeunes qui disent s'intéresser aux questions militaires reconnaissent aussi s'intéresser aux questions politiques (contre 40 % seulement parmi ceux qui ne se sentent pas concernés par l'univers militaire).

La bipartition entre la gauche et la droite continue de jouer un rôle de repère dans la fabrique de l'identité politique des jeunes. La politique est, avec la religion, ce qui se transmet le mieux dans les familles. Et l'importance de la filiation dans ce domaine

joue toujours un rôle important. Les jeunes sont une large majorité (71 %) à reconnaître s'inscrire dans la continuité de l'orientation idéologique de leurs deux parents, soit de gauche, soit de droite, soit ni de gauche ni de droite. L'Observatoire de la génération Z montre qu'une partie significative des jeunes se classe en fonction de cette bipartition, même si le nombre de ceux qui choisissent les positions centrales, soit une absence d'orientation politique bien définie, représente près d'un jeune sur deux, et les filles nettement plus que les garçons (51 % contre 44 %). (Voir en annexe graphique 3 – Autopositionnement des jeunes sur une échelle gauche-droite en 10 points.)

Parmi ceux qui affirment une affiliation à la gauche ou à la droite, la première prévaut sur la seconde assez nettement (+28 points), et apparaît encore plus marquée parmi les filles que parmi les garçons. Mais on notera que ces derniers sont moins nombreux à se situer sur les positions centrales qui dénotent un refus de reconnaître un choix au sein de la bipartition gauche-droite. Près des deux tiers des jeunes qui se situent hors de cette dernière ne s'intéressent pas à la politique (64 %). On les compte en plus grand nombre parmi les jeunes scolarisés dans les filières professionnelles et technologiques (+11 points par rapport aux jeunes lycéens de l'enseignement général).

Mais on retiendra que dans la tranche d'âge des 16-18 ans, on ne note pas les signes de droitisation que les enquêtes récentes révèlent dans les âges ultérieurs de la jeunesse.

Tableau 6
Positionnements politiques selon les caractéristiques socio-démographiques des jeunes (%)

	Très à gauche	Plutôt à gauche	Au centre	Plutôt à droite	Très à droite
Ensemble (100%)	9	31	47	10	2
Sexe					
Garçons (100%)	7	31	44	15	3
Filles (100%)	10	33	51	5	1
Origine sociale					
CSP+ (100%)	9	34	45	10	2
CSP- (100%)	8	30	50	10	2
Parent(s) d'origine étrangère					
Oui (100%)	11	33	46	8	2
Non (100%)	8	31	48	11	2
Filière d'études et statut					
Lycée général (100%)	9	34	45	10	2
Lycée prof/tech. (100%)	7	25	56	11	1
Étudiants (100%)	9	32	46	10	3
Actifs (100%)	14	29	43	9	5

Dans le contexte actuel, la prédominance de la gauche parmi les 16-18 ans mérite d'être soulignée. Les jeunes interrogés dans le cadre de l'Observatoire de la génération Z sortent à peine de l'adolescence. Leur appréhension du repérage politique existe mais n'est pas encore maîtrisée, ce qui peut expliquer les écarts observés par rapport au mouvement d'ensemble d'un affaiblissement du tropisme de gauche qui prévalait jusqu'à il y a encore une dizaine d'années au sein de la jeunesse. Comment interpréter ce constat ?

En premier lieu, la prévalence de leur orientation à gauche par rapport à la droite doit être relativisée tout d'abord par l'importance de leurs classements sur les positions centrales, mais aussi par l'importance de leur aveu d'ignorance au sujet des positionnements politiques de leurs parents (39 % concernant leur père et 37 % concernant leur mère). Entre en ligne de compte aussi leur refus de répondre (10 % au sujet de leur père et 9 % de leur mère). Par ailleurs, ils sont respectivement

13 % et 15 % à situer leur père et leur mère en dehors de la bipolarité gauche-droite. Mais on remarquera l'incidence possible d'une filiation maternelle. En effet, au sujet des positionnements politiques des parents (plus ou moins quatre jeunes sur dix les situent), des différences sont à noter entre pères et mères. Les jeunes positionnent leur père de façon équivalente entre la gauche et la droite (respectivement 19 % et 20 %), mais concernant leur mère, le positionnement à gauche domine (23 % contre 15 % qui classent leur mère à droite). Cet écart conforte les études menées sur la socialisation politique montrant de façon constante une meilleure transmissibilité des positions politiques par les mères que par les pères. Cela peut expliquer une partie de la prédominance des classements de gauche observée parmi les jeunes interrogés dans le cadre de l'Observatoire. Mais l'on ne peut exclure l'amorce d'un changement d'orientation perceptible chez les tout jeunes dont les traces seront repérables dans les choix et comportements politiques qu'ils développeront dans les prochaines années.

L'effacement tendanciel du clivage gauche-droite pour définir les appartenances politiques, ainsi qu'un affaiblissement notable de la norme civique du vote systématique et du devoir de voter, définissent le changement du cadre normatif de la citoyenneté dans les jeunes générations. D'autres formes d'interventions politiques sont valorisées et expérimentées, laissant davantage de marge à l'expression directe et à la manifestation, y compris dans leur dimension protestataire. Si les jeunes mettent à distance la politique institutionnelle, cela n'exclut pas leur disponibilité à s'engager et à se mobiliser pour des causes dépassant leur sphère privée, pour ou contre des réformes, en faveur de causes humanitaires ou encore de valeurs universalistes. Lorsqu'ils s'engagent et se mobilisent, le plus souvent de façon spontanée et sporadique, ils se montrent à la fois exigeants et pragmatiques, recherchant une efficacité et des résultats concrets. S'y ajoutent les possibilités de communication et de mobilisation démultipliées par les outils numériques qui participent au développement d'une culture politique dont Internet est de plus en plus le vecteur et le relais.

L'Observatoire de la génération Z fait apparaître une propension précoce à participer à des manifestations (voir en annexe graphique 4 – Participation politique non conventionnelle). Trois jeunes sur dix (30 %) dans la tranche d'âge des 16-18 ans y ont déjà participé et 49 % déclarent qu'ils pourraient éventuellement y participer. Seule une petite minorité (21 %) se montre en retrait de toute velléité de mobilisation protestataire dans l'espace public. De même, l'étude établit qu'une large majorité de jeunes (62 %) juge *acceptable de bloquer des lycées pour s'opposer à des projets de gouvernement*, et ce de façon toujours majoritaire quels que soient les milieux familiaux ou scolaires au sein desquels les jeunes évoluent.

Tableau 7
Attitudes politiques protestataires selon les caractéristiques socio-démographiques des jeunes (%)

	Acceptable de bloquer des lycées pour s'opposer à des projets de gouvernement	Une bonne façon de gouverner le pays serait d'avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement et des élections
Ensemble (100%)	62	17
Sexe		
Garçons (100%)	60	23
Filles (100%)	63	11
Origine sociale		
CSP+ (100%)	59	14
CSP- (100%)	64	19
Parent(s) d'origine étrangère		
Oui (100%)	65	18
Non (100%)	60	16
Filière d'études et statut		
Lycée général (100%)	64	14
Lycée prof/tech. (100%)	63	23
Étudiants (100%)	54	15
Actifs (100%)	68	32

La remise en cause du modèle démocratique, mesurée par l'adhésion à la possibilité d'un leadership autoritaire affranchi du contrôle du Parlement et ne se souciant pas des élections,

ne concerne qu'une minorité de jeunes de cet âge (17 %). Néanmoins la tentation populiste apparaît plus affirmée parmi les garçons que parmi les filles (+12 points) et dans certains segments de la jeunesse scolarisés dans les filières professionnelles et technologiques (23 % contre 14 % parmi les lycéens d'enseignement général). Mais c'est surtout parmi les actifs que cette opinion apparaît plus attractive : près d'un tiers d'entre eux (32 %) y souscrivent.

La culture protestataire s'est diffusée au sein de la jeunesse et s'est quelque peu banalisée, et ce dès les âges les plus jeunes. Les filles présentent des dispositions manifestantes plus marquées que les garçons (33 % d'entre elles contre 28 % des garçons ont déjà participé à une manifestation). L'on constate aussi un différentiel significatif entre les élèves des lycées d'enseignement général, plus manifestants, et les élèves des filières professionnelles et technologiques (33 % contre 25 %). La protestation a gagné en légitimité au sein de toutes les cultures politiques, néanmoins des écarts subsistent selon les positionnements politiques : parmi les jeunes qui se situent plutôt à gauche, 47 % déclarent avoir déjà manifesté contre 26 % parmi ceux qui se situent à droite et 27 % qui ne se classent ni à gauche ni à droite. Sur ce point le tropisme manifestant associé à une culture politique de gauche est toujours vérifié. Par ailleurs, l'intérêt pour la politique est toujours plus favorable à la propension à participer à une manifestation (45 % de ceux et celles qui s'y intéressent beaucoup contre seulement 19 % parmi ceux et celles qui ne s'y intéressent pas du tout). En revanche, on ne note aucune différence significative selon les dispositions à l'égard du vote. La palette des usages démocratiques s'est élargie et diversifiée mêlant désormais des formes à la fois conventionnelles et non conventionnelles de participation politique. Le triptyque défiance, vote intermittent et protestation est devenu le cadre de politisation dominant.

La citoyenneté protestataire qui se diffuse et s'exprime trouve dans la préoccupation environnementale un vecteur efficace de politisation. Le réchauffement climatique et la perte de biodiversité constituent une problématique qui concerne au premier chef

les jeunes de la génération Z : 57 % des 16-18 ans interrogés dans le cadre de l'Observatoire la font passer devant la question des inégalités sociales et de l'égalité entre les hommes et les femmes (respectivement 43 % et 40 % des réponses). L'enjeu environnemental déclenche des mobilisations collectives particulièrement suivies. Les appels d'une personnalité telle que Greta Thunberg, seulement âgée de 15 ans lorsqu'elle a commencé à appeler à la grève des lycéens ou à des marches dans le monde entier pour alerter sur les conséquences du réchauffement climatique, ont sensibilisé une grande partie de la jeunesse, bien au-delà de ceux qui y ont concrètement participé. Dans les faits, l'Observatoire révèle qu'un jeune sur cinq (22 %) de 16-18 ans a déjà participé à une marche pour le climat, ce qui est une proportion loin d'être négligeable. Six sur dix (60 %) déclarent qu'ils pourraient éventuellement y participer. Là encore les filles apparaissent plus promptes à se mobiliser que les garçons (25 % y ont déjà participé contre 20 % parmi ces derniers), ainsi que les élèves des lycées d'enseignement général comparés à ceux qui sont scolarisés dans des filières professionnelles et technologiques (25 % contre 13 %).

Les effets du milieu social se vérifient. La propension à participer à une marche pour le climat est plus affirmée parmi les jeunes dont les parents appartiennent aux CSP+ (27 % contre 13 % parmi ceux dont les parents appartiennent aux CSP-). Mais certains effets liés aux positionnements politiques sont aussi particulièrement visibles : 40 % des jeunes se déclarant plutôt de gauche y ont participé (16 % des jeunes se situant plutôt à droite et 19 % ni à gauche ni à droite). Ces écarts sont significatifs. Mais on retiendra que l'enjeu environnemental reste assez largement mobilisateur. La participation à une marche pour le climat concerne aussi un jeune sur cinq parmi ceux qui ne sont que peu ou pas politisés et qui sont plus à distance de la politique institutionnelle.

L'Observatoire de la génération Z donne la possibilité de différencier les jeunes qui se sentent attirés par un éventuel engagement dans les armées et les autres qui ne sont pas concernés par ce projet, et donc aussi de mettre au jour des similitudes comme certaines différences dans leurs dispositions à l'égard

de la citoyenneté et de la politique qu'il est intéressant de noter. Les jeunes attirés par un engagement militaire partagent avec les autres jeunes un même niveau d'intérêt pour la politique (plus ou moins un jeune sur deux dit s'y intéresser) ainsi qu'une vision de l'utilité de voter équivalente. En revanche, les jeunes intéressés par un engagement dans l'armée sont sensiblement plus attirés par des types d'organisation politique verticale, où l'autorité est une valeur cardinale qui l'emporte sur le souci de la délibération. En cela ils peuvent paraître être en phase avec l'institution militaire fondée sur l'ordre et la discipline. Cela ne veut pas dire que cette appétence pour une certaine verticalité politique et pour le respect d'une autorité principielle soit exempte de tout comportement de type protestataire et contestataire. En effet, il peut paraître paradoxal que les jeunes prêts à s'engager dans les armées soient aussi plus nombreux que les autres à avoir participé à une manifestation de rue (+7 points par rapport à l'ensemble des jeunes). La protestation n'est pas uniquement porteuse de valeurs contestataires, elle peut aussi véhiculer des demandes d'autorité, d'ordre et de capacité décisionnaire. Dans certains segments de la jeunesse, ces demandes peuvent se retrouver en phase avec l'institution militaire perçue comme plus efficace pour porter un projet collectif que d'autres institutions ou mouvements privilégiant des modalités de décision délibératives. Cette interprétation mérite d'être approfondie. Mais elle révèle bien les tensions qui sont à l'œuvre actuellement dans la société, et qui sont même sources de clivage allant croissant, entre la quête de davantage d'horizontalité dans les rapports sociaux et une demande de verticalité qui s'affirme elle aussi.

Tableau 8
Attitudes à l'égard de la politique selon les dispositions à s'engager dans les armées (%)

	Intérêt pour la politique (beaucoup et assez)	C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire changer les choses	A déjà participé à une manifestation de rue	Une bonne façon de gouverner le pays serait d'avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement et des élections
Ensemble (100%)	47	75	30	17
Aimerait avoir plus tard un métier dans l'armée				
Oui, certainement (100%)	51	74	37	40
Oui, peut-être (100%)	48	77	29	21
Non (100%)	45	75	30	11

► **À retenir**

L'ensemble de ces résultats sur le rapport à la citoyenneté qui se construit dans cette période de transition entre l'adolescence et l'entrée dans l'autonomie pré-adulte, révèle que les jeunes générations expérimentent en première ligne des territoires d'action et des espaces d'implication sur des enjeux qui s'imposent de façon nouvelle à l'agenda politique. Ces enjeux sont aussi divers que l'égalité et la lutte contre les discriminations, la sécurité, le rapport à la nation et aux valeurs républicaines, les mutations des usages démocratiques ou encore le réchauffement climatique, et ne concernent pas les mêmes segments de la jeunesse. Des fractures sociales et politiques traversent les jeunes de la génération Z.

Par ailleurs, de nouveaux paramètres changent les demandes comme les attentes des jeunes à l'égard de la classe politique et reconfigurent les normes et les usages de la citoyenneté auxquels ils peuvent souscrire. La demande de démocratie directe et d'une conception plus expressive de leurs interventions dans l'espace public, relayées par une forte composante affective et émotionnelle, se généralise, pouvant déboucher, pour certains

jeunes, sur la tentation de la radicalité¹¹. Les données de l'Observatoire de la génération Z font état qu'un petit tiers des jeunes interrogés (31 %) déclare qu'il est *acceptable dans certains cas de participer à une action violente pour défendre ses idées*, les garçons plus que les filles (36 % contre 28 %).

DÉFIANCE ET COMLOTISME

Depuis plusieurs années, la défiance institutionnelle atteint en France de hauts niveaux. Le Baromètre de confiance politique annuel du CEVIPOF, en place depuis plus d'une dizaine d'années, ne cesse de confirmer l'écart grandissant qui sépare les Français de leurs instances dirigeantes et des élites en général¹². Il enregistre aussi le déficit de confiance qui se creuse vis-à-vis des rouages mêmes de la démocratie représentative et qui autorise certains à parler de risques d'une déconsolidation démocratique, notamment au sein des jeunes générations. L'ampleur de cette défiance se retrouve dans les réponses des jeunes de la génération Z : seul un jeune sur cinq (20 %) déclare avoir confiance dans les partis politiques, seul un tiers d'entre eux (33 %) a confiance dans les médias et ils ne sont que 40 % à avoir confiance dans le gouvernement¹³. Cette crise de confiance apparaît encore plus marquée parmi les filles que parmi les garçons, et l'on retrouve le même phénomène dans les classes plus âgées. L'importance de la défiance touche tous les jeunes quels que soient leur milieu social d'appartenance, leur statut ou leur niveau d'études. Mais elle apparaît sur certains postes tels que la police ou le gouvernement, encore plus marquée parmi les jeunes issus de milieux CSP- et parmi ceux qui se classent à gauche de l'échiquier politique.

L'armée en tant qu'instance régaliennne échappe à cette défiance qui s'est généralisée. Plus de huit jeunes sur dix (82 %) lui font confiance, dont 40 % *beaucoup* confiance. En ce sens, elle dispose

11. O. Galland et A. Muxel, *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, PUF, 2018.

12. <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/le-barometre-de-la-confiance-politique.html>.

13. Se reporter au graphique 19 en annexe.

d'un capital symbolique et d'une force d'attractivité réelle dans des segments de plus en plus diversifiés de la jeunesse. Si les jeunes de droite sont quasi unanimes à exprimer de la confiance à son endroit (92 %), c'est une large majorité de jeunes se classant à gauche (70 %) qui sont dans les mêmes dispositions. Les positionnements des jeunes de la génération Z vis-à-vis de l'institution militaire se sont quelque peu désidéologisés.

Bien que ne touchant pas l'armée, l'ampleur de la défiance institutionnelle est problématique tant elle met en péril les conditions mêmes de la confiance en la démocratie et en ses instances de contrôle. Cette fragilisation de la confiance démocratique ouvre la porte aux vérités alternatives et aux théories du complot qui touchent une fraction significative de la population, dont les jeunes au premier chef. La pénétration de ces théories s'articule à une défiance croissante envers les médias audiovisuels classiques alors que les réseaux sociaux prennent une place prépondérante dans les modes d'information et de communication au sein de la jeunesse. Les sociologues Vincenzo Cicchelli et Sylvie Octobre ont par exemple évoqué l'idée d'une « radicalité informationnelle » dès lors que s'ajoute au complotisme une participation active aux flux informationnels de Daech. Mais plus largement, ils indiquent que « la prolifération des vérités alternatives a favorisé le sentiment qu'on peut déchiffrer plus facilement la réalité en introduisant des causes cachées, en postulant une manipulation exercée par des individus, groupes, institutions ou puissants¹⁴ ».

Chez les jeunes de la génération Z interrogés dans le cadre de l'Observatoire, la défiance envers les médias est massive. Les deux tiers (65 %) ne leur font pas confiance et plus des deux tiers (69 %) considèrent qu'ils ne disent pas toute la vérité. Là encore les filles sont plus nombreuses à partager cet avis négatif sur les médias, considérant *qu'au sujet d'un événement qui se passe en France ou dans le monde, les médias et la télévision ne disent pas la*

14. V. Cicchelli et S. Octobre, « Théories du complot et radicalité informationnelle », dans O. Galland et A. Muxel (dir.), *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, op. cit.

plupart du temps la vérité (75 % contre 64 % des garçons). Les élèves des filières professionnelles et technologiques ainsi que les actifs sont plus défiants que les lycéens de l'enseignement général (74 % contre 65 %). Les jeunes dont le père appartient aux CSP-également (72 % contre 63 % de ceux dont le père appartient aux CSP+). Mais le climat général est à la suspicion. L'orientation politique sur cette question ne joue pas, en revanche le degré de politisation entraîne des effets significatifs. La défiance est d'autant plus importante que l'intérêt pour la politique est faible : si 62 % des jeunes déclarant s'intéresser à la politique considèrent que *les médias et la télévision ne disent pas toute la vérité*, ils sont 74 % à partager cette opinion lorsqu'ils ne s'intéressent pas à la politique. Un lien ténu au vote a aussi un impact : parmi les jeunes qui considèrent que *voter ne sert pas à grand-chose car les responsables politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple*, 81 % mettent en doute la vérité des faits présentée par les médias et la télévision (contre 65 % de ceux qui défendent l'utilité du vote). On observe donc un lien entre l'intensité de la défiance et les conditions du rapport à la politique et, plus fondamentalement, du lien à la démocratie. (Voir en annexe graphique 5 – Défiance à l'égard des médias.)

Selon le sociologue Dany Robert Dufour, la télévision fonctionne comme un « medium non adressé », en ce sens qu'il n'oblige pas à répondre. Elle ne permet ni la réciprocité ni le don de parole. Elle entretient par là-même une confusion entre la fiction et la réalité¹⁵. D'une certaine façon les réseaux sociaux aussi, mais l'illusion de pouvoir échanger et intervenir sur la diffusion des informations transmises induit un autre rapport et potentiellement un sentiment de plus grande confiance. En ce sens, considère l'auteur, la télévision « ne peut produire que des sujets mal installés dans le discours, c'est-à-dire des sujets malhabiles dans l'usage déictique des repères symboliques de personnes, d'espaces et de temps ». Cette mise en cause fondamentale a le mérite de porter l'attention sur la vacuité du

15. D.-R. Dufour, « Télévision, socialisation, subjectivation. Le rôle du troisième parent », *Le Débat*, 132 (1), 2004.

discours télévisuel et sur la désorganisation qui peut en résulter quant à l'interprétation des faits et des commentaires qu'elle produit. Cette désorganisation est propice à la suspicion et favorise la concurrence des réseaux sociaux et d'Internet qui se présentent *a contrario* comme un véritable marché d'opinions au sein duquel chacun peut avoir le sentiment de se faire son opinion personnelle. En résulte la généralisation d'une approbation tacite que toute vérité est relative, laissant place aux vecteurs de plus en plus actifs dans la diffusion de *fake news* et la propagation de théories complotistes.

L'accès à une information dérégulée telle qu'elle circule sur Internet et les réseaux sociaux contient le risque de faire croire que des événements ne se sont pas passés comme les médias classiques, notamment la télévision, les présentent. Dans l'enquête, 39 % des jeunes pensent qu'il est *totalelement vrai* ou *en partie vrai* que *les attentats du 11 septembre 2001 à New York contre les tours du World Trade Center ont été organisés par la CIA et non par Oussama Ben Laden*. C'est moins la faculté de juger qui interroge que les manières et les moyens de distinguer le vrai du faux. Le doute quant aux vérités établies indique que ces manières et ces moyens ne sont pas les mêmes et surtout qu'ils ne sont pas fiables pour quatre jeunes sur dix. Les travaux menés sur le complotisme analysent les leviers de la désinformation intentionnelle ou inconsciente qui sont activés sur Internet et les réseaux sociaux. Croire que les attentats du 11 septembre 2001 ont été ourdis par la CIA est comme croire que le vaccin contre la Covid-19 servira à inoculer une puce informatique dans le corps des gens ou que les traînées de vapeurs d'eau dans le ciel laissées par les avions sont des vapeurs toxiques pour empoisonner les habitants. Comme le souligne Gerald Bronner, ces croyances sont le résultat de l'amplification de biais cognitifs liés à la dérégulation du marché de l'information : « La dérégulation du marché cognitif, c'est-à-dire la capacité pour chacun d'intervenir sur le marché public de l'information – sur un blog, une chaîne YouTube, un compte Instagram ou Facebook – a créé une révolution dans le monde des hiérarchies symboliques. Cette dérégulation permet à tous de capter le temps de

cerveau disponible d'autrui¹⁶. » Cela laisse des espaces disponibles pour les vecteurs du complotisme et leur réception par les jeunes. (Voir en annexe graphique 6 - Degré de pénétration des idées complotistes concernant les attentats du 11 septembre 2001 à New York .)

Une fois de plus, les filles sont plus réceptives aux théories complotistes s'agissant de l'organisation des attentats du 11 septembre 2001 à New York (44 % contre 30 % pensent que c'est la CIA et non Oussama Ben Laden qui est à l'origine des attentats), mais aussi les élèves des filières professionnelles et technologiques ainsi que les jeunes actifs. L'écart d'adhésion à cette thèse est significatif si l'on compare leurs réponses à celles des lycéens de l'enseignement général (respectivement +16 points et +28 points). Par ailleurs, on notera que les jeunes se sentant en situation de fragilité personnelle ou psychologique sont aussi plus enclins à souscrire aux thèses complotistes : 45 % de celles et ceux qui reconnaissent souffrir très souvent de solitude, ou encore 46 % de celles et ceux qui se sentent très souvent intimidés ou menacés par quelqu'un ou par un groupe (contre 39 % de l'ensemble de l'échantillon).

La tentation de l'interprétation complotiste n'est pas sans lien avec le mouvement tendancier d'une déconsolidation démocratique à l'œuvre dans le renouvellement générationnel. Parmi les jeunes qui adhèrent à un leadership autoritaire ne se souciant ni du Parlement ni des élections, soit des jeunes défiants, voire réticents, vis-à-vis de la démocratie représentative, une majorité (53 %) conçoit la possibilité de la responsabilité de la CIA dans l'orchestration des attaques terroristes (soit +17 points que les jeunes qui refusent un tel leadership politique). De façon similaire, un écart de +18 points sépare les réponses en faveur de la thèse complotiste des jeunes niant l'utilité du vote (52 %) par rapport aux réponses des jeunes défendant l'idée *qu'il est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses* (34 %).

16. G. Bronner, *Apocalypse cognitive*, Paris, PUF, 2021, p. 185.

► À retenir

Le libre accès aux informations sur les réseaux sociaux donne une plus grande visibilité sur le monde. Mais dans le même temps, cette accessibilité place les jeunes devant n'importe quel type d'informations, des plus sérieuses aux plus trompeuses, des plus légitimes aux plus douteuses. En conséquence de quoi, c'est à eux qu'il revient de faire leur propre tri des informations – avérées, supposées ou inventées – sur la probité et la corruption des personnages politiques ou médiatiques, sur la vérité des faits rapportés, sur un marché où les messages sont extrêmement visibles et relayés par le biais d'algorithmes proposant des sous-espaces d'échanges relativement clos et fonctionnant en boucle. Il existe un biais cognitif qui fait tenir pour vraie une chose qui est très visible, ce qui renforce les chances d'adhésion y compris à des informations fausses.

La crise de confiance et la tentation de l'adhésion aux thèses complotistes interrogent aussi les conditions d'engagement des jeunes dans une forme radicale de l'action alors même qu'une proportion non négligeable d'entre eux réclame aussi de l'ordre dans la sphère publique, soit quatre jeunes sur dix. Ce n'est pas une proportion négligeable, surtout si cet ordre est de nature autoritaire. Que des jeunes acceptent le risque d'une hypertrophie de l'autorité et qu'ils soient disposés à ériger l'autorité en valeur suprême, n'est pas nouveau. La nouveauté est dans la part des jeunes qui potentiellement accepterait de vivre dans un régime politique autoritaire, sous la férule d'un homme fort, ne se préoccupant ni du Parlement ni des élections, maintenant l'ordre par la soumission et canalisant l'information par la propagande. Ces jeunes seraient-ils prêts à déconstruire ce que l'Histoire a bâti de liberté et d'individualisme culturel ? Pour l'instant, à l'échelle de la génération Z, ils ne sont qu'une petite minorité. Mais dans certains segments de la jeunesse, il pourrait en être autrement.

SUJETS DE PRÉOCCUPATION ET PERCEPTIONS DES MENACES

La complexité du monde qui les entoure ainsi que les difficultés à accéder à une vie autonome sur le plan financier et résidentiel ainsi qu'à intégrer le marché du travail dans des conditions favorables correspondant à leurs qualifications, entretiennent un climat d'incertitude auquel les jeunes doivent s'adapter. Jusqu'à une date récente, lorsque les jeunes de moins de 35 ans étaient

invités à cerner leurs principaux sujets de préoccupation, l'accès à l'emploi occupait toujours la première place. Mais les enquêtes récentes ont montré que si la problématique du chômage reste prégnante, le souci de l'environnement l'a supplantée, la faisant passer au second plan¹⁷. Les jeunes de la génération Z sont, pour la plupart d'entre eux, encore scolarisés et pas directement concernés par les conditions de leur insertion professionnelle. L'accès à l'emploi n'est une préoccupation à cet âge que pour un jeune sur cinq (22 %), davantage pour les garçons que pour les filles (25 % contre 19 %) et pour les jeunes dans la vie active (29 %). Néanmoins les jeunes de la génération Z encore scolarisés sont bien conscients des difficultés liées à l'emploi. Rappelons-le, un sur deux (46 %) pense qu'il sera plutôt difficile de trouver un travail à la fin de ses études. (Voir en annexe graphique 7 – Les préoccupations des jeunes de la génération Z.)

Évoquant leurs sujets de préoccupation, l'enjeu écologique apparaît crucial. Il est classé en premier par la majorité des jeunes interrogés (57 %), assez loin devant tous les autres sujets. Des écarts significatifs apparaissent selon les filières d'études et le statut des jeunes. Les lycéens de l'enseignement général sont plus nombreux (62 %) à citer le réchauffement climatique et la perte de biodiversité comme étant leur premier sujet de préoccupation (+15 points par rapport aux jeunes scolarisés dans les filières professionnelles et technologiques et +24 points par rapport aux actifs). La sensibilité écologiste apparaît plus marquée à gauche (70 % contre 44 % des jeunes se classant plutôt à droite et 55 % des jeunes ni de gauche ni de droite). Même sur un enjeu ayant tendance à devenir de plus en plus consensuel en tant que marqueur générationnel, des fractures sociales et politiques sont néanmoins à l'œuvre, créant des écarts dans les préoccupations comme dans les attentes des jeunes confrontés à la société et au monde qu'ils doivent intégrer.

L'importance accordée à la question environnementale se retrouve dans l'enquête qualitative. De nombreuses prises de parole mettent en avant la responsabilité des générations

antérieures dans les ruptures d'équilibre de l'écosystème planétaire. L'insuffisance des politiques menées pour lutter contre le réchauffement climatique est dénoncée par beaucoup. Les jeunes de la génération Z se sentent très directement concernés par l'enjeu environnemental qui engage de façon cruciale leur avenir. Cette préoccupation s'apparente à une prise de conscience générationnelle et est source d'une angoisse palpable.

L'enjeu environnemental, une priorité pour les jeunes

UN CONTEXTE INÉDIT ET UN ÉTAT D'ESPRIT PLUTÔT MOROSE

Malgré tout, une angoisse réelle...

- Un réchauffement climatique qui est conscientisé par tous (notamment conditionnés par le programme scolaire) et source d'inquiétude pour beaucoup
- Des effets négatifs à long terme, déjà concrètement visibles et perceptibles :
 - épisodes caniculaires
 - phénomènes météorologiques violents plus fréquents (inondations, crues)
 - températures extrêmes
- Des informations alarmantes (augmentation du prix de l'eau dans certaines régions du monde, augmentation du niveau de l'eau) et des images chocs (déforestation de l'Amazonie, ours polaires squelettiques et fonte des glaces), qui contribuent également à la prise de conscience

« Le temps qu'il fait en février, c'est bizarre » ; « Un jour il fait -5 et le lendemain il fait 18 » ; « Les banquises fondent, on est en train de démonter la planète et ça ne préoccupe pas les politiques parce qu'ils ne pensent qu'à l'argent »

Paris, filles, lycée pro et techno

« Il y a déjà des pays qui vendent de l'eau, ça fait peur » ; « Depuis la seconde, j'ai un prof qui est à fond sur cette question et ça me fait peur aussi »

Dijon, garçons, lycée général

« La fonte des glaces ça va engendrer pas mal de catastrophes et ça ne fait que s'aggraver » ; « L'Amazonie, c'est le poumon de la terre »

Tours, filles, lycée général

« La déforestation » ; « La fonte des glaces » ; « La montée des eaux » ; « Les ours polaires »

Lille, garçons, lycée pro et techno

17. Consultation *Generation What*, Yami2/Upian, France Télévisions, 2016.

L'ENJEU ENVIRONNEMENTAL, UNE FRACTURE GÉNÉRATIONNELLE

... ressentie comme étant propre à leur génération

- Une fracture générationnelle qui s'exprime à plusieurs niveaux :
 - ils ont le sentiment qu'ils seront la dernière génération à pouvoir agir (pour tous les groupes), ce qui n'est pas sans représenter un poids important sur leurs épaules
 - quelques-uns en viennent même à faire porter la responsabilité de la destruction de la planète sur les générations précédentes, alors même qu'ils ne seront plus là pour en vivre les conséquences
 - (en très mineur) le manque de considération à l'égard de Greta Thunberg par certains adultes est fortement critiqué, d'autant qu'elle est perçue comme une figure assez emblématique par quelques jeunes

« Greta Thunberg c'est une petite fille qui prend la parole pour la planète et on se fout de sa gueule » ; « Les adultes qui ne se préoccupent pas de la planète, c'est de l'égoïsme parce qu'ils ne le vivront pas »

Paris, filles, lycée pro et techno

« Avec Greta Thunberg, je vois la réaction de mes parents, grands-parents, ils ne voient qu'une gamine qui engueule les adultes. On s'en fout que ce soit une gamine, c'est ce qui est dit qui est important »

Dijon, garçons, lycée général

« Dans 20 ans, nos grands-parents ne seront plus là alors que nous, oui. Si on agit maintenant, cela va peut-être améliorer la situation pour nous ou nos enfants plus tard »

Tours, filles, lycée général

« C'est notre génération qui doit réagir rapidement, nous on est au courant et quand on pourra agir sur ça, il sera trop tard »

Lille, garçons, lycée pro et techno

Un jeune sur cinq (22 %) a déjà participé à une marche pour le climat et 60 % seraient prêts à y participer, soit des dispositions en matière de mobilisation environnementale loin d'être négligeables. Plus des trois quarts (78 %) des jeunes estiment élevé le risque que la France connaisse une catastrophe écologique majeure dans les prochaines années, et parmi eux 28 % considèrent qu'il s'agit là d'un risque *très élevé*. Les filles se montrent plus alarmistes que les garçons (85 % contre 72 %), et les jeunes de gauche plus que les autres (87 % contre 64 % des jeunes de droite et 77 % des jeunes ni de gauche ni de droite). Quels que soient ces écarts, la perception

d'une menace majeure dans ce domaine est très largement partagée par les jeunes de la génération Z.

L'enquête qualitative permet d'aller un peu plus loin concernant les actions concrètes en faveur de l'environnement qu'ils mènent dans leur vie quotidienne. Bien que loin d'être généralisées, elles témoignent néanmoins d'un mouvement tendanciel de changements de comportement : trier et ramasser les déchets, prendre un vélo plutôt qu'une voiture, ne plus acheter de vêtements neufs, freiner la surconsommation sont des exemples relevés au cours des *focus groups* qui donnent une indication de leur état d'esprit.

Le second sujet de préoccupation concerne la question des inégalités sociales qui totalise 43 % des réponses. Les filles nettement plus que les garçons (48 % contre 38 %), et les élèves de l'enseignement général davantage que ceux scolarisés dans les filières professionnelles et technologiques (45 % contre 35 %). Là encore des différences d'orientation politique créent des écarts significatifs : 61 % des jeunes se classant à gauche citent cet enjeu comme prioritaire contre 21 % des jeunes se situant à droite et 42 % ni à gauche ni à droite. Le volet qualitatif de l'enquête fait apparaître que la question des inégalités sociales est souvent reliée à la défense de certains groupes qu'ils perçoivent comme étant discriminés - les personnes en situation d'extrême pauvreté, les femmes subissant des inégalités et des violences, les homosexuels en lien avec la question de l'accès à la PMA - mais aussi aux atteintes aux droits de l'homme et au racisme.

L'enjeu de l'égalité entre les hommes et les femmes arrive en troisième position recueillant 40 % des réponses. Il est nettement plus mis en avant par les filles que par les garçons, deux fois plus (53 % contre 27 %), et davantage par les lycéens de l'enseignement général (43 % contre 37 % des lycéens de l'enseignement professionnel et technologique et 28 % des jeunes actifs). Les jeunes se classant à droite sont plus en retrait de l'attention portée à l'égalité entre les sexes (24 % contre 43 % de ceux qui se situent à gauche et 40 % ni de gauche ni de droite).

Parmi les autres sujets de préoccupation pouvant concerner les jeunes de la génération Z, le terrorisme occupe la quatrième place (28 % des réponses), avant la crise sanitaire liée à la Covid-19

(24 %). Le terrorisme préoccupe au premier chef les jeunes actifs (45 %) et apparaît aussi plus présent dans les réponses des jeunes de droite (40 % contre 18 % des jeunes de gauche et 28 % des jeunes ni de gauche ni de droite). Concernant la crise sanitaire, elle concerne davantage les jeunes des filières professionnelles et techniques ainsi que les actifs (respectivement 32 % contre 21 % des lycéens de l'enseignement général).

Tableau 9

Préoccupations selon les dispositions à s'engager dans les armées (%)

	Le réchauffement climatique et la perte de la biodiversité	Les inégalités sociales	L'égalité entre les hommes et les femmes	Le terrorisme	La crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19
Ensemble (100%)	57	43	40	28	24
Aimerait avoir plus tard un métier dans l'armée					
Oui, certainement (100%)	39	30	30	37	23
Oui, peut-être (100%)	56	36	38	32	24
Non (100%)	59	48	42	25	24

Les sujets de préoccupation des jeunes apparaissent assez différenciés selon les dispositions à s'engager dans les armées. Les écarts mis en évidence permettent d'affiner les profils d'engagement qui peuvent émerger au sein des jeunes de la génération Z. Les jeunes certains de vouloir embrasser une carrière militaire apparaissent de façon assez nette moins préoccupés par l'enjeu environnemental et plus concernés par la question du terrorisme. Ils sont aussi plus en retrait sur les questions touchant aux inégalités sociales et à l'égalité entre les hommes et les femmes.

Sujet premier de préoccupation, les atteintes à l'environnement sont aussi perçues comme une menace pour nos sociétés. Le risque d'une catastrophe écologique majeure arrive de loin en tête quand il est demandé aux jeunes d'évoquer les catastrophes

auxquelles le pays pourrait être confronté dans les prochaines années. C'est de loin la menace la plus directement envisagée dans un avenir relativement proche : 78 % des jeunes la jugent vraisemblable. Néanmoins, d'autres périls sont aussi envisagés, touchant notamment aux risques de guerre ou de conflit, sur le territoire national comme international. (Voir en annexe graphique 8 - Perception des risques pour la France dans les prochaines années [%].)

Une petite moitié des jeunes (45 %) envisage la possibilité d'une guerre civile. Ils se comptent en plus grand nombre parmi ceux qui sont issus d'un milieu familial CSP- (48 % contre 41 % parmi les jeunes issus d'un milieu CSP+), qui sont scolarisés dans les filières professionnelles et technologiques ou déjà dans la vie active (respectivement 58 % et 60 % contre 40 % des lycéens de l'enseignement général). Ils sont moins nombreux à envisager ce scénario parmi les jeunes se classant à gauche (39 % contre 48 % de ceux qui se classent politiquement à droite et 45 % ni à gauche ni à droite). Néanmoins l'importance de ces chiffres révèle l'interiorisation par une fraction importante de la jeunesse âgée de 16-18 ans des fractures et des tensions qui traversent la société française. Pour une proportion significative d'entre eux, presque la majorité, ce risque est réel et nombre d'indices peuvent de fait les inquiéter à ce sujet. La virulence actuelle des sujets de controverse, sur les valeurs républicaines, mais aussi concernant les revendications en matière d'égalité, de pouvoir d'achat et de reconnaissance des droits sociaux, constituent des facteurs de division d'une cohésion sociale et nationale dont ils prennent conscience. Le volet qualitatif de l'enquête confirme leurs préoccupations sur ces thématiques.

Une conscience des fractures sociales et politiques qui traversent la société française

UN CONTEXTE INÉDIT ET UN ÉTAT D'ESPRIT PLUTÔT MOROSE

Une société également marquée par des divisions sociales et communautaires fortes

Au-delà des tensions épidermiques, une société traversée par des fractures plus profondes, qui ont pu donner lieu à des actes marquants, voire tragiques

- la séquence « gilets jaunes », de par sa durée et les actes de violence intense qu'elle a pu occasionner
- l'assassinat de Samuel Paty, qui a donné à voir une forme, jusque-là inégalée en France, du terrorisme

« Déjà avec les gilets jaunes tout le monde en avait marre, si on est confiné comme l'année dernière ça risque de péter »

Paris, filles, lycée pro et techno

« C'est comme avec les gilets jaunes, ils sont révoltés, c'est comme un début de guerre civile » ; « Le professeur qui s'est fait décapiter » ; « Ce n'est pas comme aux États-Unis, on n'a pas d'arme, dans notre liberté on est encadré » ; « Je ne pense pas à une guerre civile, plutôt à des manifestations contre les restrictions »

Lille, garçons, lycée pro et techno

Vient ensuite, sur un mode plus mineur, le risque d'une guerre mondiale, y compris sur le territoire national. Un quart des jeunes (23 %) croit en la possibilité d'une guerre mondiale et 16 % pensent que celle-ci pourrait avoir lieu en France. On retrouve les mêmes écarts entre les jeunes scolarisés dans l'enseignement général et ceux des filières professionnelles et technologiques ou déjà dans la vie active, ces derniers étant toujours plus nombreux à évoquer la possibilité d'un tel risque. On constate aussi un écart dans les réponses des jeunes de gauche moins enclins à envisager ce scénario que les jeunes de droite ou ni de gauche ni de droite. Mais on remarquera que les filles sont plus inquiètes au sujet de la possibilité d'une guerre mondiale se déroulant sur le sol français (20 % contre 13 % des garçons).

Tableau 10

Risques élevés pour la France dans les prochaines années selon les dispositions à s'engager dans les armées (%)

	Une catastrophe écologique majeure	Une guerre civile	Une guerre mondiale	Une guerre mondiale sur le sol français engageant un pays étranger
Ensemble (100%)	78	45	23	16
Aimerait avoir plus tard un métier dans l'armée				
Oui, certainement (100%)	73	52	34	27
Oui, peut-être (100%)	75	46	26	18
Non (100%)	81	43	21	14

Là encore, le profil des jeunes se montrant disponibles pour s'engager dans les armées se distingue, et au premier chef le profil de ceux qui abordent ce projet avec certitude. Ils sont toujours plus nombreux à envisager la possibilité d'un conflit, tant dans le champ civil que dans le champ militaire. Leur perception accrue des risques pour la sécurité du territoire national ou de conflits engageant le pays dans une guerre mondiale n'est sans doute pas sans compter dans leurs motivations d'engagement.

► À retenir

On retiendra de cette recension des préoccupations et des risques engageant l'avenir du pays et du monde au sein duquel les jeunes évoluent, l'expression d'une certaine lucidité. Les jeunes de la génération Z envisagent l'avenir non sans gravité et reconnaissent la réalité de certains périls auxquels ils risquent de se retrouver confrontés à plus ou moins brève échéance dans leur vie future. Celui qui s'impose en premier, et de loin, est le péril écologique. Mais une conscience des fractures sociétales et géopolitiques qui menacent la paix sociale comme la paix dans le monde affleure assez nettement dans leurs réponses. Au seuil de leur entrée dans la vie pré-adulte, ils montrent des capacités d'anticipation des problèmes pouvant se poser avec acuité à nos sociétés et risquant de désorganiser celles-ci. Cette lucidité et cette

conscience ne les empêchent pas de rester positifs et confiants pour leur avenir personnel. Une certaine résilience fait aussi partie de leur paysage mental et de leurs ressources individuelles et collectives. C'est une génération qui a intégré l'idée qu'il faut se débrouiller et compter sur ses propres forces, y compris pour faire face aux menaces les plus graves. Et concernant le péril écologique, ils témoignent d'une certaine détermination en se mobilisant, individuellement et collectivement.

II. NORMES, VALEURS ET LIBERTÉS INDIVIDUELLES¹

Hormis ses fonctions liées à l'instruction et à la transmission des savoirs, le rôle de l'institution scolaire est de donner aux jeunes générations la foi dans un idéal commun. L'égalité, le mérite et la mobilité sociale sont célébrés, mais aujourd'hui un hiatus entre ces valeurs et le fonctionnement de l'école s'est creusé, ne serait-ce qu'au travers de l'accroissement des inégalités scolaires. La socialisation scolaire en tant que processus d'intériorisation d'une morale sociale homogène est plus difficile que par le passé. Les adolescents vivent dans une culture juvénile axée sur la liberté de choix et la diversité des modes d'accès aux biens symboliques. Ils sont élèves et jeunes à la fois, passant d'une culture scolaire axée sur le mérite (on notera que les jeunes de l'enquête ne sont qu'une petite moitié [47 %] à considérer que l'école donne sa chance à tous) à une culture juvénile axée sur la liberté. Mais ce n'est pas tant ce hiatus qu'il importe de regarder que le répertoire des valeurs sociales dans lequel les jeunes de la génération Z puisent celles qui sont importantes à leurs yeux et qui peuvent donner du sens à leurs actions, au niveau individuel comme au niveau collectif. Une première question se pose : comment arbitrent-ils leurs préférences entre ces deux valeurs fondamentales que sont l'ordre et la liberté ?

LIBERTÉ VERSUS ORDRE

Sur ce sujet, l'Observatoire met en lumière deux résultats principaux. Le premier est la préférence majoritaire pour la liberté plutôt que l'ordre puisque 58 % des jeunes interrogés préfèrent la liberté, dût-elle entraîner moins d'ordre. Néanmoins 42 % de jeunes qui préfèrent sacrifier leur liberté en échange de plus d'ordre représente une proportion qui doit être prise

1. Cette partie de l'étude a bénéficié de la contribution de Joël Zaffran à sa conception et à sa rédaction.

en considération. Le deuxième résultat est la préférence nettement plus affirmée des filles pour la liberté. Elles sont de loin plus nombreuses (+24 points) à citer la liberté (62 %) plutôt que l'ordre (38 %).

Le fait qu'une majorité de jeunes de la génération Z préfère la liberté n'est pas surprenant dès lors que l'on considère qu'ils ont intériorisé l'idée que le rôle d'une démocratie est de défendre la liberté des citoyens au même titre que l'égalité. Le choix de la liberté correspond à leur reconnaissance d'une valeur fondamentale du triptyque républicain. Cependant, la proportion significative de jeunes préférant plutôt l'ordre relativise quelque peu ce constat et mérite d'être interrogée. Pour ces jeunes, quel sens peut revêtir l'ordre auquel ils font référence en régime démocratique ?

Depuis un certain temps déjà, on observe un double mouvement qui est à l'œuvre au sein des jeunes générations : la continuation d'une demande de liberté dans la vie privée et la montée d'une demande de règles dans la vie collective et publique². Mais il reste à savoir si cette demande d'autorité relève d'une exigence civique et morale d'un nouveau type, en quête d'un nouveau pacte démocratique permettant à tous de vivre dans le respect de chacun, ou bien si elle annonce un recul de l'idéal démocratique, en tout cas dans certains segments de la jeunesse, au profit de valeurs d'ordre et de repli identitaire. Leur demande de sécurisation des parcours sociaux n'est pas sans rejaillir sur une demande d'ordre et de sécurité dans la sphère publique. Bien que repérable, cette demande n'entame pas pour l'instant les principes universalistes auxquels les jeunes dans leur majorité sont ralliés, et notamment leur défense d'une démocratie redistributive et égalitaire³. Néanmoins, on ne peut éviter de le rapprocher de la tentation exprimée par certains pour un leadership autoritaire, incarné par *un homme fort ne se préoccupant pour gouverner ni du Parlement ni des élections*. Plus d'un jeune sur deux

(56 %) se ralliant à cette idée choisit aussi la valeur d'ordre même si cela entraîne moins de liberté. (Voir en annexe graphique 9 - Préférence pour plus d'ordre ou pour plus de liberté.)

À part un effet lié au genre, se traduisant par un léger différentiel entre les réponses des filles par rapport à celles des garçons, les écarts liés aux caractéristiques des milieux sociaux au sein desquels les jeunes évoluent semblent ténus. Quelle que soit l'origine sociale, quelle que soit la filière d'études, le choix de la liberté est toujours privilégié. En revanche, la prévalence accordée à l'ordre plutôt qu'à la liberté apparaît davantage associée à des caractéristiques culturelles bien repérées relevant de la politique ou de la religion. L'orientation idéologique crée des écarts importants ; la liberté reste indéfectiblement associée à la gauche tandis que l'ordre est plus familier d'un univers de droite. Les trois quarts des jeunes de gauche (76 %) choisissent d'abord la liberté tandis que les deux tiers des jeunes de droite (66 %) accordent leur préférence à l'ordre. Les jeunes ne se classant pas au sein du clivage gauche-droite, sont plus partagés, mais la liberté l'emporte néanmoins.

Parmi ceux qui déclarent une affiliation religieuse, le niveau de pratique renforce tendanciellement le choix pour l'ordre, mais les opinions se répartissent de façon assez mitigée. En revanche, les jeunes se déclarant sans religion sont nettement plus nombreux à choisir la liberté (62 %) que l'ordre (38 %).

2. O. Galland, B. Roudet (dir.), « Jeunes Européens : quelles valeurs en partage ? », *Agora Débats/Jeunesses*, 67, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2014.

3. A. Muxel, *Politiquement jeune*, op. cit.

Tableau 11
Choix entre ordre ou liberté (%)

	Préfère plus d'ordre, même si ça entraîne moins de liberté	Préfère plus de liberté, même si ça entraîne moins d'ordre
Ensemble	42	58
Variables sociodémographiques		
Sexe		
Homme (100%)	45	55
Femme (100%)	38	62
Statut actuel		
Élève en lycée général (100%)	42	58
Élève en lycée prof/tech (100%)	43	57
Étudiant (100%)	40	60
Actif (100%)	54	46
Origine sociale		
CSP+ (100%)	41	59
CSP- (100%)	43	57
Valeurs et convictions		
Orientation politique		
Plutôt de gauche (100%)	24	76
Ni de gauche, ni de droite (100%)	44	56
Plutôt de droite (100%)	66	34
Pratique religieuse		
Pratiquant régulier (100%)	49	51
Pratiquant occasionnel (100%)	47	53
Non pratiquant (100%)	44	56
Sans religion (100%)	38	62
Pour un leadership autoritaire		
Oui (100%)	56	44
Non (100%)	39	61

La préférence pour la liberté revêt une connotation politique et républicaine, pouvant s'interpréter comme l'attention portée au respect des libertés fondamentales, dont le droit à la libre expression. Les réponses des jeunes concernant cette dernière sont révélatrices de l'importance qu'ils lui reconnaissent : la quasi-totalité d'entre eux (86 %) estime que *les enseignants doivent être libres de montrer à leurs élèves des dessins caricaturant des religions afin d'aborder le sujet de la liberté d'expression*. Un petit écart est

cependant à noter entre les élèves de lycée général (89 %) et ceux qui sont scolarisés dans des lycées professionnels ou technologiques (81 %). Mais l'accord sur ce point domine très largement.

Il faut aussi replacer le choix de la liberté dans la configuration culturelle des jeunes. Leur préférence pour la liberté participe de *l'esprit du temps*, expression que l'on doit à Edgar Morin pour désigner un espace axiologique et culturel marqué par des mutations dans les pratiques et les représentations collectives. Les jeunes grandissent et vivent dans une société traversée par des mutations techniques et par des changements profonds de leurs rapports aux loisirs et à la consommation. Ils sont les consommateurs de biens circulant de manière accélérée sur un marché qui promet de satisfaire des besoins à l'expansion illimitée. Les industries culturelles ayant provoqué cette expansion ont massifié leurs publics sur un marché ouvert à tous. Dans l'Observatoire, les activités culturelles des jeunes sont nombreuses et transitent par des médias variés : écouter de la musique (19 %), aller sur les réseaux sociaux (18 %), jouer à des jeux vidéo (17 %), regarder des séries (13 %) et surfer sur Internet (8 %). La marchandisation généralisée des biens et de services culturels installe les jeunes de la génération Z dans une démocratisation culturelle qui assimile le choix du contenu, du moment et du support, à une liberté d'agir.

► À retenir

Dans l'enquête, la liberté relève d'une émancipation individuelle dans un contexte culturel d'évolution des mœurs dans la sphère privée. La préférence pour l'ordre en contrepoint de la liberté apparaît en revanche davantage comme une réponse politique à la démocratie libérale, s'inscrivant avant tout dans l'ordre du commun et de la sphère publique. La demande d'ordre pourrait appuyer les dérives autoritaires auxquelles souscrivent certains jeunes. Mais rien ne permet de dire que la préférence pour l'ordre marque le désir d'un retour aux rigidités anciennes. On peut aussi l'interpréter comme une demande d'encadrement. L'individualisation devenue une valeur cardinale à part entière suppose un certain affranchissement vis-à-vis des institutions comme la famille, l'école ou encore la religion. Elle entraîne des prises de distance vis-à-vis des contraintes liées aux tutelles

traditionnelles. En résulte une perte de repères, voire un brouillage des identifications, pouvant susciter pour certains jeunes une quête de références verticales.

Par ailleurs, la préférence pour l'ordre peut aussi traduire une demande de simplification d'un monde jugé trop compliqué à appréhender. L'individualisation a un coût cognitif et moral. Elle réclame une aptitude à comprendre les mécanismes de plus en plus complexes de diffusion et d'échanges des biens et des informations. Elle demande aussi une aptitude à compenser l'étiollement des formes traditionnelles d'autorité, dispensées à l'école et dans la famille, par la discussion, la délibération et la négociation. Elle exacerbe enfin la différenciation entre les individus selon leurs compétences propres plutôt qu'en fonction de leur origine sociale ou de leur affiliation familiale pour réaliser des tâches socialement valorisées et pour réussir personnellement. De ce point de vue, les exigences de la modernité sont considérables. La maîtrise des choses, pour autant que les individus la désirent, est une nouvelle norme sociale faisant de la volonté individuelle une injonction et de la liberté une responsabilité. D'ailleurs les jeunes ont intériorisé ces injonctions nouvelles : les deux tiers d'entre eux (67 %) considèrent que *pour réussir dans la vie, on ne peut compter que sur soi-même*. Et là encore, les filles sont en plus grand nombre à partager cette opinion que les garçons (72 % contre 61 %).

ATTENTION PORTÉE À L'ÉGALITÉ ET AUX DISCRIMINATIONS

Si la liberté apparaît bien comme une valeur cardinale du répertoire de valeurs des jeunes, l'égalité est aussi une dimension importante à partir de laquelle ils évaluent les problématiques sociétales et politiques auxquelles ils se trouvent confrontés et construisent leurs repères personnels, voire une morale qui leur est propre. Ainsi invités à choisir entre *un professeur sévère, mais juste appliquant les mêmes règles à tous* ou *un professeur pas très sévère, mais pas toujours juste dont on ne connaît pas très bien les règles*, c'est la préférence pour l'égalité de traitement, même au prix de la sévérité, qu'ils retiennent de façon quasi unanime (86 %).

Lorsqu'il leur est demandé de choisir le terme de la devise républicaine qui a pour eux le plus d'importance, c'est l'égalité qui s'impose devant la liberté (34 % contre 28 %). Et les filles se

montrent bien davantage en faveur de l'égalité que les garçons (+12 points). Les élèves des lycées professionnels et technologiques y sont plus sensibles que les lycéens de l'enseignement général (40 % contre 33 %). L'orientation idéologique fait apparaître un clivage significatif : les jeunes se classant à droite retiennent moins l'égalité que les autres (27 %, contre 38 % des jeunes se classant plutôt à gauche et 36 % ni à gauche, ni à droite). La fraternité n'arrive que loin derrière (12 %). Mais les jeunes s'intéressant à la politique y font référence davantage que les autres (18 %), de même que ceux qui souhaiteraient avoir plus tard un métier dans l'armée (17 %). Reste un quart des jeunes qui estime ne pas pouvoir départager les trois termes. (Voir en annexe graphique 10 - Le terme jugé le plus important de la devise républicaine.)

Dans le registre sociétal, concernant des valeurs engageant certaines options sur des choix de société tenant à la vie collective ou à la vie privée, les jeunes de la génération Z témoignent d'attitudes contrastées. L'homosexualité ne fait plus question et la quasi-totalité d'entre eux (92 %) considère que *c'est une façon comme une autre de vivre sa sexualité*, avec néanmoins un léger différentiel entre les filles et les garçons (95 % contre 89 %), ainsi qu'en fonction des affiliations à la gauche ou à la droite (97 % contre 86 %). Mais la permissivité en matière de vie privée et de sexualité est désormais la norme sociale dominante dans les jeunes générations, mais aussi, bien que de façon un peu moins marquée, dans l'ensemble de la population.

La valeur d'entraide et de solidarité mise en concurrence avec la question de la légalité, relativement au fait *d'aider un migrant à passer la frontière de façon illégale*, est intéressante à examiner car elle place les jeunes devant un dilemme. Et de fait, leurs réponses à ce sujet sont mitigées : 51 % considèrent que cela est acceptable tandis que 49 % y sont opposés. Les filles se montrent nettement plus enclines que les garçons à faire passer l'entraide avant la légalité (55 % contre 47 %), mais aussi les lycéens de l'enseignement général (57 % contre 37 % des lycéens scolarisés dans un établissement professionnel ou technologique), ainsi que les jeunes issus d'un milieu familial CSP+ (54 % contre 47 % des

jeunes dont le père appartient aux CSP-). Mais c'est l'orientation idéologique qui suscite une vraie différence : 70 % des jeunes de gauche jugent acceptable cette situation (contre 46 % des jeunes de droite et 50 % de ceux qui se classent ni à gauche ni à droite). Néanmoins, près d'un jeune sur deux se déclarant de droite fait passer l'entraide avant la légalité. Ce résultat est révélateur de l'importance prise dans cette génération par les questions relatives à l'expression de la solidarité, et plus largement par l'attention portée aux droits de l'homme.

Les jeunes de cette génération sont aussi plus ouverts au monde et aux autres que leurs aînés. L'immigration est un enjeu de clivages sociaux, culturels et politiques qui suscite nombre de débats et de prises de position au sein de la société. Une majorité de Français adhère à l'opinion *qu'il y a trop d'immigrés en France*. La dernière vague du Baromètre de confiance politique du CEVIPOF réalisée en février 2021 a pu mesurer que 60 % d'entre eux adhèrent à cette proposition. Les jeunes de 16-18 ans sont très nettement en retrait de cette attitude de rejet envers l'immigration (38 %, soit -22 points que l'ensemble des Français), et les filles nettement plus que les garçons (34 % contre 42 %). Néanmoins certains signes de fracture sont visibles au sein de la jeunesse : les jeunes scolarisés dans des établissements professionnels et technologiques ainsi que les jeunes actifs se montrent plus réticents à l'égard de l'immigration que les lycéens de l'enseignement général (respectivement 50 % et 61 % contre 30 % parmi ces derniers). L'effet du clivage gauche-droite sur cette question est fortement discriminant : 68 % des jeunes se classant plutôt à droite partagent l'opinion *qu'il y a trop d'immigrés en France* tandis qu'ils ne sont que 15 % parmi les jeunes se classant plutôt à gauche.

On retrouve des écarts similaires concernant le rétablissement de la peine de mort, à la fois entre les générations mais aussi à l'intérieur de la génération Z. Seul un tiers des jeunes y est favorable (33 %). C'est nettement moins que dans l'ensemble de la population française qui est majoritaire à souscrire à cette idée (55 %)⁴. Les mêmes clivages se vérifient entre les filles et les gar-

4. Sondage IPSOS/Le Monde, février 2020.

çons, entre les élèves de l'enseignement général et ceux de l'enseignement professionnel et technologique, et selon l'orientation idéologique. Moins d'un jeune de gauche sur cinq (16 %) pense *qu'il faudrait rétablir la peine de mort en France*, mais plus d'un sur deux (56 %) lorsqu'il se sent proche de la droite. (Voir en annexe graphique 11 - Les valeurs des jeunes dans le registre sociétal.)

Ce passage en revue des positionnements des jeunes sur un certain nombre d'enjeux de valeurs clivant la société française rend compte d'un décalage visible entre les jeunes de la génération Z et leurs aînés, se faisant dans le sens d'une plus grande permissivité, d'une ouverture culturelle plus affirmée et d'une acceptation plus franche de la diversité. Mais il révèle aussi des fractures internes qui traversent cette génération et qui sont entretenues par des clivages socioculturels et politiques toujours à l'œuvre, et tout particulièrement par des différences liées au genre, qui doivent être prises en considération.

Les résultats de l'Observatoire montrent que sur bien des sujets les filles ont un rapport différent aux valeurs que les garçons. Les écarts sont particulièrement marqués à propos de la liberté et de l'égalité. Les filles sont non seulement plus enclines à préférer l'égalité parmi les trois mots de la devise républicaine (40 % contre 28 % des garçons), mais aussi la liberté plutôt que l'ordre (62 % contre 55 %). Cette différence peut indiquer la préoccupation des filles pour l'égalité et l'émancipation qu'elles n'ont pas encore obtenues, alors même que cette émancipation est érigée en nouvelle norme sociale. On touche ici aux différences objectives et persistantes de genre dans la sphère politique, économique et privée, ainsi qu'aux stéréotypes de sexe qui agissent très tôt dans les trajectoires scolaires et sociales, mais aussi dans les goûts et les pratiques culturelles. À l'école, les filles et les garçons ne s'engagent pas dans les mêmes études. Hors de l'école, les filles n'ont pas les mêmes activités de loisir et elles n'investissent pas non plus les mêmes lieux que les garçons. Ainsi sont-elles plus nombreuses à écouter de la musique (+8 points), à fréquenter les réseaux sociaux (+13 points), à regarder des séries (+9 points), ou encore à lire des livres (+6 points), tandis que les garçons surfent plus fréquemment sur Internet

(+5 points), jouent nettement plus aux jeux vidéo (+25 points) et font davantage de sport (5 points).

► À retenir

Les filles anticipent dès l'âge de 16-18 ans le surplus de tâches domestiques et une conciliation difficile des activités familiales avec l'activité professionnelle auxquels elles risquent d'être confrontées plus que les garçons dans leur vie adulte. Les inégalités objectives de genre dans la famille, l'école et le travail exacerbent le sentiment d'injustice et peuvent entretenir le sentiment subjectif d'une inégalité assez largement relayée sur les réseaux sociaux. Les résultats de l'Observatoire révèlent la persistance des problématiques liées à ces inégalités. C'est un sujet de préoccupation qui concerne plus d'une fille sur deux, soit une proportion nettement plus élevée que parmi les garçons (53 % contre 27 %). Cet écart indique bien que l'émancipation des femmes est encore à conquérir dans les jeunes générations.

Néanmoins l'on remarquera que concernant l'implication des femmes dans la fonction combattante que peut impliquer un engagement dans les armées, la reconnaissance d'une égalité de principe est admise par les filles comme par les garçons de la génération Z.

ACCEPTATION DES NORMES, DE LA HIÉRARCHIE ET DE L'AUTORITÉ

Le volet qualitatif de l'Observatoire a permis d'aborder les attitudes spontanées que les jeunes ont vis-à-vis de l'autorité et de la hiérarchie, notamment dans la sphère du travail.

Rapport à l'autorité et à la hiérarchie

L'AUTORITÉ COMME UN CADRE

Un rapport à l'autorité et à la hiérarchie plutôt bien accepté

- Dans le monde du travail, un rapport à l'autorité qui n'est pas mis en doute : il est tout à fait compris et jugé légitime
- Une acceptation unanime qui tient au besoin de règles et de cadre pour le bon fonctionnement du travail, d'une équipe, et pour apprendre un métier
- Une autorité qu'ils espèrent néanmoins :
 - horizontale

- et émanant d'un supérieur inspirant, d'un leader sachant transmettre ses connaissances et son savoir-faire

« Si c'est ton travail et que tu as ça à faire c'est normal » ; « Je n'ai pas de mal avec l'autorité mais il faut que je comprenne la logique derrière, si je ne comprends pas, je ne respecte pas »

Paris, filles, lycée pro et techno

« Ça dépend de la façon dont sont faites les choses » ; « Ça dépend de la façon dont sont donnés les ordres »

Dijon, garçons, lycée général

« Tant que c'est dans le respect, c'est normal » ; « S'il n'y a pas d'autorité, il n'y a pas de règles » ; « Oui pour gérer un groupe sinon ce n'est pas organisé »

Tours, filles, lycée général

« Au début c'est bien pour nous expliquer » ; « S'il est poli, ça va » ; « Quelqu'un qu'on a envie de suivre, un exemple »

Lille, garçons, lycée pro et techno

Si l'autorité ne rencontre pas d'hostilité de principe, elle suppose néanmoins pour les jeunes de la génération Z d'être limitée dans ses excès et de s'inscrire dans une dynamique relationnelle propice à l'écoute et à la réciprocité des échanges. C'est aussi à ces conditions que la hiérarchie sera respectée.

L'examen du niveau d'acceptabilité dont ils témoignent à propos d'un certain nombre de restrictions de liberté permet d'affiner leur rapport à l'autorité, et plus fondamentalement aux normes sociales auxquelles ils doivent se plier dans leur vie quotidienne ainsi que dans les rapports noués avec autrui. Des différences sont visibles au sein de la génération Z, mais globalement les règles engageant une restriction des libertés individuelles sont acceptées. Ainsi près des deux tiers des jeunes (64 %) considèrent *qu'être obligé de montrer ses papiers dans la rue si un policier le demande* n'est pas une atteinte à la liberté individuelle. Il en est de même pour le fait de *ne pas avoir le droit de fumer dans un lieu public ou d'être obligé de porter un casque en moto ou en scooter* qui sont les trois quarts (respectivement 74 % et 76 %) à l'admettre. À l'exception de ce dernier point où l'on note une réticence un peu plus marquée des garçons (27 % peuvent considérer que c'est une atteinte à la liberté contre

21 % des filles), on ne note pas de différence selon le genre sur les niveaux d'acceptabilité de ces règles de comportement dans l'espace public. En revanche, des écarts assez nets différencient les lycéens des filières professionnelles et technologiques des lycéens scolarisés dans les établissements d'enseignement général. Les premiers sont plus nombreux à considérer l'obligation de respecter ces différentes règles comme une atteinte à leur liberté : +12 points à propos de l'obligation de présenter ses papiers à un policier, +19 points s'agissant de l'interdiction de fumer dans un lieu public, enfin +22 points au sujet du port du casque obligatoire en moto ou en scooter. Les jeunes actifs témoignent eux aussi d'une réticence vis-à-vis de ces règles plus marquée. Mais on retiendra que des trois règles qui étaient soumises à leur appréciation, c'est l'obligation de présenter ses papiers lors d'un contrôle de police qui suscite le plus fréquemment un sentiment d'atteinte à leur liberté individuelle. Il concerne un tiers de l'ensemble des jeunes (36 %), près d'un jeune sur deux en lycée professionnel ou technologique (46 %) et plus d'un jeune sur deux parmi les actifs (53 %). C'est dans l'interface avec les représentants de l'ordre et de la loi pour vérifier leur identité personnelle, relevant potentiellement d'une autorité arbitraire, que ce sentiment apparaît le plus probant. En revanche, les règles se référant au registre de la protection et du principe de précaution pour soi comme pour autrui – *ne pas fumer dans l'espace public, porter un casque* – sont davantage reconnues comme légitimes et donc plus facilement acceptées.

Nous pouvons aller plus loin dans la compréhension du rapport à la loi et à l'autorité des jeunes de la génération Z en examinant le degré d'acceptation de certaines transgressions auxquelles ils peuvent être confrontés dans leur vie quotidienne.

Les actes transgressifs – définis ici comme relevant de délits – liés à des situations ordinaires auxquelles ils peuvent être à des degrés divers assez facilement exposés, sont tolérés par une partie significative des jeunes de la génération Z, entre trois et quatre sur dix. C'est un premier résultat. *Dealer un peu*

de cannabis, tricher lors d'un examen, conduire sans permis sont des actes condamnés certes par une large majorité, mais une proportion significative de jeunes les juge acceptables dans certains cas. En revanche, une atteinte à un bien personnel est condamnée de façon quasi unanime. 92 % des jeunes affirment qu'il n'est jamais acceptable dans la société actuelle de *voler pour quelques jours un scooter*. On observe donc une différence de discernement dans leur jugement moral entre des actes engageant certes des comportements personnels et enfreignant la loi, mais ne provoquant pas d'atteintes directes à la personne comme peut l'être le vol d'un bien se traduisant par une atteinte à la propriété privée. Cette différence de qualification de la transgression s'observe quels que soient le sexe, le milieu social, les filières d'études. Une seule exception, les jeunes de gauche sont légèrement plus tolérants par rapport au *vol de scooter* (13 %), mais leur proportion reste infime.

Tableau 12

Degré d'acceptabilité d'un certain nombre de transgressions (%)

	Il est acceptable dans certains cas de dealer un peu de cannabis	Il est acceptable dans certains cas de tricher lors d'un examen	Il est acceptable dans certains cas de conduire sans permis	Il est acceptable dans certains cas de voler pour quelques jours un scooter
Ensemble	38	33	29	8
Variables sociodémographiques				
Sexe				
Homme (100%)	38	32	31	8
Femme (100%)	38	34	28	9
Âge				
16 ans (100%)	40	35	31	9
17 ans (100%)	39	33	31	9
18 ans (100%)	35	31	26	7
Statut actuel				
Élève en lycée général (100%)	40	35	30	9
Élève en lycée prof/techno (100%)	33	27	30	9
Étudiant (100%)	35	32	38	7
Actif (100%)	44	35	26	7
Origine sociale				
CSP+ (100%)	39	34	30	8
CSP- (100%)	35	31	29	7

Valeurs et convictions				
Orientation politique				
Plutôt de gauche (100%)	58	38	34	13
Ni de gauche, ni de droite (100%)	34	30	31	8
Plutôt de droite (100%)	33	32	26	7
Pratique religieuse				
Pratiquant régulier (100%)	28	31	33	9
Pratiquant occasionnel (100%)	33	30	25	7
Non pratiquant (100%)	35	31	30	9
Sans religion (100%)	41	34	31	8
Pour un leadership autoritaire				
Oui (100%)	31	32	31	9
Non (100%)	39	33	39	8

Parmi les actes considérés comme les plus acceptables, le fait de *dealer du cannabis* s'impose en premier : 38 % des jeunes. Ensuite, le fait de *tricher à un examen* est considéré comme acceptable dans certains cas par un tiers des jeunes (33 %), soit une proportion un peu supérieure par rapport au fait de *conduire sans permis* (29 %). Ces résultats indiquent que les transgressions – en tout cas celles qui sont cantonnées à ces registres de la vie quotidienne des jeunes – sont tolérées par des segments significatifs d'entre eux. L'âge joue son rôle : les plus jeunes, soit les 16 ans, sont plus perméables à la possibilité d'un acte transgressif que les plus âgés de 18 ans. On ne note aucune différence significative selon le milieu social. En revanche l'orientation idéologique joue un rôle non négligeable : les jeunes de gauche se montrent toujours potentiellement davantage transgressifs que les jeunes de droite, et l'écart est particulièrement marqué (+25 points) s'agissant de la possibilité de *dealer un peu de cannabis*. Celle-ci fait l'objet de davantage de réticence de la part de jeunes déclarant une pratique religieuse, mais aussi de la part de jeunes affirmant une certaine attraction pour un leadership autoritaire.

► À retenir

Arrivés au terme de cet examen des valeurs, des normes et des règles auxquelles les jeunes de la génération Z souscrivent, telles qu'elles sont mesurées dans cette enquête, l'on conviendra que nombre de paramètres complexes entrent en jeu pour comprendre la fabrique des idéaux individuels et collectifs auxquels les jeunes peuvent adhérer, et pour identifier les seuils et les limites des règles du vivre ensemble qu'ils envisagent.

L'adhésion aux valeurs comme aux normes sociales en vigueur est variable selon les temporalités et les situations dans lesquelles évoluent les jeunes de la génération Z. Mais pour la majorité d'entre eux, elles ne remettent pas en cause les principes qui fondent l'ordre démocratique. Les valeurs de liberté restent premières. Toutefois la dimension de l'ordre et la tentation d'un leadership autoritaire qui concernent une minorité des jeunes interrogés, méritent attention. Elles invitent à se demander si, après avoir été émancipés d'un certain nombre d'allégeances traditionnelles, certains segments de la jeunesse n'en viendraient pas à désirer un encadrement, moins par idéologie que pour le désir de l'alternance et du changement, cela au risque de certaines dérives autoritaristes ou illibérales.

Nombre d'attitudes paradoxales ou d'ambivalences sont à l'œuvre dans les demandes comme dans les attentes des jeunes de la génération Z. Ces derniers peuvent se retrouver en bien des points de leur existence individuelle et sociale, sinon déboussolés, en tout cas perplexes.

III. ENTRER DANS LE MONDE DU TRAVAIL

La crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 qui frappe la France depuis mars 2020 n'est pas sans incidence sur le rapport que les jeunes entretiennent au monde du travail. Les jeunes de la génération Z sont pour la plupart d'entre eux encore étudiants, mais ils anticipent les difficultés qu'ils rencontreront. Nombre d'enquêtes dans la période récente montrent que les jeunes générations ont été affectées par la crise sanitaire dans leurs études, dans leur rapport au travail, dans leur vie personnelle, mais aussi sur le plan psychologique. Depuis le début de la crise, un tiers des jeunes a dû consulter un médecin ou un psychologue pour des questions psychologiques ou concernant leur santé¹. Beaucoup d'entre eux partagent le sentiment d'appartenir à une génération « sacrifiée ».

Indépendamment des difficultés qu'ajoute la crise sanitaire, les conditions d'entrée sur le marché du travail ont évolué depuis quelques années. Les jeunes doivent faire face à des parcours professionnels non linéaires et à une grande flexibilité. Ils sont dans un processus de socialisation d'adaptation à la crise, ayant intégré que leur insertion professionnelle connaîtra des phases et des moments d'instabilité, voire de précarisation. Mais cette nécessité ne rencontre pas pour autant leur adhésion : huit jeunes sur dix (80 %) des jeunes interrogés dans le cadre de l'Observatoire reconnaissent préférer la stabilité de l'emploi à la possibilité de changer de travail régulièrement. Les jeunes subissent donc plus qu'ils ne choisissent la non-linéarité qui reconfigure leurs parcours professionnels.

Les conditions de leur intégration dépendent aussi d'un nouveau découpage des temps de la vie. Aujourd'hui, 14 % du temps de vie éveillé est consacré au travail, contre 40 % en 1936. Ce constat bouleverse le rapport au travail, en donnant davantage de

1. Odoxa, « Covid-19 et confinement : Une jeunesse sacrifiée ? », 2020, récupéré à partir de <http://www.odoxa.fr/sondage/jeunes-leurs-aines-jeunesse-bien-generation-sacrifiee/>.

poids au temps « non travaillé » que par le passé. Parallèlement, les jeunes entrent plus tardivement dans la vie adulte que les générations antérieures². En moyenne, ils finissent leur scolarité à l'âge de 20 ans, mais ce n'est qu'à partir de 27 ans qu'ils trouvent leur premier emploi stable, contre 22 ans au début des années 2000. Cette révolution temporelle doublée d'une précarisation de l'insertion professionnelle touchant au premier chef les jeunes, ne sont pas sans conséquence sur le rapport qu'ils entretiennent au travail.

Dans ce contexte dépendant non seulement d'éléments structurels, mais aussi de paramètres conjoncturels liés à la crise sanitaire, quel sens les jeunes de la génération Z accordent-ils au travail ? Comment perçoivent-ils les contraintes qui lui sont nécessairement associées ? Quelles sont leurs attentes en matière de carrière et de projets professionnels ?

LE SENS DU TRAVAIL

Les jeunes entretiennent un rapport ambivalent au travail. Ils ne lui accordent pas tous la même importance et certainement pas le même sens. (Voir en annexe graphique 12 – Perception du travail comme donnant du sens à la vie.)

Il n'y a pas de différence de perception entre les garçons et les filles sur cette question. En revanche, d'autres caractéristiques sociodémographiques révèlent des disparités. C'est par exemple le cas du statut actuel des jeunes. Globalement, les jeunes encore en études sont plus réticents à percevoir le travail comme créateur de sens (51 %) que les jeunes actifs (69 %). Toutefois, les élèves en lycée professionnel ou technologique se distinguent des autres jeunes scolarisés : 61 % considèrent que *c'est le travail qui donne du sens à la vie*, contre 47 % des élèves en lycée général. Enfin, ce sont les apprentis qui croient le plus en cette définition du travail : plus des trois quarts d'entre eux (78 %) s'accordent à voir le travail comme un vecteur de sens dans leur vie. Ces résultats montrent le lien étroit

2. O. Galland, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, Collection U, nouvelle édition 2017.

entre le degré de professionnalisation des études et la perception du travail en tant que créateur de sens. À la différence des jeunes en études générales, ceux qui sont en lycée professionnel ainsi que les jeunes actifs ou en contrat d'apprentissage sont engagés dans un processus de professionnalisation précis. À l'inverse, un jeune en lycée général n'a que très peu idée de la carrière qu'il souhaite entreprendre. De plus, les apprentis bénéficient d'une meilleure insertion professionnelle que les lycéens : 56 % des apprentis ont un emploi stable sept mois après leur formation initiale contre 34 % des lycéens³. En résulte un rapport au travail plus déterminé pour les apprentis et les lycéens inscrits dans des filières professionnelles et technologiques que pour les élèves scolarisés en lycée général. En d'autres termes, plus les jeunes sont confrontés au monde du travail de façon précoce et plus ils adhèrent à une représentation du travail comme donnant du sens à la vie.

Concernant leurs études, près de neuf jeunes sur dix interrogés dans le cadre de l'Observatoire souhaitent poursuivre leurs études après le bac. Mais l'orientation scolaire différencie les parcours, et ce d'une façon qui n'est pas toujours satisfaisante pour les jeunes. Près de quatre jeunes sur dix (38 %) sont insatisfaits de la façon dont ils ont été orientés dans leurs études. Par ailleurs, à peine un jeune sur deux (47 %) considère que l'école donne sa chance à tous, et ce même parmi ceux qui pensent qu'ils trouveront facilement un emploi à la fin de leurs études (46 %). Cette relative insatisfaction n'est pas sans conséquence sur leur rapport au travail.

3. B. Le Rhun et N. Marchal, « Insertion professionnelle des apprentis et des lycéens : comparaison sur le champ des spécialités communes, *Éducation et Formations*, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Direction de l'évaluation et de la prospective, 2017, Mathématiques : clefs de lecture des résultats TIMSS 2015, p. 117-148.

Tableau 13

Perception du travail comme donnant du sens à la vie en fonction de la satisfaction des jeunes envers leur orientation scolaire

Êtes-vous satisfait de votre orientation scolaire ?	« C'est le travail qui donne du sens à la vie »	
	D'accord	Pas d'accord
Très satisfait (100%)	63	37
Plutôt satisfait (100%)	53	47
Pas tellement satisfait (100%)	43	57
Pas du tout satisfait (100%)	40	60

La majorité (60 %) des jeunes insatisfaits de leur orientation scolaire s'oppose ainsi à la définition du travail comme créateur de sens. À l'inverse, 63 % de ceux qui se montrent « très satisfaits » acquiescent à cette proposition. Plus un jeune est satisfait de son orientation et plus il a de chances de penser que c'est le travail qui donne du sens à la vie. Dans une dynamique similaire, les jeunes envisageant qu'il sera difficile de trouver un emploi à la fin de leurs études sont moins disposés à considérer le travail comme créateur de sens (46 %, soit -10 points comparés à ceux qui pensent s'intégrer facilement sur le marché de l'emploi [56 %]).

La situation scolaire comme le niveau d'insertion professionnelle de ceux qui sont déjà dans la vie active ont donc un impact sur les représentations que les jeunes se font du monde du travail. Mais d'autres paramètres liés aux caractéristiques sociodémographiques ou relevant du milieu familial contribuent aussi de façon significative à la vision que les jeunes ont de leur entrée sur le marché du travail.

Les jeunes qui profitent d'une situation familiale financièrement aisée sont bien plus confiants (70 %) quant au fait de trouver un emploi à la fin de leurs études que ceux qui sont confrontés à des situations familiales plus précaires (43 %). Outre l'aisance financière des parents, le genre reste une variable déterminante. Près de 60 % des garçons pensent trouver un métier facilement après la fin de leurs études tandis que les filles ne sont qu'une

minorité (48 %) à partager cet avis. Paradoxalement, les garçons témoignent d'une plus grande confiance envers leur réussite scolaire, puis professionnelle, alors même que « depuis le début des années soixante-dix, la proportion de bacheliers à chaque session est systématiquement supérieure à celle de bacheliers » et que la réussite scolaire des filles est généralement plus favorable que celle des garçons⁴.

La valeur du sens donné au travail connaît des variations significatives selon les positionnements politiques des jeunes. La valeur travail est toujours plus affirmée au sein d'une culture politique de droite⁵. À gauche, elle est également prégnante, mais la pluralité de cette famille politique rend difficile dans la période récente la tenue d'un débat de fond sur ces questions⁶. (Voir en annexe graphique 13 - Perception du travail comme donnant du sens à la vie en fonction de l'orientation politique des jeunes.)

L'Observatoire vérifie le tropisme de droite associé à la valeur travail. Les jeunes se classant à droite (66 %) et à l'extrême droite (70 %) sont les plus disposés à définir le travail comme créateur de sens. Les jeunes se positionnant à gauche (47 %) et à l'extrême gauche (44 %) sont quant à eux moins convaincus par cette conception. Néanmoins, bien qu'y accordant une importance moindre, le travail reste tout de même un marqueur de référence.

Le travail occupe bien une place prédominante dans la vie des jeunes. D'après une enquête réalisée auprès de 19 500 jeunes ayant fini leurs études en 2013, Julie Bene remarque que « lorsqu'ils doivent se prononcer sur leur priorité à l'heure actuelle, seule une minorité (15 %) choisit de la situer en dehors du travail, la grande majorité déclarant qu'elle porte plutôt sur leur vie professionnelle - "trouver ou conserver un emploi stable"

4. M. Jacques, « Garçons et filles de classes terminales : le filtre sexué des représentations du cursus et des intentions d'orientation post-baccalauréat », *Carrefours de l'éducation*, 1 (1), 2003, p. 65.

5. C. Lhaïk, « Comment la droite a braqué la valeur travail », *L'Opinion*, 8 décembre 2020.

6. D. Vicherat, « Le travail, sa valeur et la gauche », *Mouvements*, 1 (1), 2013, p. 105-110.

ou « améliorer sa situation professionnelle⁷ ». Les jeunes restent donc motivés quant à ces problématiques et s'investissent bien souvent dans un travail qui correspond à leurs convictions en cherchant à « articuler vie professionnelle et convictions⁸ ». Enfin, 71 % des jeunes de 18 à 35 ans, interrogés dans le cadre de la consultation *Generation What*, reconnaissent que le travail est une valeur importante dans leur vie⁹.

► À retenir

Les jeunes de la génération Z accordent au travail une importance relativement proche de celle que leurs aînés lui accordaient¹⁰. Cependant, le redécoupage des temps de la vie a transformé les attentes et les conceptions des rythmes professionnels des jeunes. Ce phénomène s'explique par la nécessité d'adaptation à la réalité d'un chômage devenu endémique, renforcé par la crise de la Covid, ainsi que par des changements spécifiques à l'économie interne de leurs relations aux autres, de leurs aspirations personnelles et de l'attention qu'ils portent aux équilibres à respecter entre vie professionnelle et vie personnelle.

CRITÈRES ET ATTENTES À L'ÉGARD DE L'EMPLOI

Les attentes des jeunes à l'égard du travail se sont individualisées. S'affirment, en premier lieu, celles qui mettent en avant la profitabilité personnelle du travail, où se retrouvent le fait d'exercer un métier par plaisir (métier passion) via l'intérêt du poste occupé, le salaire, les bénéfices retirés de la sociabilité et des relations entre collègues, ou encore la reconnaissance et les

7. J. Bene, « Les jeunes face au travail : un regard ambivalent, reflet de disparités », Note *INJEP Analyses et synthèses, Études et Recherches*, 24, juin 2019.

8. D. Rodet, « Jeunes travailleuses et travailleurs de la production engagée : articuler vie professionnelle et convictions », *La revue de l'IREs*, 2019, p. 11-36.

9. P. Bourgeois, S. Bouisson et L. Zuili, *Generation What*, Paris, Yami 2 et Upian, 2016.

10. B. Delay, « Les jeunes : un rapport au travail singulier ? Une tentative pour déconstruire le mythe de l'opposition entre les âges », *Document de travail du Centre d'études de l'emploi*, 104, 2008 ; F. Gonthier et E. de Lescure, « Les jeunes : malheureux en emploi, heureux au travail ? » dans O. Galland et B. Roudet (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, La Documentation française, 2012, p. 155-161.

possibilités d'évolution de carrière. Viennent ensuite les attentes orientées par une volonté de tempérer les aspects trop contraignants du travail parmi lesquelles on trouve l'attention portée à l'autonomie et la prise d'initiative, à l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée ou encore la recherche de relations hiérarchiques sans excès d'autorité. (Voir en annexe graphique 14 - Importance accordée aux attentes professionnelles des jeunes.)

Ce qui ressort de loin, et de façon quasi unanime, est l'importance qu'ils accordent à l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle (95 %). Viennent ensuite la sécurité de l'emploi (94 %) et les possibilités d'évolution professionnelle (94 %). Les jeunes se montrent également sensibles à l'autonomie et à la prise d'initiative (92 %), au niveau de salaire (91 %) et à l'intérêt du poste qu'ils occupent (90 %). Enfin, les relations entre collègues (89 %) et l'utilité sociale de leur emploi (86 %) sont également considérées. Bien que dans une moindre proportion, la reconnaissance du travail par la hiérarchie conserve une importance non négligeable et plus de huit jeunes sur dix (81 %) s'accordent pour définir cet élément comme important dans le cadre de leur travail.

Tous les éléments mentionnés dans ce graphique sont donc jugés importants par les jeunes et obtiennent des scores relativement élevés. Mais afin d'affiner la compréhension de leur relation au travail et de pousser plus avant l'analyse, nous examinerons plus en détail les profils des jeunes classant ces différents éléments d'appréciation du travail comme *très important*.

La recherche d'un équilibre entre la vie personnelle et professionnelle

Nous venons de le constater, c'est de loin le critère le plus important. Plus des deux tiers des jeunes (68 %) le considèrent comme *très important*.

Tableau 14

Importance de l'équilibre entre la vie personnelle et la vie professionnelle (%)

	Très important	Assez important	Pas vraiment important	Pas important du tout
Ensemble (100%)	68	27	4	1
Sexe				
Garçons (100%)	66	28	5	1
Filles (100%)	71	26	3	0
Situation financière des parents				
Facile (100%)	70	25	4	1
Difficile (100%)	61	27	4	1
Orientation politique				
Très à gauche (100%)	75	22	2	1
Plutôt à gauche (100%)	69	26	4	1
Au centre (100%)	68	28	4	0
Plutôt à droite (100%)	63	30	5	2
Très à droite (100%)	64	29	2	2
Souhait concernant les études				
Arrêter avant le bac (100%)	59	31	2	7
Arrêter au bac (100%)	60	30	8	2
Poursuivre après le bac (100%)	69	26	4	1

Les jeunes femmes sont encore plus attentives à cette question que les jeunes hommes (71 % des filles contre 66 % des garçons perçoivent cet équilibre comme *très important*). Cette différence s'explique par le fait que les filles sont plus concernées par la nécessité de concilier leur vie professionnelle et leurs contraintes domestiques et familiales¹¹, étant toujours confrontées aux fortes inégalités de genre dans ce domaine.

La situation financière des parents semble modifier l'importance que les jeunes accordent à cet enjeu. Les enfants venant de familles aisées sont préoccupés par cet équilibre de façon plus marquée (70 % le considèrent très important) que ceux dont les parents rencontrent des difficultés financières (61 %).

11. A. Pailhe et A. Solaz, « Concilier, organiser, renoncer : quel genre d'arrangements ? », *Travail, genre et sociétés*, 24 (2), 2010, p. 29.

Par ailleurs, plus le niveau de diplôme en cours d'obtention est élevé et plus la recherche d'une bonne conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle est revendiquée. Ainsi, 69 % des jeunes désirant poursuivre leurs études après le bac insistent sur la nécessité de cet équilibre, contre 59 % des jeunes souhaitant arrêter avant. Les jeunes dont les conditions d'emploi sont précaires et peu qualifiées sont plus en retrait de ce type de demande. La priorité allant à la nécessité d'avoir un emploi et une rémunération¹².

Les jeunes plus sensibles aux idées de gauche accordent également davantage d'importance à cet équilibre que ceux se positionnant à droite de l'échelle politique. Ainsi, les trois quarts des jeunes se classant *très à gauche* perçoivent celui-ci comme *très important* contre 63 % des jeunes se situant *plutôt à droite* et 64 % des jeunes *très à droite*.

Le volet qualitatif de l'enquête confirme ces résultats. L'importance pour les jeunes d'un équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle a été mise en avant dans tous les *focus groups* réalisés pour insister sur le besoin de temps libre permettant de se consacrer à la vie de famille ainsi qu'à d'autres réseaux de sociabilité et activités en dehors de la sphère du travail. Les jeunes accordent une attention particulière à leur liberté, que ce soit au niveau des horaires ou des responsabilités. Cette demande renforcée d'une quête de bien-être dans l'ensemble de leur vie, au travail et en dehors du travail, différencie sans aucun doute les jeunes de la génération Z des générations les ayant précédés.

L'attention portée à la sécurité de l'emploi

Les jeunes sont également à la recherche de la sécurité de l'emploi. Cette attente apparaît encore plus prononcée parmi les filles (61 % la considèrent comme *très importante* contre 56 % des garçons). Les jeunes en lycée professionnel et technologique (66 %) y sont plus attentifs que les lycéens de l'enseignement général (56 %) et *a fortiori* que ceux qui poursuivent des études supérieures (49 %). La sécurité de l'emploi est également un enjeu

12. *Ibid.*

plus important pour les jeunes issus de familles dont la situation financière est jugée difficile (61 % contre 55 % parmi ceux disposant d'une situation financière confortable).

Malgré ces écarts, la sécurité de l'emploi apparaît comme importante pour la génération Z, et leur demande dans ce domaine ne peut être dissociée du contexte de crise économique et sanitaire actuel rendant les conditions d'insertion professionnelle plus problématiques. Interrogés sur leur désir de garder un travail le plus longtemps possible ou, au contraire, d'en changer régulièrement, huit jeunes sur dix (80 %) se positionnent en faveur d'un emploi stable. (Voir en annexe tableau I – Les attentes des jeunes à l'égard du travail considérées comme très importantes.)

L'évolution de carrière et le besoin d'autonomie

Les jeunes de la génération Z aspirent à évoluer professionnellement tout en maintenant une certaine autonomie dans leur travail, et ce autant les filles que les garçons. La possibilité d'évolution de la carrière est jugée *très importante* par 55 % des jeunes. Les élèves en lycée professionnel ou technologique sont plus nombreux que les autres à la considérer comme un facteur très important de leur épanouissement professionnel (63 % contre 55 % des élèves de lycée général et 49 % des étudiants). Aucune différence notable ne se dégage entre les jeunes souhaitant poursuivre une carrière militaire et les autres. L'évolution de carrière est un élément jugé *très important* par une partie significative des jeunes de droite (60 %) comparés aux jeunes se classant à gauche (53 %). Enfin, plus des deux tiers (68 %) des jeunes souhaitant arrêter leurs études avant d'avoir passé le baccalauréat y accordent une grande importance (55 % de ceux qui veulent poursuivre après le baccalauréat), de même que, les enfants d'agriculteurs (60 %) et les apprentis (60 %) dont la nature et les compétences spécifiques requises par leur métier les rendent aussi plus attentifs à la nécessité de prendre des initiatives et à faire preuve d'autonomie dans leurs métiers.

Leurs attentes à l'égard de la rémunération

La rémunération est jugée *très importante* par 47 % des jeunes. Cet intérêt est en partie lié à la situation financière de leurs parents. Plus celle-ci est jugée difficile et plus ces jeunes considèrent le salaire comme un facteur professionnel important. C'est le cas de 57 % des jeunes dont la famille connaît une situation financière très difficile (contre 47 % des jeunes dans l'ensemble de l'échantillon). L'intérêt pour la rémunération est moins prononcé parmi les jeunes souhaitant arrêter leurs études avant le bac (36 % la jugent très importante contre 47 % parmi ceux qui souhaitent poursuivre leur cursus scolaire dans l'enseignement supérieur). Enfin, les jeunes de droite (60 %) et surtout ceux se classant à l'extrême droite (68 %) sont plus sensibles à cet élément que ceux se classant *plutôt à gauche* (47 %), voire *très à gauche* (47 %).

Le volet qualitatif de l'enquête montre le rapport plutôt décomplexé des jeunes au salaire, qu'ils considèrent certes comme nécessaire pour pouvoir vivre, mais surtout comme un désir d'aisance matérielle au-delà de la simple nécessité financière. Près de la moitié d'entre eux (47 %) considère la rémunération comme très importante. Ils ont une certaine idée du train de vie qu'ils souhaitent mener et ne sont pas prêts à travailler sans avoir une rémunération à la hauteur de leurs attentes. Ils souhaitent ainsi concilier leur travail tout en étant rémunérés confortablement, un moyen de renforcer pour eux leurs chances d'épanouissement.

L'intérêt du poste

Les jeunes aspirent à un certain épanouissement personnel lié au travail, qui passe par la recherche d'un « métier passion » où le travail et le plaisir sont liés. Cette recherche de plaisir au travail les distingue des autres générations pour lesquelles la recherche d'un travail servait avant tout à subvenir aux besoins matériels des individus. Plus de quatre jeunes sur dix (42 %) considèrent comme très important d'occuper un poste qui correspond à leurs intérêts. Les préoccupations qui ressortent du volet qualitatif sur ce point montrent que le métier doit être

au service de l'épanouissement de l'individu : « être épanoui dans mon métier » ; « développement personnel ou épanouissement » ; « bien se sentir ». Cet élément est jugé *très important* par près d'un étudiant sur deux poursuivant des études supérieures (47 %) ainsi que par près d'un actif sur deux (47 %). Plus de la moitié (52 %) des jeunes appartenant à des familles aisées considèrent également cet élément comme capital. Enfin, l'intérêt du poste touche davantage les jeunes se positionnant à l'extrême droite de l'échelle politique (59 % le considèrent *très important*, 46 % *plutôt à droite*) que ceux proches des idées de gauche (43 %) et du centre (39 %). Les jeunes souhaitant s'engager dans l'armée portent un intérêt prononcé à cet élément et plus de la moitié d'entre eux (47 %) le considèrent comme *très important*.

L'importance des relations entre collègues

Les relations entre collègues sont importantes. Les jeunes considèrent qu'elles participent à l'épanouissement personnel et au plaisir que l'on peut trouver dans le travail. La moitié d'entre eux (48 %) accorde une importance fondamentale aux relations qu'ils peuvent entretenir avec leurs collègues. C'est particulièrement le cas pour les garçons (52 %), les jeunes en lycée professionnel ou technique (57 %), les actifs (59 %), les jeunes se classant « très à droite » (54 %) et ceux souhaitant arrêter leurs études avant le baccalauréat (58 %) dont plus de la moitié considère les relations entre collègues comme un facteur *très important* de leur rapport au travail. Cette nécessité se fait d'autant plus ressentir en période de crise sanitaire. Le sondage Odoxa relate que les trois quarts (74 %) des travailleurs ressentent le besoin de retourner au travail en présentiel, où les interactions sociales sont beaucoup plus appuyées, alors que les jeunes sont les plus susceptibles d'être placés en télétravail¹³. En résumé, ils considèrent les relations entre collègues comme un facteur

13. Odoxa, « Les Français et le télétravail », 2021b, récupéré à partir de <http://www.odoxa.fr/sondage/teletravail-globalement-apprecie-problematique-chez-plus-jeunes/>.

d'épanouissement au travail au même titre que la rémunération et que l'intérêt du poste qu'ils occupent.

L'utilité sociale du travail

Lorsqu'ils sont interrogés sur les grandes problématiques de leur temps, les jeunes se tournent vers des préoccupations plus collectives (réchauffement climatique et inégalités sociales en premier lieu) qu'individuelles. Cependant, leur rapport au travail se démarque de cette tendance. S'y repèrent des préoccupations plus individualistes. Si la notion d'utilité sociale du travail est jugée *très importante* par 46 % d'entre eux, le mot n'apparaît pas spontanément lorsqu'on les interroge sur leur rapport au travail. Il semble presque absent des aspirations des jeunes en matière d'emploi. Cette conception apparaît toutefois plus prononcée parmi les jeunes de familles financièrement aisées (52 % considèrent l'utilité sociale comme très importante dans leur rapport au travail). L'utilité sociale est une valeur intégrée par la jeunesse, mais qui reste en arrière-plan de leurs aspirations professionnelles.

Témoignages des jeunes concernant leur perception de l'utilité sociale

« Pas pour moi, je m'en fous d'être utile, je préfère être heureuse »

Paris, filles, lycée pro et techno

« Tant que je fais un truc qui me plaît, que ce soit important pour la société ou non, c'est pas important »

Dijon, garçons, lycée général

« L'utilité sociale » ; « La peur de l'échec et l'inutilité » ; « Dans ce que j'aimerais faire, j'ai peur de ne pas être utile dans le quotidien des gens, de ne pas leur apporter quelque chose de nécessaire, à l'inverse de Blanche qui veut faire médecine »

Tours, filles, lycée général

« C'est pas important » ; « C'est un bonus »

Lille, garçons, lycée pro et techno

Le besoin de reconnaissance par la hiérarchie

Enfin, les jeunes de la génération Z se caractérisent par un besoin de reconnaissance individuelle, aussi bien de la part de leurs pairs que de leurs supérieurs hiérarchiques. Près de quatre jeunes sur dix (39 %) déclarent que c'est quelque chose de *très important* pour eux. Les élèves en lycée professionnel ou technologique (45 %), les jeunes actifs (44 %), mais aussi ceux qui ont une situation financière confortable (43 %) sont ceux qui accordent une attention particulière à ce besoin. Les jeunes Français souffrent d'une façon générale d'un vrai « déficit de considération ». Plus d'un actif sur deux (59 %) a l'impression que ses efforts au travail ne sont pas récompensés comme ils le devraient et seuls 11 % des jeunes cadres estiment être payés à la hauteur de leurs qualifications. Ces chiffres montrent une demande de reconnaissance qui peine à être assouvie, d'autant plus que le milieu professionnel français est plus réticent que dans d'autres pays à faire confiance à la jeunesse¹⁴. Les jeunes sont une majorité (54 %) à penser que les entreprises pourraient leur attribuer davantage de missions de « représentation » et seul un tiers d'entre eux (34 %) ose espérer « se voir confier la gestion d'un projet ayant un impact financier important avant l'âge de 26 ans¹⁵ ». Enfin, plus de la moitié des jeunes (56 %) âgés de 18 à 29 ans ont le sentiment que la société peine à leur accorder une place leur permettant de réussir professionnellement¹⁶.

Les jeunes de la génération Z vivent dans une période difficile qui complique leur rapport au travail sans toutefois minimiser les fortes attentes qu'ils entretiennent à l'égard de celui-ci. Bien que conscients des problématiques nouvelles auxquelles ils ont à faire face, ils développent des stratégies mettant en

14. P. Cahuc *et al.*, *Comment la France divise sa jeunesse. La machine à trier*, Paris, Eyrolles, 2011.

15. Opinion Way, « Baromètre Jeunesse & Confiance », *Vers le haut*, décembre 2020.

16. IFOP, « Le regard des jeunes Français à l'heure du coronavirus : état d'esprit, place dans la société et impacts de la crise sanitaire », sondage Ifop pour *La Tribune* et Europe 1.

avant des attentes et des prérogatives auxquelles ils ne sont pas prêts à renoncer. Ces stratégies passent avant tout par la recherche d'une profitabilité personnelle à l'égard du travail, par une grande importance accordée à l'équilibre entre la vie personnelle et la vie privée, ainsi que par des attitudes de rejet des contraintes.

Interrogés sur leur désir de garder un travail le plus longtemps possible ou, au contraire, d'en changer régulièrement, huit jeunes sur dix (80 %) se positionnent en faveur d'un emploi stable. Cette disposition est jugée plus importante par les actifs (88 %) ainsi que par ceux qui s'apprentent à arrêter leurs études au baccalauréat ou avant (85 %). (Voir en annexe graphique 15 - Préférence pour la stabilité ou pour le changement régulier d'emploi.)

► À retenir

Ce constat témoigne d'un décalage avec la perception d'une génération en recherche de changement et qui n'aurait pas envie d'entreprendre une vie professionnelle stable à des âges où ils aspirent souvent à voyager ou à expérimenter de nouvelles expériences. L'enquête révèle en effet une disposition très largement dominante d'une quête de stabilité, dans une période économique et professionnelle complexe et régie par beaucoup d'incertitudes. La question se pose de savoir si l'on vérifie là un effet de conjoncture, lié aux anticipations qu'ils peuvent craindre des effets de la crise sanitaire, ou bien si cette volonté de stabilité contrecarre les présupposés associés aux caractéristiques de la génération Y, leurs aînés, et dont ils seraient en train de se démarquer. Si cette tendance pour une demande de stabilité dans la génération Z se confirme, il sera intéressant pour la DRH-MD de réfléchir plus en profondeur à cette question s'agissant des problématiques liées à la fidélisation des jeunes s'engageant dans les armées.

PERCEPTION DE L'AVENIR PROFESSIONNEL

La génération Z se caractérise par un pessimisme majoritaire pour l'avenir collectif. Plus d'un jeune sur deux (53 %) interrogé dans le cadre de la consultation *Generation What* considère que son avenir sera plutôt pire comparé à la

vie qu’auront menée ses parents¹⁷. Ils sont également bien conscients que la crise économique aura une influence sur leur avenir (73 % toutes catégories socioprofessionnelles confondues). Par ailleurs, 85 % des jeunes âgés de 15 à 30 ans considèrent que, de toutes les générations, c’est la jeunesse qui sera à l’avenir la plus pénalisée par les conséquences économiques de la crise sanitaire¹⁸. Les trois quarts des Français (75 %) s’accordent avec eux sur cette question. De plus, les jeunes (87 %) ne se font que peu d’illusions sur le fait qu’ils devront également rembourser la dette contractée pendant la crise¹⁹. La définition de la jeunesse comme une génération *sacrifiée* ne semble donc plus faire débat²⁰, et ce n’est pas sans conséquence sur la perception qu’ils ont de leur avenir professionnel.

Témoignages des jeunes concernant la perception de leur avenir professionnel

« Le lycée, Parcoursup, ça m’inquiète, je suis en terminale » ; « Au lycée, quand on nous tanne avec ce qu’on veut faire plus tard, ça me saoule parce que je n’ai pas envie de réfléchir à plus tard, j’ai envie de réfléchir à maintenant »

Paris, filles, lycée pro et techno

« Pas très clair » ; « Pas très rassurant » ; « Flou » ; « Indécis »

Dijon, garçons, lycée général

« Incertain » ; « Le doute » ; « L’inconnu » ; « Le flou, la peur » ; « Ça va être difficile »

Tours, filles, lycée général

« Je n’ai jamais su et on me met la pression »

Lille, garçons, lycée pro et techno

Le volet qualitatif de l’enquête révèle la difficulté des jeunes à se projeter dans leur avenir professionnel. Celui-ci est source d’angoisse, de flou et est porteur d’une pression qu’il est difficile pour eux de supporter. De plus, la crise sanitaire met en avant le contraste qu’il existe entre leur perception de l’avenir

17. P. Bourgeois *et al.*, *Generation What*, *op. cit.*

18. Odoxa, « Covid-19 et confinement : Une jeunesse sacrifiée ? », *op. cit.*

19. IFOP, « Le regard des jeunes Français à l’heure du coronavirus : état d’esprit, place dans la société et impacts de la crise sanitaire », *op. cit.*

20. Odoxa, « Covid-19 et confinement : Une jeunesse sacrifiée ? », *op. cit.*

professionnel et leurs préoccupations actuelles, portées à court terme. Le confinement et le flou concernant la temporalité de la sortie de crise n’arrangent pas les choses. Cela place les jeunes, et par-delà, la société entière, dans un *court-termisme* au sein duquel la question de l’avenir professionnel peine à trouver des réponses.

Face à cette réalité, les jeunes développent des stratégies de « débrouillardise » pour s’en sortir. Cette stratégie passe bien souvent par une individualisation forcée de la réussite. Plus des deux tiers (67 %) d’entre eux considèrent que *pour réussir dans la vie, on ne peut compter que sur soi-même*. Ils se sentent obligés de compter sur leurs propres forces et de se débrouiller pour naviguer dans le chenal d’entrée dans la vie adulte devenu de plus en plus sinueux. Ils jouent de leurs capacités à s’abstraire des logiques et des déterminations sociales en usant de compétences liées à « l’audace, au goût du risque, à l’aptitude à gérer des situations complexes, à surmonter des obstacles, au sens de l’opportunité quitte à malmener des règles établies²¹ ». Ces stratégies s’opposent à l’image d’une jeunesse « paresseuse » ayant proliféré dans la population française ces dernières années²². Il devient communément admis, même dans la parole du président de la République que « c’est dur d’avoir 20 ans en 2020²³ ». L’accès à l’emploi est devenu une véritable épreuve pour de nombreux jeunes ayant pourtant souvent « des niveaux de formation et de diplôme plus élevés que leurs aînés dans l’entreprise²⁴ ». Ces

21. M. Dagnaud, Les jeunes face à l’emploi : méritocratie scolaire ou débrouillardise ? », *Telos*, 2, 2020.

22. *Le Monde*, « Le jugement sévère des Français sur la jeunesse », sondage Ipsos pour *Le Monde*, 2011, récupéré à partir de https://www.lemonde.fr/societe/article/2011/11/23/le-jugement-severe-des-francais-sur-la-jeunesse_1608043_3224.html.

23. France TV Info, « “C’est dur d’avoir 20 ans en 2020”, déclare Emmanuel Macron », 4 octobre 2020, récupéré à partir de https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/video-c-est-dur-d-avoir-20-ans-en-2020-declare-emmanuel-macron_4141649.html.

24. D. Glaymann, « L’épreuve de l’accès de l’emploi. Les jeunes stigmatisés par le fonctionnement de l’emploi et les politiques publiques d’insertion, *Agora-Débats/ Jeunes*, Dossier spécial « La jeunesse à l’épreuve du recrutement », 85 (1), 2020, p. 74-88.

difficultés touchent même les plus diplômés : du fait de la crise, près de la moitié (45 %) des jeunes diplômés (bac +5) de l'année 2020 se retrouvent sans emploi six mois après avoir terminé leurs études, contre un quart (26 %) en 2019²⁵.

La précarisation de l'insertion professionnelle les force à vivre dans le court terme avant de trouver un métier stable. Aujourd'hui, l'âge d'accès à un premier CDI s'établit à 27 ans en moyenne, contre 22 ans au début des années 2000, alors qu'ils terminent leur scolarité à 20 ans en moyenne. Dans cet intervalle précaire, les jeunes sont confrontés à un développement du travail à temps partiel et à des horaires atypiques. Les plus touchés par cette précarisation sont les femmes, les moins diplômés, les jeunes issus de l'immigration et les jeunes habitants des quartiers populaires. (Voir en annexe graphique 16 – Situation professionnelle envisagée par secteur d'activité.)

Les jeunes sont tout autant attirés par le secteur privé (35 %) que par le secteur public (33 %). Cependant, des différences selon le genre sont visibles : 39 % des garçons envisagent de travailler dans le secteur privé contre 31 % de filles. À l'inverse, 36 % des filles envisagent plutôt le secteur public contre 29 % de garçons. Le secteur privé est avant tout privilégié par les élèves poursuivant des études supérieures (41 %). La part de jeunes actifs souhaitant travailler dans ce secteur est relativement faible (24 %). En revanche, le choix du secteur public ne dépend pas de la filière d'études et concerne tout autant les lycéens d'enseignement professionnel et technologique que les lycéens de l'enseignement général. Un quart des jeunes de la génération Z (25 %) est attiré par un statut d'indépendant. C'est un point qui mérite d'être souligné. Cela concerne d'autant plus les jeunes déjà dans la vie active (37 %) ainsi que les étudiants en lycée professionnel ou technologique (30 %). Enfin, le secteur associatif n'apparaît pas comme une option privilégiée par la jeunesse avec seulement 7 % de jeunes souhaitant poursuivre une carrière en son

25. Syntec Conseil, « Enquête sur l'emploi des jeunes diplômés », 2021, récupéré à partir de <https://syntec-conseil.fr/wp-content/uploads/2021/02/Etude-JD-vf.pdf>.

sein. Les filles (9 %) semblent plus intéressées par ce secteur que les garçons (5 %).

LE TRAVAIL ET L'ARMÉE

Face à la précarisation de l'insertion professionnelle et à la reconfiguration des temps de vie, l'institution militaire dispose d'atouts qui répondent à certaines des problématiques évoquées jusqu'à présent. Elle constitue un secteur avec de multiples avantages sur le plan personnel et émotionnel.

Ses forces et ses faiblesses à l'égard de l'emploi

Les forces de l'institution à l'égard du travail

L'ARMÉE, UNE INSTITUTION QUI POSSÈDE DE VRAIES FORCES...

■ Les leviers

« Je voulais pour l'aventure » ; « Après, il y a plein de métiers dans l'armée, tu peux être infirmière »

Paris, filles, lycée pro et techno

« Après, quand tu sors de l'armée, tu as l'esprit collectif alors que sinon tu as l'esprit individuel » ; « Là, par contre, on a vraiment l'impression d'aider son pays »

Dijon, garçons, lycée général

« Oui, j'ai toujours été tentée par l'armée. Voir comment ça se passe, c'est assez physique, j'aime bien le sport et l'encadrement » ; « J'y ai pensé pour mes études de médecine. Il faut rendre des années de travail à l'armée. Tu as un salaire pendant les études »

Tours, filles, lycée général

« Je ne savais pas quoi faire, je voulais découvrir les missions » ; « Pour voyager, c'est bien » ; « L'aspect physique, le sport, la camaraderie c'est bien » ; « C'est bien payé, c'est le SMIC mais on n'a pas le temps de le dépenser, on est nourri, logé »

Lille, garçons, lycée pro et techno

La fraternité, l'esprit de camaraderie ou encore la cohésion sont au cœur de l'esprit militaire « à travers lequel les individus se sentent valorisés et haussés au-delà d'eux-mêmes grâce

à l'alchimie affective de la fraternité d'armes²⁶ ». Cet esprit constitue l'épicentre de la culture militaire et « sa force, sa chaleur et son intensité sont indispensables au soldat²⁷ ». Ce sens du collectif plaît à certains jeunes en quête de sens, et l'armée dispose là d'un véritable avantage comparé au monde civil où les missions du quotidien peinent à pousser à la fraternité, mais plutôt à la cohabitation cordiale et aux relations de travail plus conventionnelles. D'une part, l'engagement militaire permet d'entretenir des relations fortes avec ses collègues. D'autre part, la nature des missions effectuées va encore un peu plus les souder et construire des amitiés et un esprit de corps contribuant à l'épanouissement personnel des jeunes engagés.

Outre ces avantages d'ordre personnel et émotionnel, l'armée propose également des opportunités professionnelles non négligeables. Tout d'abord, l'accès à l'emploi constitue une variable d'intérêt. C'est une *planche de salut* pour les personnes en difficulté, sur le plan scolaire ou professionnel, en raison de la réponse qu'elle apporte au flou qui entoure l'orientation de certains d'entre eux²⁸. En ce sens, l'armée est capable de proposer des contrats clairs, précis et à la hauteur des attentes de la jeunesse. La hiérarchie leur permet ici de savoir à quel niveau de responsabilités ils s'engagent (militaire du rang/sous-officier/officier). De plus, l'orientation au sein de l'armée est bien encadrée. Un jeune qui souhaite se renseigner sur les modalités de l'engagement doit passer par un CIRFA, où il rencontrera un spécialiste du recrutement qui l'aidera à mûrir son projet professionnel et à dessiner les grandes lignes d'une carrière militaire. Ces dispositifs répondent parfaitement au « flou » auquel les jeunes font face dans la vie civile et qui les préoccupe. Ils permettent d'avoir un rapport direct et clair avec l'institution, et ce, quelles que soient les origines sociales du candidat, que

26. J. Bachelet, « D'un socle commun à des convictions partagées ? », *Inflexions*, 2 (2), 2009, p. 11-27.

27. C. Oger, « De l'esprit de corps au corps du texte : cohésion militaire et dissolution journalistique », *Langage et société*, 4 (4), 2000, p. 9-43.

28. J. Zaffran, « La force et la forme, discipline et socialisation des jeunes sans diplôme en internant d'inspiration militaire », *Formation emploi*, 148 (4), 2019, p. 47-67.

celui-ci soit diplômé du supérieur ou qu'il ait arrêté l'école au collège, qu'il soit croyant ou non, qu'il vienne d'un milieu défavorisé ou aisé.

La pluralité des formations proposées est un atout non négligeable. Elle permet d'attirer les jeunes venant de tous horizons et de les former, tout en les rémunérant, afin qu'ils puissent exercer leur métier dans les meilleures conditions. Dans cette période de crise économique et sanitaire, où le chômage préoccupe davantage les jeunes que par le passé, l'armée peut être attractive. Elle se positionne comme une institution fiable, en laquelle les jeunes ont confiance (voir partie I), et qui leur permet d'éviter les conditions d'une insertion professionnelle précaire que la société civile leur propose la plupart du temps. En s'engageant, le jeune sait qu'il aura une certaine sécurité financière pendant une période d'engagement définie à l'avance, et qu'il sera formé dans le métier qu'il aura choisi d'entreprendre parmi toutes les spécialités que l'armée propose : service de santé des armées, infanterie, bureau numérique, sous-marinier, etc.

L'armée est également une institution qui valorise la méritocratie. Cette caractéristique est importante pour la jeunesse, d'autant plus que les jeunes considèrent bien souvent ne pouvoir compter que sur eux-mêmes pour avancer dans la vie. L'armée sait leur répondre à ce sujet. Le dépassement de soi constitue l'une des raisons principales qui poussent les jeunes à s'engager. Le volet qualitatif de l'enquête fait également ressortir d'autres facteurs d'attractivité des armées tels que l'activité physique et la possibilité de voyager.

L'esprit de corps, la pluralité des formations proposées, la clarté des contrats proposés aux jeunes qui envisagent de s'engager et la sécurité financière offerte par l'armée constituent de véritables atouts qui correspondent aux attentes professionnelles de nombre de jeunes, notamment de ceux qui se montrent disponibles pour un éventuel engagement militaire.

Cette force d'attractivité et les réponses qui peuvent être données aux attentes des jeunes en matière d'emploi sont néanmoins minorées par quelques traits d'image négatifs intrinsèques à l'institution qu'il est important de prendre en considération.

Témoignages des jeunes concernant leur rapport au métier de militaire

« Je voulais être militaire avant, ça m'attirait beaucoup et au final plus du tout... l'autorité... quand tu commences militaire, tu ne commences pas gradé, tu commences très très bas » ; « Tu risques ta vie »

Paris, filles, lycée pro et techno

« Ma mère, elle veut que je fasse l'armée ou pompier. Déjà mon père est trop orienté, il a fait son service militaire, mais je vois pas l'intérêt de faire l'armée »

Dijon, garçons, lycée général

« Je ne veux pas des métiers où on risque notre vie dedans » ; « L'armée de terre... Mais ça ne donne pas trop envie de s'engager, quand je me vois, je me dis que je n'ai pas le physique »

Tours, filles, lycée général

« Se lever à 5h30 c'est abuser » ; « C'est un métier difficile, on les voit marcher à la gare mais quand ils partent ce n'est pas facile » ; « Trop de risques »

Lille, garçons, lycée pro et techno

En premier lieu, les jeunes évaluent l'importance du risque qu'ils jugent élevé de perdre la vie qui est spécifique au métier militaire. Ce point rappelle les constats établis dans la partie I de cette étude, consacrée à l'image des armées au sein de la jeunesse. Le volet qualitatif de l'enquête confirme que ce risque est intégré par les jeunes et qu'il représente un frein à leur velléité de rejoindre l'institution.

Au-delà de l'esprit de sacrifice, l'armée se caractérise par un milieu jugé très hiérarchisé. Les contraintes opérationnelles poussent à cette autorité verticale. Sur les terrains d'opération, les militaires doivent s'y soumettre afin de fluidifier la prise de décision. L'ancien chef d'état-major de l'armée de terre, le général Jean-Pierre Bosser, décrit entre autres la prise de décision comme une phase qui requiert « un esprit de discipline affirmé des subordonnés²⁹ ». Cependant, dans la période récente l'autorité militaire n'est pas sans connaître certaines évolutions en faveur de dispositifs plus horizontaux dans le processus de socialisation et des apprentissages du métier militaire des jeunes recrues. Afin

29. J.-P. Bosser, *Commandement et fraternité : L'exercice du commandement dans l'armée de terre*, Paris, Economica, 2016.

de renforcer la fidélisation au sein des armées, l'institution a mis en place un processus de formation initiale prenant davantage en compte les caractéristiques individuelles de chaque recrue. L'idée est de favoriser le contrôle par les pairs, sur un mode plus horizontal que par le passé. Cette stratégie d'autorité horizontale n'est pas en contradiction avec la verticalité qui prévalait alors, mais elle vient la compléter. En produisant un contrôle par les pairs, l'institution n'est pas sans renforcer aussi « le contrôle hiérarchique vertical, et participe d'un même travail de mise en conformation des recrues vis-à-vis des attentes institutionnelles et du maintien de l'ordre³⁰ ».

En dernier lieu, les contraintes liées à la vie militaire imposent une certaine absence de liberté des horaires que les jeunes perçoivent négativement. Près de quatre jeunes sur dix (38 %) citent ainsi le fait de devoir respecter des horaires stricts comme une obligation difficile qu'il est difficile d'observer. Plus marquant encore, une importante majorité de jeunes (80 %) éprouve des difficultés vis-à-vis du fait de ne pas pouvoir partir en permission. Ces deux éléments démontrent l'importance prise par l'équilibre entre la vie privée et professionnelle au sein de la génération Z.

Les attentes des jeunes souhaitant rejoindre l'armée

Les forces et les faiblesses de l'armée concernant le travail étant bien identifiées, il est intéressant de poursuivre l'investigation en évaluant la façon dont elles sont considérées par les jeunes en fonction de leur désir plus ou moins grand de s'engager. (Voir en annexe graphique 17 – Attentes des jeunes à l'égard de l'emploi jugées très importantes en fonction de leur désir d'engagement militaire.)

Quel que soit le degré de leur désir d'engagement, les jeunes placent l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée comme la préoccupation principale de leur rapport à l'emploi. Néanmoins, les jeunes qui ne souhaitent pas rejoindre l'armée

30. M. Guillaume, « Un mot d'ordre : "fidéliser" : Former et retenir les jeunes sous l'uniforme militaire », *Agora débats/jeunesses*, 2 (2), 2019, p. 89-110.

lui accordent une plus grande importance (70 %) que ceux qui hésitent à s'engager (66 %) ou qui sont certains de s'engager (62 %). Mais on retiendra que pour plus de six jeunes sur dix certains de s'engager la possibilité de concilier leur vie privée et leur vie professionnelle est un enjeu crucial.

La même observation s'applique à la sécurité de l'emploi. Si cela reste un enjeu important, ce ne sont pas les jeunes les plus disposés à s'engager dans les armées qui sont les plus attachés à la sécurité de l'emploi. Cela mérite d'être souligné (53 % de ceux qui sont « certains » de s'engager mentionnent ce type d'attente et 60 % des jeunes ne souhaitant pas s'engager).

Le niveau de rémunération obéit au même schéma de priorisation : les jeunes « certains » de s'engager (42 %) y font moins référence que ceux qui souhaitent entreprendre une carrière professionnelle éloignée du monde militaire (48 %). À l'inverse, d'autres éléments tels que l'évolution de carrière (58 %), l'utilité sociale (59 %), l'intérêt du poste (47 %) ou encore l'autonomie et la prise d'initiative (51 %) ont plus d'importance aux yeux des jeunes qui souhaitent s'engager que pour ceux qui ne souhaitent pas suivre cette voie professionnelle.

Mais parmi tous les éléments recensés, l'utilité sociale du métier fait la différence et apparaît nettement plus spécifique au groupe des jeunes « certains » de s'engager. Ces derniers accordent une importance bien plus grande à cette motivation (59 % contre 49 % des « hésitants » et 43 % de ceux qui ne souhaitent pas s'engager). (Voir en annexe graphique 18 - Classement des attentes des jeunes en fonction de leur désir d'engagement dans les armées.)

► À retenir

En conclusion, dans un monde complexe, connecté, mondialisé, où les systèmes traditionnels d'appartenance et d'allégeance se sont affaiblis, on assiste à une individualisation des normes et des pratiques dans le champ social, notamment dans la sphère du travail. *In fine*, le rapport que les jeunes entretiennent avec le monde du travail est assez ambivalent. Le travail apparaît sans aucun doute comme un moyen de contribuer à une vie pleine et satisfaisante. Il constitue un lieu de sociabilité, de plaisir éventuel, d'épanouissement et d'apprentissage. C'est également un moyen

qui leur permet de vivre plus ou moins confortablement et d'avoir accès à d'autres types d'activités et passions. Mais il n'est pas une fin en soi : il doit également répondre à des problématiques nouvelles, propres à la génération Z. Ainsi, les jeunes expriment un certain besoin de liberté qui se manifeste par la volonté de disposer d'horaires plus souples et par la recherche pressante d'un équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée. Ils ont également un regard critique à l'égard de la hiérarchie, qu'ils acceptent sans difficulté, mais qui doit toujours être justifiée et plus horizontale que par le passé pour être pleinement respectée. Enfin, les jeunes accordent une place prépondérante aux relations entre collègues, qu'ils considèrent bien souvent comme un facteur fondamental de leur épanouissement personnel. En revanche, la question de la nécessité du travail suscite des réactions contrastées. Interrogés sur la possibilité de ne pas travailler si leur situation financière le permettait, nombre de jeunes n'hésiteraient pas à se consacrer à d'autres projets tandis que d'autres considèrent le travail comme une composante à part entière de leur vie. Mais dans tous les cas la place qu'il prend ne doit pas supplanter la vie de l'individu ni entraver le développement de leurs projets et des possibilités d'accès au bien-être qu'ils recherchent.

La sortie de crise sera certainement déterminante et risque de bouleverser encore davantage leur rapport au travail. La généralisation du télétravail va restructurer à plus long terme la répartition temporelle de leurs activités et modifier de fait les interactions sociales au sein desquelles les jeunes de la génération Z se construisent et évoluent.

IV. IMAGES ET REPRÉSENTATIONS DES ARMÉES

Durant la dernière décennie, la France a été victime d'une série d'attentats sur son territoire. En réaction à ces nouvelles menaces, l'institution militaire, sous les ordres du gouvernement, a réagi au travers de l'opération Sentinelle en déployant des forces au contact des populations civiles. Les militaires sont désormais présents dans les rues, les gares, les aéroports et les grandes places des villes françaises. L'objectif de ces soldats est de « protéger au quotidien sur le territoire national », ce qui n'est pas sans répercussions sur l'image et les représentations que la population civile se fait de l'armée et du métier, notamment pour les jeunes de la génération Z évoluant dans un contexte de plus grande proximité spatiale et quotidienne avec les militaires en patrouille. D'abord avec l'opération Vigipirate (1995), puis depuis 2015 avec l'opération Sentinelle, ils ont grandi en voyant des militaires patrouiller dans les rues et aux abords des lieux de culte et autres monuments. Cette nouvelle proximité peut expliquer leur perception d'une armée protectrice. L'armée est toujours projetée sur des théâtres d'opérations extérieures, mais le premier contact que les jeunes entretiennent avec les militaires s'effectue au détour d'une rue ou d'un parvis d'église. Plus récemment, l'opération Résilience (2020) a pu accentuer encore ce nouveau rapport entre les populations civiles et les militaires.

Comment les jeunes perçoivent-ils l'institution et quel regard portent-ils sur sa nécessité ? Comment se représentent-ils le métier et les questions qui l'entourent ? Enfin, quels rapports entretiennent-ils avec la mort et les risques inhérents à la spécificité de l'engagement militaire ?

IMAGES ET CONFIANCE DANS L'INSTITUTION MILITAIRE

Les petites et moyennes entreprises bénéficient du capital de confiance le plus élevé parmi les jeunes interrogés (87 %), alors que la perception qu'ils ont des grandes entreprises est nettement plus faible (52 %). Leur attrait pour les PME se développe parallèlement à l'intérêt grandissant pour les circuits courts¹. Les jeunes y ont un accès plus direct. Par ailleurs, les PME sont un vecteur d'identité régionale, parfois même nationale, qui peut les sensibiliser alors que les grandes entreprises restent moins accessibles et liées à des intérêts de grands groupes internationaux. Les PME sont pourvoyeuses d'emplois locaux. Près des trois quarts des jeunes (74 %) financent leurs études en travaillant² et elles représentent pour beaucoup des ressources de proximité pour des petits boulots leur permettant de subvenir à leurs besoins, mais aussi les emplois précaires qui forment l'essentiel des possibilités d'emploi des jeunes actifs de cette tranche d'âge, et au-delà. (Voir en annexe graphique 19 – Confiance dans les institutions.)

L'armée occupe la seconde place des institutions envers lesquelles les jeunes de la génération Z ont le plus confiance (82 %). Ce capital de confiance est très élevé, et ce autant parmi les filles que parmi les garçons (respectivement 83 % et 81 %). Dans une période où la confiance des jeunes envers les institutions politiques et régaliennes est en crise – 80 % des jeunes expriment de la défiance envers les partis politiques, 60 % envers le gouvernement et 42 % envers la police – l'armée échappe à cette critique et maintient une très bonne image auprès des jeunes. En outre, les jeunes ont davantage confiance en l'armée qu'en l'école (82 % contre 74 %). L'institution militaire n'est pas affectée par la crise de confiance qui entame le lien des jeunes générations envers les appareils démocratiques, et ce alors même qu'ils sont porteurs

1. C. Praly, C. Chazoule, C. Delfosse & P. Mundler, « Les circuits de proximité, cadre d'analyse de la relocalisation des circuits alimentaires », *Géographie, économie, société*, 4 (4), 2014, p. 455-478.

2. D. Licata, « Exclusif -73 % des étudiants travaillent pour financer leurs études », *L'Étudiant*, 24 septembre 2014, récupéré à partir de <https://www.letudiant.fr/jobsstages/nos-conseils/exclusif-73-des-etudiants-travaillent-pour-financer-leurs-etudes.html>.

d'une culture de protestation qui s'est assez largement diffusée³. De ce point de vue, la bonne image des armées françaises se distingue comparée à celle que l'on mesure dans d'autres pays. Les jeunes Suédois par exemple, mais aussi les jeunes Suisses ou encore les jeunes Allemands, pays dans lesquels le niveau de confiance démocratique est pourtant plus élevé, expriment une confiance plus modérée envers leurs armées⁴.

Autre institution régalienne, la police, qui a largement fait débat ces dernières années, notamment au sujet de son manque d'exemplarité et de certaines dérives ayant pu être observées, recueille un niveau de confiance comparativement nettement plus bas, mais néanmoins majoritaire dans cette génération. Arrivant en quatrième position des niveaux de confiance accordés aux différentes institutions testées par l'enquête, elle suscite l'adhésion de 58 % des jeunes interrogés, avec un différentiel qui doit être noté entre les garçons et les filles (-8 points de confiance parmi ces dernières). Dans l'ensemble de la population française globale la confiance dans la police s'établit à un niveau équivalent (60 %)⁵. Néanmoins, on peut observer une baisse tendancielle dans la période récente qui touche plus particulièrement la jeunesse. En 2017, 70 % des jeunes Français âgés de 15 à 24 ans déclaraient avoir confiance en la police⁶.

Enfin, les médias (35 %) et les partis politiques (20 %) souffrent d'un manque de confiance flagrant, encore plus marqué parmi les filles (respectivement 32 % et 17 %) que parmi les garçons (respectivement 38 % et 22 %). L'examen du rapport entre le capital de confiance en l'armée et l'image qui se matérialise concrètement de ce capital permet d'affiner l'image que les jeunes ont de l'institution militaire. À partir d'une question ouverte et

3. A. Muxel, « Les jeunes Français pour une armée de protection », dans B. Jankowsky, A. Muxel et M. Thura, *La sociologie militaire : Héritages et nouvelles perspectives*. Oxford, Peter Lang, 2021.

4. *Ibid.*

5. Elabe, *Les Français et la police*, 2020, récupéré à partir de <https://elabe.fr/francais-police/>.

6. Commission européenne, « La perception de la défense dans l'opinion publique européenne et chez les jeunes », *Observatoire économique de la défense*, Annuaire statistique de la défense, 2017.

du recueil de leurs réponses spontanées, il était demandé aux jeunes de la génération Z de citer les trois premiers mots qui leur venaient à l'esprit en pensant à l'armée.

Nuage des mots spontanément évoqués par les jeunes en pensant à l'armée



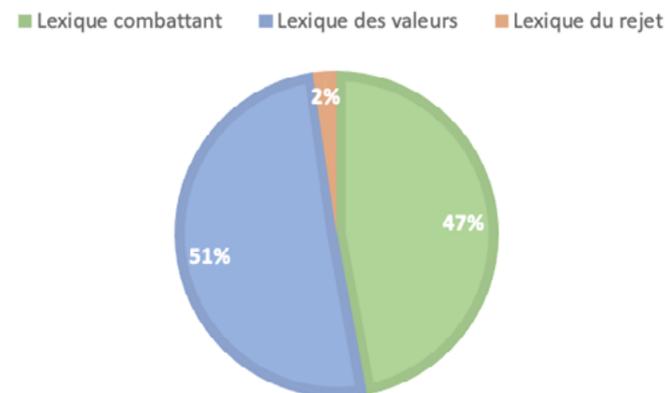
Trois différents lexiques ressortent des réponses citées. Le lexique le plus mobilisé est celui des valeurs (51 %), soit plus de la moitié des réponses. La notion d'*engagement*, citée par 18 % des jeunes, soit près d'un jeune sur cinq, arrive première dans ce lexique. Viennent ensuite la *protection* et le *courage*, deux notions citées chacune par 16 % des jeunes. Trois des cinq mots les plus cités par les jeunes concernent donc des valeurs positives à l'égard de l'institution.

Le second lexique relève du registre combattant, il concerne près de la moitié des réponses (47 %). Le premier terme cité est celui de *guerre*. C'est d'ailleurs le premier mot mobilisé, toutes catégories confondues, avec 19 % de citations de l'ensemble de toutes les réponses. Vient ensuite le mot *arme* qui représente 17 % des réponses.

Enfin, le lexique des notions exprimant un rejet de l'armée et de l'univers militaire apparaît mais est très peu mobilisé : 2 % seulement de l'ensemble des réponses. L'armée est perçue

comme *inutile* par seulement 1 % des jeunes. Une proportion similaire évoque la *peur* (1 %) et 3 % associent l'institution au mot *strict*. Le premier mot de ce registre n'apparaît qu'à la vingtième position des mots les plus cités par les jeunes.

Répartition des lexiques mobilisés



Lecture : 51 % des réponses citées par les jeunes appartiennent au lexique des valeurs.

Les jeunes de la génération Z ont donc une perception très positive de l'institution et de son rôle pour le pays. Si les termes *guerre* (19 %) et *arme* (17 %) reviennent souvent, ils coexistent avec les mots *engagement* (18 %), *protection* (16 %) et *courage* (16 %). Les jeunes pouvant citer plusieurs mots, il est difficile d'établir les relations qui existent entre les deux registres. Néanmoins, il reste intéressant de constater que les jeunes perçoivent l'institution à partir de cette partition binaire - registre combattant et registre des valeurs positives qu'elle peut incarner -, se départageant à égalité d'importance. La fréquence de l'emploi des mots *sécurité* (12 %) et *défense* (8 %) permet d'envisager la réalité d'une certaine articulation entre les deux registres. Les jeunes perçoivent l'armée dans son rôle protecteur pour le pays, tout en en saisissant les implications

que suppose sa dimension guerrière. Celle-ci reste associée aux risques encourus par les militaires et au courage que ceux-ci doivent déployer pour faire face aux conflits dans lesquels ils se trouvent impliqués.

Tableau 15

Fréquences d'apparition des mots les plus cités par les jeunes

Lexique combattant	
Guerre	19%
Armée	17%
Sécurité	12%
Lexique des valeurs	
Engagement	18%
Protection	16%
Courage	16%
Défense	8%
Lexique du rejet	
Strict	3%
Peur	1%
Inutile	1%

Lecture : 19 % des jeunes citent le mot « guerre » parmi les trois premiers qui leur viennent à l'esprit lorsqu'ils pensent à l'armée.

L'accroissement de la présence de l'armée sur son territoire, lié au risque terroriste, est constaté et admis par la jeunesse préoccupée par cette menace constante. En effet, 28 % des jeunes citent le *terrorisme* comme l'une des trois problématiques qui les préoccupent le plus, lui attribuant même un score supérieur aux *préoccupations liées à la crise sanitaire* (24 %) et à *l'accès à l'emploi* (22 %).

En plus de jouir d'une excellente image auprès des jeunes, l'armée est également jugée nécessaire. Ils sont une infime minorité à souhaiter sa *suppression* (2 %) et un sur deux (50 %) désire même *plutôt augmenter ses moyens*. Cela n'a pas toujours été le cas : en 1998, 22 % des jeunes considéraient l'institution

comme inutile⁷. De même, en 2011 ils étaient 4 % à partager cet avis⁸. Cette évolution montre que si l'armée a toujours été globalement bien perçue par la jeunesse française au cours des deux dernières décennies, la part de ses détracteurs est désormais quasiment nulle. (Voir en annexe graphique 20 – Nécessité d'augmenter les moyens de l'armée.)

Un jeune sur deux se rallie à l'idée qu'il faut augmenter les moyens de l'armée. Les affiliations politiques créent des écarts significatifs. Parmi les jeunes se positionnant très à droite de l'échelle politique, ils sont près de sept sur dix (68 %) à partager cet avis contre un tiers (33 %) des jeunes se classant à gauche. Les jeunes *prêts à risquer leur vie pour défendre leur pays* (70 %), ceux *s'intéressant beaucoup* aux questions militaires (84 %) ainsi que ceux *souhaitant plus tard avoir un métier dans l'armée* (65 %) sont aussi toujours plus nombreux à s'accorder sur la nécessité d'augmenter les moyens alloués à l'institution.

Les attentats ayant frappé la France lors de la dernière décennie – Merah en 2012 puis la vague de 2015 –, couplés à la présence de militaires français en opérations extérieures, notamment au Mali (Serval en 2013 puis Barkhane depuis 2014) et au Moyen-Orient (Chammal depuis 2014) viennent bouleverser le rapport que les jeunes entretiennent avec l'institution. Dans ce contexte, l'armée est plus que jamais jugée nécessaire à la protection des populations civiles. Alors que la diminution des conflits avant 2010 avait conduit à une réduction des dépenses militaires, ces deux éléments viennent rebattre les cartes. Depuis 2017, le budget des armées n'a cessé d'augmenter pour faire face à la menace terroriste. Les Français sont les premiers touchés par ces attentats. Ils comprennent la nécessité d'augmenter – ou *a minima* de maintenir – les moyens alloués aux armées. Ainsi, la lutte anti-terroriste justifie la nécessité d'augmenter le budget militaire et

7. O. Galland & J.-V. Pfirsch, « Les jeunes, l'armée et la nation », *Les Études du C2SD*, 1998, p. 29-30.

8. R. Hatto, A. Muxel & O. Tomescu, *Enquête sur les jeunes et les armées : images, intérêt et attentes*, Étude n° 10, Paris, IRSEM, 2011.

plus de neuf jeunes sur dix (91 %) souhaitent *accroître ou ne rien changer aux moyens financiers déployés*.

REPRÉSENTATIONS DU MÉTIER DE MILITAIRE

Au-delà de l'image que renvoie l'institution, il est également intéressant d'observer les représentations que les jeunes se font du métier militaire en tant que tel, mais aussi dans toutes ses composantes.

Les jeunes interrogés ont une opinion du métier largement favorable, conforme à l'image positive qu'ils ont de l'institution. Plus de huit jeunes sur dix (82 %) ont une *bonne* opinion du métier et plus d'un quart (27 %) d'entre eux déclarent même en avoir une *très bonne* opinion – cela sans différence aucune entre les filles et les garçons. Cette opinion très largement favorable est encore plus prononcée parmi les jeunes se classant politiquement à droite (89 %) et *très à droite* (90 %) ainsi que par ceux *prêts à risquer leur vie pour défendre leur pays* (94 %) ou *souhaitant le retour d'un service militaire obligatoire* (96 %). (Voir en annexe graphique 21 – Opinion du métier militaire.)

Au-delà des nouvelles menaces liées au terrorisme, un autre élément semble améliorer l'image que les jeunes entretiennent du métier militaire : la fin de la conscription. Aujourd'hui, les jeunes sont libres de s'engager s'ils le souhaitent. La voie militaire ne leur est plus imposée et « la figure du soldat citoyen a été remplacée par la figure du soldat professionnel⁹ ». Ce changement profond a très certainement participé au déclin de l'antimilitarisme qui était alors répandu dans les jeunes générations pendant les années 1960. Néanmoins, la conscription obligatoire ayant disparu, les jeunes sont désormais coupés de la réalité de l'expérience militaire. Cela peut renforcer une certaine idéalisation du métier perçu comme un symbole de protection et de courage, une représentation véhiculée notamment au travers des films de fiction, des séries télévisées ou encore des jeux vidéo qui sont dans leur paysage culturel familial.

9. A. Muxel, « Les jeunes Français pour une armée de protection », *op. cit.*, p. 7.

Par ailleurs, les préoccupations des jeunes se sont tournées vers des enjeux collectifs et de fait moins individualistes que ceux qui prévalaient dans les générations les ayant précédés¹⁰. Les valeurs d'altruisme et de solidarité définissent une sensibilité générationnelle qui se retrouve dans nombre de comportements et d'attitudes que les jeunes de la génération Z expriment et développent à leur façon dans leur relation aux autres et à l'ensemble de la société. Tout en étant conscients des risques auxquels les militaires font face, ces derniers se présentent comme des héros au service de l'intérêt collectif et de la protection de tous. Le militaire devient une figure emblématique des valeurs d'engagement et du don de soi que l'on retrouve dans l'importance de la mobilisation du lexique des valeurs positives que les jeunes associent à l'univers des armées.

Malgré l'appréciation positive que les jeunes ont du métier et de la symbolique qu'il représente, ils ne portent pas pour autant un intérêt particulier aux questions militaires. Ce contraste mérite d'être noté. Celles-ci ne les intéressent même qu'assez peu : seul un jeune sur dix (9 %) dit *s'y intéresser beaucoup*, et moins d'un tiers (30 %) *s'y intéresser assez*. Mais une majorité (61 %) reconnaît ne pas *s'y intéresser*.

Le niveau d'intérêt porté aux questions militaires est lié à un certain nombre de caractéristiques d'ordre sociodémographique et idéologique. En premier lieu, les filles (35 %) *s'intéressent nettement moins* à ces questions que les garçons (43 %). Cette différence est cependant à relativiser. En 2011, les filles étaient 27 % à *s'y intéresser* et près d'un garçon sur deux (47 %) était dans le même cas¹¹. Le déficit d'intérêt à ce sujet s'est donc atténué dans le temps, et ce d'autant plus que les garçons et les filles affichent un niveau de confiance très proche envers l'institution (respectivement 83 % et 81 %) ainsi que des opinions positives similaires à son égard (82 %).

Les jeunes se positionnant à droite de l'échelle politique déclarent plus souvent *s'intéresser* aux questions militaires que

10. R. Hatto, A. Muxel & O. Tomescu, *Enquête sur les jeunes et les armées*, *op. cit.*

11. *Ibid.*

les autres – 57 % des jeunes *plutôt de droite* et 68 % des jeunes *très à droite*. On remarque également que plus de la moitié des jeunes ayant un proche dans l'armée (53 %) déclarent s'y intéresser. De plus, l'intérêt pour ces questions est davantage lié au sentiment d'appartenance nationale (48 %) qu'à une autre échelle territoriale (39 % en moyenne). Enfin, 61 % des jeunes favorables à un leadership fort pour gouverner le pays témoignent aussi d'un intérêt plus marqué. Ces observations font ressortir la dimension du sentiment national et l'acceptation plus affirmée de l'autorité, voire de l'autoritarisme, qui restent associées à un intérêt pour les questions militaires. Mais la disponibilité des jeunes à s'engager et l'attractivité pour les armées dépassent ce socle d'opinions et englobent des attitudes relevant d'autres répertoires et motivations d'engagement. (Voir en annexe graphique 22 – Intérêt pour les questions militaires.)

Si les jeunes ont une bien meilleure image de l'armée que par le passé, jugée comme une institution utile, nécessaire et vectrice de valeurs positives, elle apparaît aussi comme plus éloignée de leur expérience personnelle et propice à une idéalisation au risque d'un décalage par rapport à la réalité du métier.

Néanmoins la matrice de la valeur d'engagement reste au centre de l'appréhension des armées par la génération Z. Un quart des jeunes (25 %) citent le métier militaire comme celui qui correspond le mieux à l'idée qu'ils se font de l'engagement, juste derrière les bénévoles (29 %), mais devant les médecins (14 %) et les pompiers (14 %). Les garçons et les élèves des filières professionnelles et technologiques font même passer les militaires devant les bénévoles pour incarner la valeur d'engagement (respectivement 28 % et 30 %).

À la différence des bénévoles, les militaires sont des professionnels et perçoivent une solde. Les militaires constituent la première activité professionnelle du classement retenu par les jeunes. Le corps militaire a depuis longtemps intégré le vocabulaire de l'engagement. On parle par exemple d'« engagés volontaires » pour décrire les nouvelles recrues. Couplé à l'héritage de la conscription, le métier continue de se positionner en dehors des codes professionnels : un militaire « s'engage » pour

une durée déterminée, et ne peut plus faire marche arrière une fois son contrat signé (hors période probatoire). Enfin, il touche une solde et non un salaire. Tous ces éléments renforcent la perception d'un métier relevant d'une voie atypique, difficilement comparable à d'autres professions, car supposant un engagement total. L'image du métier qui s'est forgée, et qui persiste au sein de la génération Z, est intrinsèquement liée à l'acceptation d'un engagement plein et entier. Une image emblématique, mais à double tranchant.

Que l'on soit pompier, médecin, militaire ou enseignant, on se porte au service des autres. On ne s'engage donc pas dans une carrière professionnelle quelconque, mais avant tout pour servir les populations. Ce principe commun permet d'expliquer certaines différences observées dans ce classement. Les *religieux* (3 %), les *politiques* (2 %) et les *syndicalistes* (2 %) sont directement pénalisés par la défiance dont les institutions qu'ils incarnent font l'objet. Par ailleurs, ils ont en commun de s'intéresser à des segments ciblés de la population et à des enjeux ne mettant pas nécessairement en avant l'intérêt de tous. Ainsi les *médecins* et les *pompiers* viennent-ils en aide à toute la population sans distinction, alors que les *politiques* et les *syndicalistes* élaborent des programmes fondés sur des orientations idéologiques, des arbitrages programmatiques et des valeurs qui sont différenciés.

Les *policiers* ne sont cités que par 3 % de jeunes, et arrivent donc très loin derrière les militaires. De toute évidence, leur métier ne correspond pas à l'idée que les jeunes se font de l'engagement. Certains événements récents ne sont pas sans faire écho à cette relative dépréciation. Des vidéos et articles partagés sur les réseaux sociaux et dans la presse relatant des faits de violences policières, certaines bavures, et une forme de répression ressentie par une partie de la population lors de manifestations, laissent penser que celle-ci ne perçoit plus forcément la police comme une institution qui la protège ni comme une profession animée par la valeur d'engagement. En effet, en 2020, 39 % des 18-24 ans considéraient les violences policières comme étant *représentatives d'un phénomène d'ordre*

plus général que marginal au sein de la police¹². (Voir en annexe graphique 23 – Idée que les jeunes se font de l’engagement pour chaque activité.)

RISQUER SA VIE

La valeur d’engagement reconnue au métier militaire trouve son débouché ultime dans le sacrifice de sa vie. Cette dimension rencontre un écho significatif au sein de la génération Z, une large majorité de jeunes (60 %) reconnaissant être prêts à risquer leur vie pour défendre leur pays, dont un quart affirme qu’ils le feraient certainement – plus des deux tiers des garçons (68 %) et une fille sur deux (51 %). Ces proportions sont élevées et confirment non seulement les dispositions altruistes mais aussi le souci de l’intérêt général que l’on observe dans les jeunes générations, et cela indépendamment du niveau de leur intérêt pour les questions militaires et pour les armées. En effet, près d’un jeune sur deux (46 %) sans intérêt particulier pour ces questions se dit prêt à risquer sa vie. Par ailleurs, près d’un jeune sur deux (49 %) se classant *très à gauche*, dont le lien aux armées apparaît toujours plus faible que parmi les jeunes de droite, se dit aussi prêt au sacrifice de sa vie pour défendre son pays. La dimension nationaliste compte dans cette disposition, les jeunes se définissant *avant tout par leur appartenance à leur pays* sont encore plus nombreux à accepter ce risque (72 %). Néanmoins plus de la moitié de ceux *se sentant appartenir avant tout à la communauté internationale* (52 %) se déclarent aussi prêts à le courir.

Le rapport au sacrifice ultime relève pour une partie significative des jeunes de la génération Z de l’ordre du patriotisme et de l’idéal républicain. (Voir en annexe graphique 24 – Être prêt à risquer sa vie pour défendre son pays.)

La question du sacrifice dépasse donc largement les clivages sociodémographiques et idéologiques des jeunes. Toutefois, l’enquête qualitative tempère quelque peu ce constat. Les *focus groups* indiquent que le risque de perdre la vie est bien pris en

compte par les jeunes évoquant leurs rapports au métier militaire. Par ailleurs, il apparaît aussi pour une proportion significative d’entre eux comme un frein à l’engagement militaire.

La valeur d’engagement lorsqu’elle est associée au registre combattant invite les armées à considérer la jeunesse de la génération Z dans ses capacités et aspirations, notamment en lien avec les questions relevant du rôle et de la place des femmes en leur sein. (Voir en annexe graphique 25 – Les implications de la fonction combattante.)

Pour la quasi-totalité des jeunes de la génération Z, *les femmes sont aussi capables de combattre que les hommes*. Les filles le pensent certes de façon quasi unanime (95 %), mais les garçons sont presque aussi nombreux à partager cette vision (89 %). Et parmi ceux qui aimeraient avoir un métier dans l’armée, neuf jeunes sur dix (91 %) adhèrent à cette reconnaissance de la place des femmes dans les actions de combat. Ce point ne fait donc plus question pour les jeunes.

Par ailleurs, si une large majorité d’entre eux se disent *prêts à risquer leur vie pour défendre leur pays*, un jeune sur deux (48 %) reconnaît aussi être prêt à tuer un ennemi *s’il le devait*. Les filles nettement moins que les garçons (34 % contre 60 %, soit -26 points), néanmoins celles qui y sont prêtes représentent une proportion non négligeable, plus d’un tiers (34 %).

► À retenir

Ces résultats doivent être pris en considération car ils redéfinissent les contours des profils des jeunes susceptibles de constituer le futur vivier de recrutement des armées. Ils ont des implications dans leurs attentes comme dans leurs conceptions du métier militaire, concernant aussi bien les garçons que les filles, et plus largement les interactions nouvelles que le genre implique au sein des armées.

12. Elabe, *Les Français et la police*, op. cit.

V. L'ARMÉE : OPTION D'ENGAGEMENT ET OPPORTUNITÉS

Plus d'un tiers des jeunes (38 %) de la génération Z envisagent de s'engager dans les armées, dont 8 % de manière certaine. Dans les faits, ces proportions pourront évoluer en raison des différentes trajectoires que les jeunes peuvent prendre et qui les orienteront dans les années à venir. Mais l'institution militaire a de fait un réel potentiel d'attractivité pour les jeunes générations, assez constant dans le temps depuis quelques années. L'un des enjeux de l'Observatoire est de comprendre les profils et les motivations des jeunes désireux ou non de s'engager, ainsi que les obstacles pouvant freiner leur passage à l'acte d'engagement. Il s'agira de différencier les « hésitants », soit les jeunes potentiellement intéressés par l'engagement militaire, de ceux qui se déclarent au moment de cette enquête « certains » de vouloir s'engager.

Qu'est-ce qui les rassemble et qu'est-ce qui les différencie ? Ont-ils les mêmes profils socioculturels ? Partagent-ils ou non les mêmes valeurs et les mêmes convictions ? Que peut-on repérer des signes de proximité qu'ils entretiennent vis-à-vis du monde militaire et des incidences de l'influence familiale ou de leur entourage ? Autant de questions dont les réponses permettront de mieux comprendre les visions comme les attentes des jeunes en matière d'engagement et de mieux cerner la façon dont ils apprécient les caractéristiques spécifiques à la vie militaire.

MOTIVATIONS ET PROFILS D'ENGAGEMENT DANS LES ARMÉES

Caractéristiques socioculturelles associées à l'engagement

L'âge n'est pas un facteur significatif permettant d'expliquer le désir d'engagement des jeunes dans les armées, mais il joue un rôle dans l'attraction pour certains domaines particuliers du métier. Le domaine combattant est le premier à attirer les jeunes. Mais on observe une plus forte proportion de jeunes de 16 ans

attirés par le combat et les opérations extérieures (38 %), que de jeunes de 17 ans (31 %) ou 18 ans (23 %). Ces derniers, bien que considérant ce domaine comme le plus attractif, accordent néanmoins un intérêt à d'autres domaines au sein des armées tels que la recherche, l'innovation, l'administration publique ou les ressources humaines. On observe par exemple que 12 % des jeunes de 18 ans sont attirés par le domaine administratif alors que seuls 6 % des jeunes de 16 ans sont dans ce cas.

On observe donc un effet d'âge : les tout jeunes sont plus attirés par le combat. Gagnant des années, ils se tournent aussi vers d'autres métiers ou champs de compétences au sein des armées.

La proportion de jeunes laissant la porte ouverte à un futur engagement militaire fluctue en fonction du genre étudié. Là où 44 % des garçons envisagent de s'engager, la part de filles souhaitant faire de même est plus faible (32 %, soit -12 points). Un réel mouvement de féminisation des armées opère depuis plusieurs années. La proportion de femmes dans l'armée est ainsi passée de 8 % en 1995 à près de 15 % aujourd'hui¹ contre seulement 12 % en Espagne et 8 % en Allemagne². Mais l'institution reste toujours plus attractive pour un contingent masculin. (Voir en annexe graphique 26 - Désir d'avoir un métier dans l'armée.)

Parmi les jeunes « certains » de vouloir entreprendre une carrière militaire (8 %) l'écart entre les sexes se creuse de façon encore plus marquée. La proportion de garçons « certains » de vouloir s'engager (11 %) est presque deux fois plus importante que celle que l'on mesure parmi les filles (6 %).

1. L. Besse & C. Coton, « Introduction : L'armée au miroir de la jeunesse », *Agora débats/jeunesses*, 2 (2), 2019, p. 41-54.

2. R. Hatto, A. Muxel & O. Tomescu, *Enquête sur les jeunes et les armées*, op. cit.

Tableau 16

Choix des armées en fonction du sexe (parmi ceux qui pourraient s'engager, %)

	Gendarmerie	Marine	Armée de terre	Armée de l'air	Sécurité civile
Homme	12%	13%	46%	21%	8%
Femme	21%	13%	35%	16%	14%

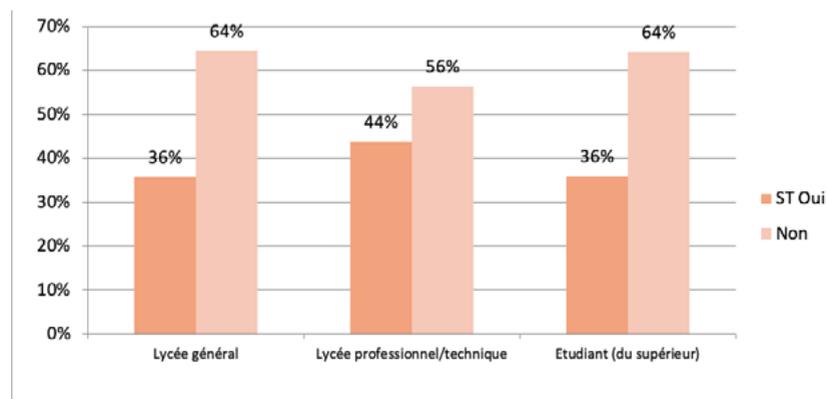
L'émancipation féminine est aussi un processus de déconstruction de nombre de stéréotypes. Mais ceux-ci perdurent y compris chez les jeunes de la génération Z. Parmi ceux qui souhaitent s'engager dans l'armée, les filles sont plus attirées par la communication (10 % contre 4 %), la sécurité civile (14 % contre 8 %) et la gendarmerie (21 % contre 12 %), tandis que les garçons sont plus nombreux à choisir les métiers de combattants (38 % contre 21 %) et l'armée de terre (42 % contre 35 %).

Par ailleurs, le combat et les opérations extérieures sont plus attractifs pour les garçons (38 % contre 21 %). Le domaine médical attire bien plus les filles (28 %) que les garçons (8 %). Ces écarts ne signifient pas que l'armée est un univers atypique mais bien qu'elle amplifie les différenciations qui sont toujours à l'œuvre dans la vie civile. L'attraction des filles pour le domaine de la santé et le domaine médical est un prolongement logique du lien qui est fait à la maison, à l'école ou à l'hôpital entre la prise en charge des enfants, des élèves et des malades majoritairement assurée par des femmes. Ce lien conduit à inscrire durablement les femmes dans les activités d'éducation et de soins, par conséquent à les cantonner dans des rôles précis. En cela, la préférence des filles pour le *care* dans l'armée ne fait que traduire l'essentialisation des différences liées au genre dans la société. D'ailleurs, cette essentialisation vise aussi les garçons dans la mesure où ils préfèrent les domaines virils de l'armée. La préférence pour des activités à connotation masculine, en l'occurrence le combat, prolonge dans le domaine militaire l'institutionnalisation des différences entre les hommes et les femmes qui prédomine encore dans la société.

Un désir d'engagement corrélé au statut des jeunes

En France aujourd'hui la population des 16-18 ans se répartit de la façon suivante : sur dix jeunes, six étudient dans un lycée général, deux étudient dans un lycée professionnel ou technologique, un et demi fait des études supérieures tandis que le reste est composé d'actifs, de chômeurs, de collégiens ou de jeunes se retrouvant dans d'autres situations.

Désir d'exercer le métier de militaire en fonction du statut actuel des jeunes (%)



Parmi ces différents parcours, les étudiants en lycée professionnel ou technique sont plus enclins à l'engagement militaire que les autres. Ils sont ainsi 44 % à se déclarer volontaires pour exercer le métier de militaire dans un futur plus ou moins proche. Cette tendance est un peu moins affirmée parmi les étudiants en lycée général et ceux en études supérieures (respectivement 36 %). Parmi les jeunes souhaitant s'engager on retrouve une proportion significative d'élèves encore au collège, d'apprentis, de chômeurs et d'actifs, soit souvent des jeunes aux parcours scolaires plus problématiques. L'armée est représentative d'une « deuxième chance³ » et est un pôle attractif de fait pour nombre d'entre eux.

3. J. Zaffran, « La force et la forme, discipline et socialisation des jeunes sans diplôme en internant d'inspiration militaire », *op. cit.*

Un choix de domaine dépendant du statut et du contexte de vie actuels des jeunes

Le statut actuel des jeunes influe également sur le choix du domaine qu'ils souhaiteraient intégrer. Le combat et les opérations extérieures restent leur premier choix. Toutefois, on observe un lien entre le niveau d'études et d'autres options qui pourraient être envisagées. Les jeunes en études supérieures sont davantage attirés par le milieu de la recherche et de l'innovation que les autres (19 % contre 12 % de l'ensemble des jeunes interrogés).

Le milieu social des parents n'apporte qu'un faible éclairage au désir d'engagement militaire des jeunes. En effet, la situation financière des parents, leurs activités professionnelles ou leurs origines géographiques ne font pas apparaître d'incidences évidentes sur la volonté d'engagement militaire de leurs enfants.

Néanmoins les jeunes vivant dans des situations particulières telles qu'en foyer ou chez un autre membre de leur famille que leurs parents, se montrent plus disposés à s'engager que les autres. Six jeunes sur dix vivant chez un autre membre de leur famille envisagent de s'engager dans l'armée. Parmi eux, deux d'entre eux déclarent être certains de vouloir s'engager. De la même façon, 50 % des jeunes vivant en internat ou en foyer envisagent l'engagement, dont 15 % de façon certaine. La vulnérabilité liée à des situations familiales ou personnelles difficiles amplifie le désir de ces jeunes de rejoindre les corps militaires. L'institution agit comme un cadre pouvant répondre à une certaine quête de stabilité, voire de protection. Le contexte de vie des jeunes est donc davantage prescripteur d'un éventuel engagement que le milieu social de leurs parents.

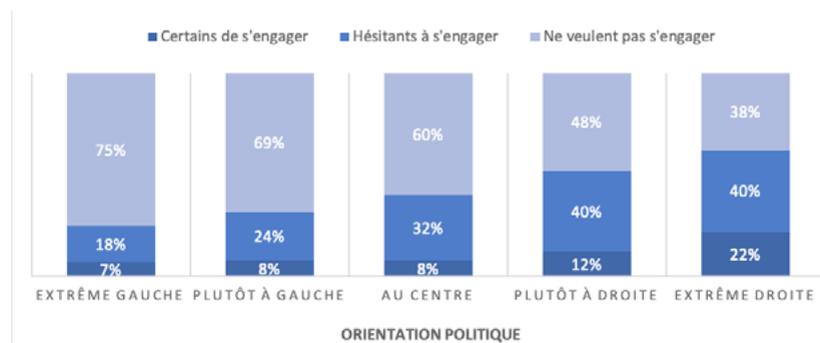
La place des convictions et des valeurs

Les jeunes de la génération Z sont nombreux à se reconnaître dans un positionnement politique hors de la bipolarité gauche-droite (47 %). Parmi ceux qui se classent au sein de ce clivage, ils sont près de quatre fois plus nombreux à se classer à gauche

(40 %) qu'à droite (12 %). Ils sont très peu à se classer sur les positions extrêmes d'une échelle en 10 points (seuls 2 % d'entre eux se placent très à droite et 9 % très à gauche). Néanmoins, on observe des tropismes idéologiques qui favorisent ou au contraire freinent les désirs d'engagement.

- *Un plus fort désir d'engagement chez les jeunes se classant à droite et déclarant une appartenance religieuse*

Dispositions à s'engager et orientation politique (%)



Plus d'un jeune sur deux (52 %) se plaçant plutôt à droite désire s'engager contre un tiers (32 %) des jeunes se classant plutôt à gauche. Parmi ceux qui se classent sur les positions extrêmes, certes peu nombreux, l'effet d'une orientation idéologique de droite est encore plus marqué : 62 % des jeunes se classant très à droite envisagent de s'engager contre seulement un quart (25 %) des jeunes très à gauche, soit un écart de 37 points. Ceux qui se classent très à droite se distinguent des jeunes plutôt de droite par le degré de certitude de leur projet d'engagement. Si la proportion d'« hésitants » est sensiblement la même parmi les deux catégories (40 % environ), la proportion de « certains » double d'une catégorie à l'autre. Elle passe de 12 % pour les jeunes plutôt à droite à 22 % pour ceux se situant très à droite. Les jeunes à l'extrême droite de l'échiquier politique sont donc de loin et de tous les plus attirés par l'engagement, et ce de façon plus déterminée que les autres. Quant aux jeunes se classant plutôt à droite,

ils sont plus attirés par l'engagement militaire que les jeunes de gauche mais ils hésitent davantage à passer à l'acte.

Dans la génération Z, le tropisme de droite associé à l'engagement militaire résiste donc bien. Mais c'est sans compter la proportion importante des jeunes qui ne se classent ni à gauche ni à droite parmi lesquels quatre sur dix se montrent éventuellement disponibles pour ce type d'engagement. Et la disponibilité que l'on mesure parmi les jeunes de gauche est loin d'être négligeable : 25 % des jeunes se plaçant à l'extrême gauche et 32 % de ceux qui se disent plutôt de gauche. De toute évidence l'engagement militaire s'ouvre à d'autres univers politiques.

Enfin, l'affiliation religieuse constitue également une variable méritant d'être prise en considération dans le cadre de cette enquête. Les jeunes pratiquants ou non sont en proportion plus grande (43 %) à vouloir s'engager que les non-religieux (34 %). La très faible différence d'opinion observée entre les pratiquants réguliers, occasionnels et religieux non pratiquants montre que la corrélation entre la croyance religieuse et le désir d'engagement s'arrête au fait d'adhérer ou non à une religion. Les jeunes affiliés à une religion se montrent plus intéressés par la possibilité d'une carrière militaire que les jeunes sans religion, mais le niveau de leur pratique n'entre pas en ligne de compte.

L'enquête ne renseigne pas sur l'incidence d'une religion en particulier. Les travaux réalisés par Hatto, Muxel et Tomescu en 2011⁴ avaient néanmoins conclu à une plus forte attirance des catholiques pour le métier militaire que les autres religions. Mais nombre d'indices dans la période récente font état d'une diversification des appartenances sociales et culturelles, y compris concernant les religions, au sein des armées.

Le choix entre la liberté et l'ordre

Invités à choisir entre les valeurs d'ordre et de liberté, la majorité des jeunes interrogés (58 %) privilégient la liberté à l'ordre, et les filles plus que les garçons (62 % contre 55 %). Mais comment

4. R. Hatto, A. Muxel & O. Tomescu, *Enquête sur les jeunes et les armées*, op. cit.

se différencient-ils selon leurs dispositions à l'égard de l'univers militaire ? Observe-t-on des écarts significatifs d'un répertoire de valeurs spécifique à ceux qui souhaitent s'engager ?

Tableau 17

Préférence pour l'ordre ou la liberté en fonction du rapport à l'armée (%)

	Préfère plus d'ordre, même si ça entraîne moins de liberté	Préfère plus de liberté, même si ça entraîne moins d'ordre
Ensemble (100%)	42	58
Sexe		
Homme (100%)	45	55
Femme (100%)	38	62
Questions relatives aux armées		
Aimerait avoir plus tard un métier dans l'armée		
Oui, certainement (100%)	59	41
Oui, peut-être (100%)	47	53
Non (100%)	37	63
S'intéresse aux questions militaires		
Oui (100%)	50	50
Non (100%)	37	63
Serait prêt à risquer sa vie pour défendre son pays		
Oui (100%)	46	54
Non (100%)	36	64
Opinion du métier militaire		
Bonne (100%)	45	55
Mauvaise (100%)	28	72
Souhaite le retour d'un service militaire obligatoire		
Oui (100%)	54	46
Non (100%)	35	65
Considère les armées comme attractives sur le marché de l'emploi		
Oui (100%)	43	57
Non (100%)	40	60

Les jeunes qui développent une vision positive de l'armée, que ce soit au travers de leurs dispositions à l'engagement (59 % des « certains ») ou parce qu'ils souhaitent le retour d'un service militaire obligatoire (54 %), privilégient davantage l'ordre. La moitié (50 %) des jeunes qui s'intéressent aux questions militaires déclarent aussi *préférer l'ordre, même si cela entraîne moins de liberté* (contre 42 % des jeunes en moyenne).

Cette même dynamique s'observe pour les jeunes ayant une bonne opinion du métier militaire (45 % contre 28 % ayant une image négative) et pour ceux qui se disent prêts à risquer leur vie pour défendre leur pays (46 % contre 36 % qui n'y sont pas prêts). Mais on remarquera que parmi ces derniers le choix de la liberté l'emporte (respectivement 55 % et 54 %). Ainsi, l'attrait pour le monde militaire reste associé à une plus grande sensibilité à l'ordre. Plus les jeunes témoignent d'une proximité avec l'institution, voire d'un désir d'engagement, plus celle-ci est affirmée.

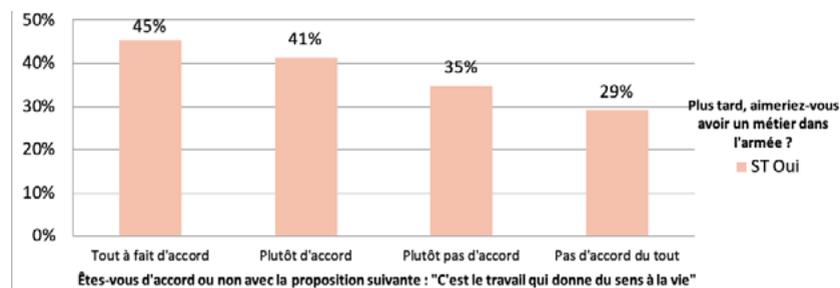
Il existe un certain besoin d'autorité et de cadrage chez les jeunes qui envisagent une carrière militaire⁵. Cet attrait pour l'autorité est aussi présent dans leur rapport à la démocratie. Si, à l'échelle du pays, la dérive autoritaire fait peur – seuls 17 % des jeunes affirment qu'une façon non démocratique de diriger le pays serait acceptable –, les jeunes prêts à s'engager sont 40 % à considérer que *le fait d'être gouvernés par un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement et des élections serait une meilleure chose que le système démocratique actuellement en place dans le pays*. C'est un point qui mérite réflexion et qui doit être pris en compte dans les dispositifs de la formation à la citoyenneté au sein desquels les armées ont toute leur place et jouent un rôle déterminant.

Le moteur de sens que représente la valeur du travail militaire

Sur la totalité des jeunes interrogés, plus d'un sur deux (51 %) estime que *c'est le travail qui donne du sens à la vie*. Ils sont 12 % à être tout à fait d'accord et 39 % à être plutôt d'accord avec cette vision du travail comme moteur de sens.

5. J. Zaffran, « La force et la forme, discipline et socialisation des jeunes sans diplôme en internant d'inspiration militaire », *op. cit.*

Désir d'exercer le métier de militaire en fonction de la perception du travail comme créateur de sens (%)



Les jeunes disponibles pour un éventuel engagement militaire sont plus nombreux que les autres à souscrire à cette représentation du travail : 42 % d'entre eux contre seulement 33 % parmi ceux qui ne souhaitent pas s'engager. Moins les jeunes accordent de l'importance au sens du travail, moins ils sont attirés par un engagement de ce type. Cette simple corrélation révèle bien le caractère singulier du métier militaire qui apparaît pour les jeunes de la génération Z comme une vocation plus que comme un métier comme un autre. (Voir en annexe graphique 27 – Attractivité des armées sur le marché de l'emploi.)

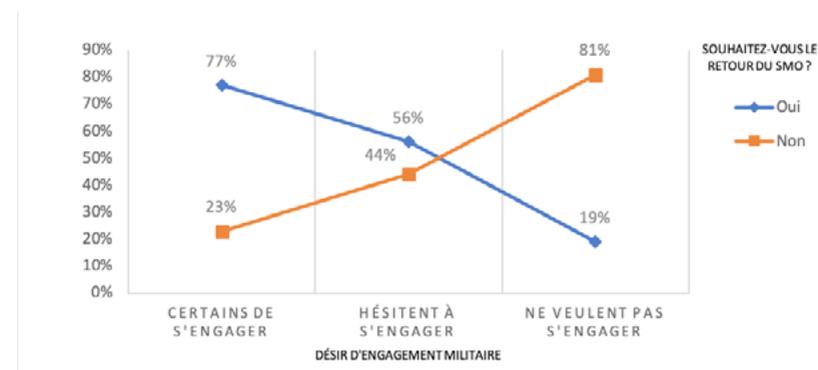
Mais si la dimension vocationnelle est importante, une majorité de jeunes (53 %), prêts ou pas à s'engager, considère aussi que les armées sont attractives sur le marché de l'emploi en France aujourd'hui. 61 % des « hésitants » et même 46 % de ceux qui répondent explicitement ne pas vouloir s'engager ne dénie pas leur attractivité, les jeunes scolarisés en lycée professionnel ou technologique ainsi que les actifs plus que les autres (respectivement 59 % et 65 % contre 50 %). Mais le fait qu'un lycéen de l'enseignement général sur deux considère les armées comme un réservoir d'emplois attractifs mérite attention. Il y a là un potentiel de rayonnement en direction des jeunes de la génération Z qu'il ne faut pas négliger. Mais, sans surprise, plus les jeunes sont « certains » de s'engager, plus ils trouvent les armées attractives (79 % contre 22 % parmi ceux qui ne souhaitent pas s'engager). Il est donc important pour l'institution d'être en capacité de définir les facteurs d'attractivité qu'elle peut développer en

direction des jeunes, cela pour assurer notamment un flux plus important de jeunes « certains » de s'engager.

Éléments de socialisation militaire

L'Observatoire révèle que plus d'un tiers (35 %) des jeunes de la génération Z souhaitent le retour du service militaire obligatoire, avec une légère différence selon le genre et des disparités importantes selon les orientations politiques. Mais cette proportion dénote une sensibilité non négligeable d'une partie de la jeunesse concernant cette éventualité. Les garçons sont ainsi 39 % à souhaiter son retour contre 30 % des filles, et les jeunes se classant très à droite sont 63 % à le souhaiter contre 21 % des jeunes se classant très à gauche.

Désir d'exercer le métier de militaire en fonction du souhait du retour du service militaire obligatoire (%)



Une attitude favorable au retour d'un service militaire obligatoire est plus fréquente parmi les jeunes disposés à s'engager. Plus des trois quarts des jeunes (77 %) disposés à s'engager souhaitent son retour (56 % de ceux qui sont hésitants et seulement 19 % de ceux qui ne veulent pas s'engager). Le SMO reste une option associée au désir d'engagement ou à une proximité étroite avec l'institution. Mais on observe que la possibilité d'un service militaire volontaire (SMV) correspond aussi à une demande

dans la jeunesse : 47 % des jeunes y sont favorables (51 % des garçons et 43 % des filles). Le service militaire volontaire « reste une option non négligeable pour les jeunes en quête de militarité.

La valeur d'engagement des jeunes s'est plutôt renforcée depuis quelques années et les actions bénévoles ainsi que les adhésions dans le champ associatif sont plutôt en augmentation⁶. L'explosion de la demande des jeunes à effectuer un service civique exprime cette nécessité ressentie au sein des jeunes générations de s'impliquer dans la société. L'Observatoire enregistre l'importance de cet élan : 70 % des jeunes, et les filles encore plus que les garçons, se disent prêts à s'engager dans une expérience de ce type. (Voir en annexe graphique 28 - Types d'engagement au sein des armées et de la société civile.)

Les velléités d'engagement associées au monde militaire sont loin d'être négligeables et concernent entre quatre et cinq jeunes sur dix, les garçons plus que les filles. Quant à l'éventualité d'une intégration dans la Réserve opérationnelle, un tiers des jeunes de la génération Z (34 %) se dit prêt à l'envisager.

- *Socialisation militaire par les pères et par les proches*

La fin de la conscription en 1997 et la professionnalisation des armées marquent une diminution du nombre des pères des jeunes de la génération Z ayant effectué leur service militaire. Aujourd'hui, plus de 21 % des jeunes interrogés déclarent que leur père n'a pas effectué de service militaire contre 16 % en 2011⁷ et cette tendance à la baisse ne pourra que s'accroître avec le temps. La socialisation paternelle dans ce domaine joue de fait un rôle mineur et de moins en moins significatif dans le désir d'engagement des jeunes. Par ailleurs, l'obligation de la conscription, selon la façon dont elle était vécue et ressentie par le père, n'est pas nécessairement associée à une expérience positive

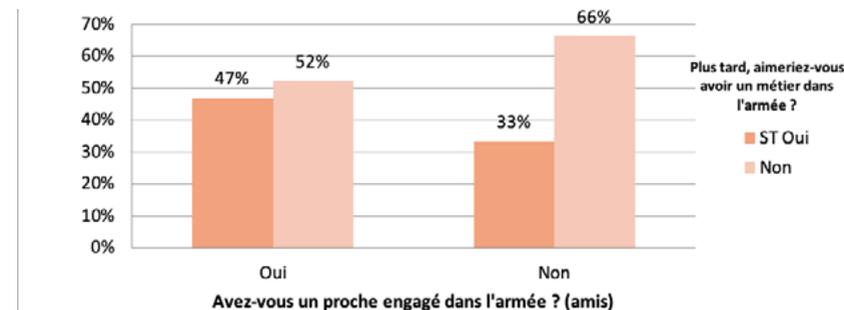
6. Voir le dossier de la revue *Les Champs de Mars* dirigé par Anne Muxel, notamment son introduction « L'engagement, s'engager. Nouvelles problématiques », *Les Champs de Mars*, n° 33, 2019/2, p. 11-16.

7. R. Hatto, A. Muxel & O. Tomescu, *Enquête sur les jeunes et les armées*, op. cit., p. 160.

susceptible de susciter un désir d'engagement à la génération suivante. (Voir en annexe graphique 29 - Avoir des proches dans l'armée.)

La socialisation militaire et des éléments de sensibilisation à l'univers des armées opèrent désormais davantage par l'intermédiaire de l'entourage des proches et des amis. Sur l'ensemble de la population, près de la moitié des jeunes interrogés (49 %) ont un proche dans l'armée, que ce soit dans leur famille ou parmi leurs amis. C'est une proportion importante qui indique la présence d'une certaine familiarité avec les armées au sein de la population française, et donc aussi des jeunes de la génération Z. Un tiers des 16-18 ans (33 %) comptent un militaire parmi leurs amis. C'est une voie d'accès au monde des armées qui se fait par des échanges affectifs et selon des modes de sociabilité et d'interconnaissance dont on sait qu'ils sont des vecteurs de socialisation efficaces, et donc potentiellement de socialisation militaire.

Désir d'exercer le métier de militaire parmi les jeunes ayant au moins un proche engagé ou non (amis) (%)



Les jeunes ayant un proche dans l'armée voient considérablement augmenter leurs chances de vouloir s'engager : près d'un sur deux (47 %) contre un tiers (33 %) des jeunes n'ayant aucun proche au sein de l'institution. Depuis la professionnalisation des armées, ceux qui choisissent de s'engager le font d'abord par choix, par passion, ou pour des causes plus altruistes qu'individualistes. Au temps de la conscription militaire obligatoire, il s'agissait de répondre avant tout à son devoir patriotique, et

l'armée n'était pas nécessairement envisagée comme une possibilité de carrière.

La capacité de transmettre est facilitée dès lors que le choix de l'engagement est volontaire. Par ailleurs les modalités de la socialisation se font de façon plus horizontale aujourd'hui, et le groupe des pairs y joue un rôle essentiel. De plus, la temporalité est différente et peut jouer sur les conditions d'une éventuelle socialisation militaire. Là où l'ami peut évoquer son expérience présente, le père ayant effectué son service une vingtaine d'années auparavant doit se plonger dans ses souvenirs. Il peut en résulter un retour d'expérience imprécis, probablement fondé davantage sur un ressenti que sur des informations concrètes et encore valables. Ces éléments constituent des hypothèses qu'il conviendrait de confirmer lors de prochains travaux.

Motivations mises en avant par les jeunes eux-mêmes

Plus que par des aspects ou par des bénéfices concrets, les jeunes intéressés par l'engagement militaire justifient leur attrait d'abord par des raisons morales : la volonté de protéger les populations et d'œuvrer pour son pays.

L'engagement dans l'armée est relié au sens du collectif et à un certain altruisme, couplés au dépassement de soi. Le désir d'action et le goût pour l'aventure sont également cités. La jeunesse de la génération Z est en quête de sens et s'éloigne des aspirations individualistes que les précédentes générations recherchaient peut-être davantage. C'est par un projet orienté par des valeurs et des idéaux collectifs que les jeunes cherchent des formes d'expression et de participation à la vie sociale, y compris dans le cadre d'un engagement militaire. (Voir en annexe graphique 30 – Raisons pouvant conduire à l'engagement militaire des jeunes.)

Cette observation fait écho à l'évolution des préoccupations des jeunes au cours des dernières décennies. Davantage centrées sur des préoccupations individuelles à l'aube des années 2000, où le chômage apparaissait comme une problématique de premier plan, les attentes principales des jeunes de la génération Z

se tournent de plus en plus vers les autres⁸. Que ce soit dans leur rapport aux inégalités sociales grandissantes ou à la problématique du changement climatique, la jeunesse désire s'engager pour des causes plus holistiques que par le passé. L'armée peut combler cette quête de sens en offrant à ceux qui souhaitent rejoindre ses rangs l'opportunité d'œuvrer pour une cause dépassant les simples aspirations opportunistes. Dans ce changement de paradigme, l'engagement apparaît comme une façon de concrétiser un besoin d'altruisme, dépassant les seuls intérêts individuels au profit d'idéaux plus collectifs.

Mais, dans le contexte de la crise sanitaire actuelle, certains indicateurs montrent que ces aspirations se trouvent concurrencées par des intérêts plus pragmatiques notamment concernant le travail. La pandémie a affecté l'économie du pays et avec elle les conditions d'accès à l'emploi dans de bonnes conditions pour de nombreux segments de la jeunesse. Le sondage Odoxa en date du 19 janvier 2021 indique que plus d'un jeune actif sur deux (52 %) craint de ne pas pouvoir conserver son emploi ou d'en trouver un. De nouvelles attentes et inquiétudes liées aux conditions d'insertion sociale et professionnelle peuvent aussi affecter de diverses manières les projets d'engagement dans les armées. Celles-ci peuvent être perçues comme une ressource supplémentaire dans le contexte d'une crise sanitaire mais aussi économique aux conséquences durables.

L'ascension sociale que permettraient les métiers militaires n'est pas perçue comme l'une des principales raisons conduisant à l'engagement des jeunes. Parmi toutes les raisons proposées pouvant conduire au désir de s'engager, seuls 2 % ont cité l'armée comme une façon d'améliorer leur statut social. De même, l'opportunité de bénéficier d'une formation professionnelle n'est que très peu citée (6 %). Les jeunes ne perçoivent pas l'armée comme une institution professionnalisante, ou tout du moins, ce n'est pas la raison première de leur potentiel engagement.

Aucune différence notable ne se dégage entre les motivations des jeunes qui souhaitent s'engager de façon certaine ou qui se

8. *Ibid.*

montrent encore hésitants. Leurs motivations sont en bien des points communes : l'altruisme, la protection et la défense des populations civiles, la possibilité de faire quelque chose pour son pays. Les jeunes se disant « certains » de s'engager apparaissent encore plus affirmés que les « hésitants » dans ces motivations.

Des motivations différentes en fonction du sentiment d'appartenance territoriale

On observe une différenciation des raisons d'engagement en fonction du sentiment d'appartenance territoriale des jeunes. Les jeunes se sentant avant tout appartenir à leur pays sont davantage disposés à s'engager que les autres. Ils sont en premier lieu tournés vers les questions portant sur la protection des populations civiles et sur la possibilité de faire quelque chose pour leur pays – respectivement 40 % et 36 % (contre 32 % et 28 % pour l'ensemble des jeunes interrogés). À l'inverse, les jeunes se sentant avant tout appartenir à leur quartier ou à leur ville mettent davantage en avant des raisons individuelles ou directement professionnelles. Ainsi, 15 % des jeunes se sentant appartenir avant tout à leur quartier déclarent qu'une des raisons qui pourrait les conduire à l'engagement serait la possibilité de gagner leur vie (contre seulement 5 % des jeunes se sentant appartenir avant tout à leur pays). De la même façon, ils sont 10 % à déclarer que l'engagement constitue une opportunité de bénéficier d'une formation professionnelle, là où cette raison n'est citée que par 4 % des jeunes se sentant appartenir avant tout à leur pays.

Si, de manière générale, les raisons qui pourraient pousser les jeunes à s'engager sont majoritairement tournées vers des aspirations collectives, une appartenance territoriale privilégiée à l'échelle locale nuance ces observations au profit de motivations sinon plus individualistes, en tout cas plus utilitaristes et pragmatiques.

Des profils d'engagement ou de non-engagement dans les armées

Considérant l'ensemble des paramètres et des facteurs que nous venons de passer en revue pour cerner les motivations des jeunes à s'engager éventuellement dans les armées – socio-démographiques, en matière de valeurs, de convictions et d'appartenances, liés à l'intérêt pour l'institution militaire ou aux conditions de socialisation – les trois profils identifiés comme « certains » de s'engager, « hésitants » ou « ne voulant pas s'engager » présentent des caractéristiques distinctes. Il est important pour l'institution de saisir les particularités de ces trois catégories pour comprendre les différents rapports qu'entretiennent les jeunes de la génération Z à l'engagement. Le tableau ci-dessous s'attache à la composition de ces trois groupes et récapitule les éléments les plus repérables permettant de les différencier.

Tableau 18. Récapitulatif des profils des dispositions des jeunes envers l'engagement militaire (%)

	Profils des dispositions des jeunes à s'engager dans les armées (n = 3042)			
	« Certains » de s'engager (n = 258)	« Hésitants » à s'engager (n = 889)	Ne veulent pas s'engager (n = 1895)	Ensemble (%)
A. Variables sociodémographiques	100%	100%	100%	100%
Sexe				
Homme	66	55	31	49
Femme	34	45	69	51
Statut actuel				
Élève en lycée général	49	59	62	60
Élève en lycée professionnel ou technique	28	22	18	20
Étudiant (du supérieur)	15	14	16	15
Actif, chômeur	6	4	3	4
Autre	2	1	1	1
B. Valeurs et convictions	100%	100%	100%	100%
Orientation politique				
Très à gauche (1-2)	7	5	10	9
Plutôt à gauche (3-4)	29	26	35	32
Plutôt au centre (5-6)	43	52	46	47
Plutôt à droite (7-8)	15	14	8	10
Très à droite (9-10)	6	3	1	2

Pratique religieuse				
Pratiquant régulier	13	7	6	7
Pratiquant occasionnel	21	26	20	22
Non pratiquant	13	9	8	9
Sans religion	53	58	66	62
Ordre ou liberté				
Préfère l'ordre à la liberté	59	47	37	42
Préfère la liberté à l'ordre	41	53	63	58
Pour un leadership autoritaire				
Oui	40	22	12	16
Non	60	78	88	84
C'est le travail qui donne du sens à la vie				
D'accord	61	56	48	51
Pas d'accord	39	44	52	49
C. Intérêt institutionnel et socialisation militaire	100%	100%	100%	100%
Considérez-vous les armées comme attractives ?				
Oui	78	61	46	53
Non	22	39	54	47
Souhaitez-vous le retour du SMO ?				
Oui	77	56	19	35
Non	23	44	81	65
Votre père a-t-il effectué son service militaire ?				
Oui	68	65	62	63
Non	20	20	22	21
Je ne sais pas	11	14	15	15
Je ne souhaite pas répondre	1	1	1	1
Avez-vous au moins un proche dans l'armée (amis) ?				
Oui	55	38	28	32
Non	45	62	72	68

Commençons par le premier profil. Les jeunes certains de vouloir embrasser une carrière militaire se comptent en plus grand nombre parmi les garçons que parmi les filles, deux fois plus (66 % contre 34 %). Néanmoins la présence d'un tiers de filles dans ce contingent décidé à s'engager confirme le mouvement de féminisation de l'institution qui s'accroît d'année en année. Ces jeunes se recrutent plus fréquemment parmi les élèves des filières professionnelles ou technologiques. Mais on en compte une moitié qui étudie dans un lycée d'enseignement général.

Concernant leurs valeurs et leurs convictions, ils sont plus nombreux que les autres à reconnaître une affiliation plutôt à droite. Ils sont plus attirés par les valeurs d'ordre et d'autorité, et investissent le travail d'une valeur de sens pour laquelle l'armée représente sans doute un débouché cohérent. C'est aussi dans ce profil que l'on compte le nombre le plus important de jeunes pratiquants religieusement. Néanmoins la religion ne joue pas un rôle prépondérant puisque plus de la moitié des jeunes certains de s'engager (53 %) se déclarent sans religion.

Mais ce sont surtout les paramètres témoignant d'une plus grande proximité avec le monde militaire qui les distinguent. Ils sont ainsi nettement plus nombreux à considérer les armées comme attractives sur le marché de l'emploi, à se prononcer pour le retour d'un service militaire obligatoire et surtout à avoir un proche, notamment un ami, déjà engagé dans l'armée. Plus d'un jeune sur deux (55 %) fait état de cette situation. Il s'agit donc d'un profil de jeunes pour lequel certains éléments structurants d'une socialisation militaire sont déjà bien en place.

Le profil des jeunes se montrant disponibles pour s'engager mais néanmoins « hésitants » est plus difficile à cerner. Il s'agit d'un profil intermédiaire, à mi-chemin de la détermination des jeunes du premier groupe et des attitudes de rejet et de refus qui caractérisent le troisième profil. On constate un rapport plus équilibré entre les garçons et les filles (55 % de garçons et 45 % de filles) et comparativement au profil des jeunes certains de s'engager davantage de lycéens de l'enseignement général.

Ces jeunes se caractérisent aussi par des affiliations politiques plus indéterminées et se situant majoritairement en dehors de la bipolarisation gauche-droite (52 %). La religion ne joue pas de rôle particulier ; 58 % des jeunes hésitants se déclarent sans religion. En revanche, ils se distinguent des jeunes appartenant au premier profil par des attitudes nettement plus en retrait concernant leur adhésion à l'ordre (-12 points) ou pour un leadership autoritaire (-18 points). Bien qu'une majorité, ils sont aussi moins nombreux à adhérer à l'idée que c'est le travail qui donne du sens à la vie (-5 points).

De la même façon, ils présentent certains signes de proximité avec les armées, mais de façon nettement moins affirmée que dans le premier groupe. Leur adhésion au retour d'un service militaire obligatoire est majoritaire mais moindre (-21 points). De même, ils sont moins nombreux à déclarer qu'ils ont un proche dans l'armée (38 %, soit -17 points).

Enfin, le troisième profil constitué des jeunes qui n'envisagent pas la possibilité de s'engager dans les armées se montre très différent sur la plupart des indicateurs pris en compte. Composé pour les deux tiers de filles (69 % contre 31 % de garçons), il apparaît aussi plus ancré parmi les élèves de l'enseignement général.

Une affiliation à la gauche y apparaît nettement plus affirmée (45 % contre 31 % parmi les hésitants et 36 % parmi les jeunes certains de s'engager). Quant au lien à la religion, il y apparaît nettement plus ténu. Les deux tiers des jeunes relevant de ce profil n'ont aucune attache religieuse (66 %). Ce profil se caractérise aussi par un net refus de la valeur d'ordre au profit de la valeur de liberté (63 % contre 37 %) et par le rejet massif de tout leadership autoritaire (88 %). Les jeunes refusant de s'engager sont aussi moins nombreux que les autres à considérer le travail comme vecteur de sens dans la vie (-13 points par rapport à ceux qui sont certains de s'engager et -8 points par rapport aux « hésitants »). Enfin, leur attitude envers l'institution militaire ainsi que le degré de proximité qu'ils peuvent entretenir avec elle sont, comparativement aux deux autres profils, très en retrait. Ils ne sont plus que 28 % à compter parmi leurs amis un militaire.

Des questions d'ordre plus subjectif permettent d'affiner les caractéristiques propres à chaque profil de jeunes, selon leurs dispositions à s'engager dans les armées.

Relations familiales, identifications et projections sociales

La qualité des relations familiales qu'entretiennent les jeunes de la génération Z avec leurs proches permet de différencier encore un peu plus ces trois profils selon leurs dispositions

vis-à-vis d'un engagement dans les armées. Mais au-delà de la dimension affective et du niveau d'entente qu'ils peuvent éprouver, la famille constitue aussi un repère à partir duquel les jeunes peuvent se projeter et envisager leur avenir, notamment en comparant leurs chances de promotion sociale par rapport à leurs parents.

La famille est une valeur refuge et souvent un soutien. Les jeunes de la génération Z le savent et en bénéficient pour la plupart d'entre eux. Mais ils savent aussi qu'ils devront se débrouiller sur les chemins de plus en plus incertains et chaotiques de leur insertion sociale et professionnelle. Une large majorité d'entre eux (67 %) adhère à l'idée que dans la vie on ne peut compter que sur soi-même, et ce quels que soient les profils d'engagement.

Par ailleurs, bien que conscients d'un blocage relatif de l'ascenseur social et des difficultés d'accès au marché de l'emploi à la hauteur de leurs qualifications, ils restent relativement optimistes sur leur situation future. Seule une minorité des jeunes de la génération Z considère que leur situation future sera moins bonne que celle de leurs parents. Les autres se départagent entre ceux qui l'envisagent sinon comme plutôt meilleure (44 %), en tout cas comme semblable (40 %). Le volet qualitatif de l'enquête confirme ce relatif optimisme au sujet de leur vie professionnelle future.

Projections dans l'avenir

UNE VISION DE L'AVENIR QUI RESTE RELATIVEMENT OPTIMISTE

Des jeunes plutôt confiants vis-à-vis de leur avenir professionnel

S'agissant de leur avenir professionnel, on relève une certaine confiance et un sentiment d'espoir :

- Leur entrée sur le marché de l'emploi est jugé lointain (vs les conséquences immédiates de la crise sanitaire sur les étudiants actuellement diplômés)
- L'obtention d'un diplôme apparaît comme un rempart contre la précarité et le chômage, en particulier pour les lycéens en filière générale qui vont poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur
- L'apparition de nouveaux métiers, notamment dans le web (créateur de contenu), leur donne l'impression d'avoir plus de choix et d'opportunités professionnelles. Des métiers aspirationnels qui leur offrent aus-

si plus de potentialités créatives et un bon salaire selon eux (sorte de nouveaux artistes non bohèmes)

« Avant il n’y avait pas toutes les technologies, ça a évolué, il y a plus de choix » ; « Il y a des postes qui se créent, moi ça me rend optimiste »

Paris, filles, lycée pro et techno

« Je garde espoir » ; « Par exemple, 50 ans avant, si on disait qu’on voulait être développeur de jeux vidéo, on se foutait de notre gueule » ; « Créateur de contenu » ; « Tiktokeur »

Dijon, garçons, lycée général

« Plus les études sont longues, plus on a de chances de trouver un travail par la suite » ; « Après, si on a un diplôme c’est une sécurité. Par exemple la médecine, c’est très demandé, c’est très bien choisi »

Tours, filles, lycée général

« Je suis confiant avec toutes les nouvelles technologies » ; « Je suis confiant, j’ai de bonnes notes »

Lille, garçons, lycée pro et techno

Un avenir et un rapport au travail qui les différencient aussi de la génération de leurs parents :

- Des opportunités d’études qui leur permettront d’exercer véritablement le métier de leur choix
- Des nouveaux métiers qui amplifient cette impression de choix
- Des attentes fortes à l’égard de l’obtention d’un salaire élevé (coût de la vie de plus en plus élevé et objectif de faire des études)

« Mes parents ont travaillé parce qu’ils n’avaient pas vraiment de choix, moi j’ai choisi mes études et j’aurai le choix de décider de mon métier » ; « Maintenant on a plus de choix, on peut se permettre de trier »

Paris, filles, lycée pro et techno

« Gagner de l’argent pour vivre » ; « Mes parents ne sont pas très passionnés, ils n’ont pas eu plus d’opportunités que ça étant jeunes. Mon métier doit me stimuler dans ma vie quotidienne »

Tours, filles, lycée général

« On est plus avancé avec la technologie » ; « Le salaire était moins important, on veut gagner plus, avant c’était juste la sécurité de l’emploi »

Lille, garçons, lycée pro et techno

On ne note pas de différence significative en fonction des profils d’engagement quant aux visions de l’avenir et leurs perceptions de leur situation comparée à celle de leurs parents. En

revanche, on constate des différences plus significatives concernant le niveau d’entente avec leurs parents. Globalement, les jeunes ont de meilleurs rapports avec leur mère (86 %) qu’avec leur père (76 %).

Tableau 19

Relations familiales, identifications et projections sociales selon les dispositions à s’engager dans les armées (%)

	Entretien de bonnes relations avec		Perception de leur situation future par rapport à celle de leurs parents			Pense que dans la vie on ne peut compter que sur soi-même
	Père	Mère	Plutôt meilleure	Semblable	Plutôt moins bonne	
Aimerait avoir plus tard un métier dans l’armée						
Oui, certainement (100%)	67	85	46	42	12	65
Oui, peut-être (100%)	77	85	43	40	17	69
Non (100%)	77	87	44	39	17	66
Ensemble (100%)	76	86	44	40	16	67

Mais il ressort de l’enquête que les jeunes qui désirent s’engager de façon certaine dans les armées sont plus nombreux à reconnaître une relation moins bonne avec leur père, alors que cette différence n’existe pas concernant leur mère. Il est bien sûr difficile d’interpréter ce résultat, tant il peut renvoyer à un ensemble de paramètres complexes que l’enquête ne permet pas de cerner. Mais l’écart est suffisamment important pour être noté. Sur dix jeunes « certains » de vouloir rejoindre les rangs de l’armée, plus de trois d’entre eux (33 %) ont des difficultés relationnelles avec leur père. Cet état de fait ne concerne pas les deux autres profils. La place de la figure paternelle, en tout cas dans leur situation présente, fait question pour eux davantage que pour les autres. Sont-ils à la recherche d’une figure tutélaire au travers d’un engagement militaire ? Cette question mérite d’être

posée tant elle implique un regard nouveau sur les demandes et les conditions d'encadrement des jeunes recrues.

Comportements et profils psychologiques des jeunes

L'Observatoire compte des questions permettant de cerner quelques indices de nature psychologique et comportementale pouvant caractériser les jeunes de la génération Z, dont certains ont un lien avec leurs dispositions à s'engager ou pas dans les armées.

Tableau 20

Comportements et profils psychologiques selon les dispositions à s'engager dans les armées (%)

	Se trouve souvent mêlé à des confrontations physiques	Se sent souvent intimidé/menacé	Souffre régulièrement de solitude
Aimerait avoir plus tard un métier dans l'armée			
Oui, certainement (100%)	26	40	56
Oui, peut-être (100%)	13	39	59
Non (100%)	7	38	60
Ensemble (100%)	11	39	59

Il apparaît tout d'abord qu'un nombre important de jeunes expérimente des situations de souffrance. Six jeunes sur dix (59 %) reconnaissent par exemple souffrir régulièrement de solitude. C'est un constat loin d'être anodin qui confirme nombre d'enquêtes récentes insistant sur une aggravation des conditions psychologiques et des souffrances psychiques des jeunes en raison de la situation sanitaire. Par ailleurs, quatre jeunes sur dix (40 %) reconnaissent avoir connu souvent des expériences où ils se sont sentis intimidés ou menacés, et les filles plus que les garçons (45 % contre 32 %). Là encore, c'est une proportion loin d'être négligeable et qui renvoie aux problématiques relevant de la violence ou des situations de harcèlement qui touchent la jeunesse aujourd'hui.

Le volet qualitatif de l'enquête fait apparaître la perception d'une violence qui se diffuse dans l'ensemble de la société et qui touche nombre d'acteurs, au-delà des seuls jeunes.

Perceptions de la violence

UNE PERCEPTION DES VIOLENCES DANS LA SOCIÉTÉ

Des violences qui installent un certain sentiment de malaise

Différents types de violence qui accentuent des sentiments d'insécurité et de malaise :

- Si les violences faites aux femmes et les violences conjugales ressortent en majeur dans les deux groupes de filles (Paris et Tours), les violences policières sont mentionnées de manière plus globale par tous
- Ces dernières creusent une forme de méfiance à l'encontre d'une profession déjà mise à mal par les médias et les réseaux sociaux qui renvoient des policiers une image très négative
- En mineur, le phénomène des violences entre jeunes a été mentionné dans certains groupes (concomitance des groupes avec le passage à tabac de Yuriy dans le XV^e et les affrontements entre bandes dans l'Essonne)

« La violence policière, la violence conjugale » ; « il y a l'affaire Yuriy dans le XV^e, il s'est fait tabasser par 15 mecs, il y a beaucoup de violence aujourd'hui »

Paris, filles, lycée pro et techno

« La montée de la violence » ; « Même la violence, je la mets dans l'extrémisme, personnellement »

Dijon, garçons, lycée général

« Comme des officiers de police qui ont tabassé des jeunes ou qui ont des propos racistes »

Tours, filles, lycée général

Ces situations et ces ressentis ne semblent pas avoir d'incidence sur les dispositions des jeunes à s'engager ou pas dans les armées. En revanche, il en est autrement de la participation à des bagarres ou à des confrontations physiques. L'enquête fait apparaître qu'une partie significative des jeunes du premier profil, « certains » de s'engager, se présentent comme moins réticents que les autres à la confrontation physique. Ainsi, plus d'un quart (26 %) déclarent participer à des bagarres (soit +15 points par rapport à l'ensemble des jeunes et +19 points par rapport aux

jeunes ne souhaitant pas s'engager). Mais s'ils ne craignent pas la confrontation physique, les jeunes « certains » de s'engager sont tout autant affectés par l'intimidation et les menaces (40 %) que le reste des jeunes interrogés (39 %).

• Pratiques culturelles des jeunes

Interrogés sur leurs occupations quand ils se retrouvent seuls, les jeunes de la génération Z sont en premier lieu portés vers des activités propres au monde du numérique (56 %). Mais les jeunes appartenant au profil de ceux qui sont certains de s'engager en sont un peu plus détachés (41 % contre 58 % de ceux qui n'envisagent pas cette éventualité). Ces derniers apprécient davantage le fait de regarder des séries (13 %, soit +6 points par rapport aux jeunes du premier profil), de naviguer sur Internet (8 %, +4 points) ou encore de consulter les réseaux sociaux (21 %, +10 points). Les jeunes décidés à s'engager dans les armées sont en revanche davantage portés sur des activités sportives (26 %). Plus les jeunes sont disposés à rejoindre – de façon certaine ou éventuelle – les armées et plus ils pratiquent une activité physique. À l'inverse, plus ils souhaitent entreprendre une autre carrière et refusent l'engagement militaire, plus le temps passé sur Internet et les réseaux sociaux occupe une place dans leur vie.

Tableau 21

Pratiques culturelles selon les dispositions à s'engager dans les armées (%)

	Quand vous êtes seul, quelles sont vos occupations ?		Joue aux jeux vidéo de guerre/tir	Pense que les jeux vidéo de guerre renforcent l'intérêt pour l'armée ou le monde militaire
	Activités numériques	Activités sportives		
Aimerait avoir plus tard un métier dans l'armée				
Oui, certainement (100%)	41	26	63	50
Oui, peut-être (100%)	55	12	51	29
Non (100%)	58	7	37	12
Ensemble (100%)	56	10	43	22

Cette relation ne se vérifie pas pour les jeux vidéo, notamment ceux empruntant au registre guerrier. Dans ce domaine, ce sont en effet les jeunes les plus disposés à s'engager dans les armées qui jouent le plus souvent à ces jeux (63 % contre 51 % des « hésitants » et 37 % de ceux qui refusent toute perspective d'engagement). Cette pratique culturelle n'est pas sans lien avec l'intérêt qu'ils portent à l'armée et plus généralement au monde militaire. Ainsi, un jeune décidé à s'engager sur deux déclare que le fait de jouer aux jeux vidéo de guerre renforce son intérêt pour l'institution, ou *a minima* pour l'univers militaire. Près de trois jeunes « hésitants » sur dix s'accordent avec eux sur cette question et seuls 12 % des jeunes qui envisagent une tout autre carrière partagent ce constat.

FREINS ET OBSTACLES À L'ENGAGEMENT

Nous avons jusqu'à présent examiné un ensemble de paramètres pouvant permettre de comprendre les ressorts d'un désir d'engagement dans les armées. Mais comme en miroir, l'analyse des freins et des obstacles conduisant les jeunes à écarter cette éventualité renseigne aussi sur ce que représentent objectivement et subjectivement pour la génération Z l'engagement militaire et les spécificités de celui-ci. Parmi les raisons avancées pour justifier leur choix de ne pas s'engager, ce sont à la fois la perspective d'autres projets professionnels (34 %) et l'absence d'intérêt pour le monde militaire (33 %) qui sont d'abord mises en avant. Viennent ensuite des motifs directement liés à la spécificité du métier militaire : un quart (27 %) refuse la possibilité *d'avoir à tuer des gens* (27 %) – et les femmes nettement plus que les hommes (31 % contre 23 %) – et 22 % mettent en avant les *risques associés du métier*. (Voir en annexe graphique 31 – Raisons qui empêcheraient les jeunes de s'engager dans les armées.)

La singularité de l'engagement militaire se trouve prise en étau entre, d'une part, l'altruisme et l'implication des jeunes pour des causes collectives et la défense des populations qui s'affirment de plus en plus dans cette génération et, d'autre part,

un rejet des risques associés au métier militaire et un rapport à la mort problématique, encore plus lorsqu'il s'agit d'être appelé à la donner. L'engagement est une disposition qui n'échappe pas à l'ambivalence et aux dilemmes d'ordre éthique ou moral. Rappelons qu'interrogés sur ces questions, 48 % des jeunes de la génération Z affirment qu'ils *seraient prêts à tuer un ennemi s'ils le devaient* (60 % des garçons et 34 % des filles) et que 60 % d'entre eux se disent *prêts à risquer leur vie pour défendre leur pays* (68 % des garçons et 51 % des filles). Mais des opinions aux actes, tout un ensemble d'obstacles et de freins s'intercalent.

Les raisons pratiques liées aux spécificités de la condition militaire n'entrent guère en ligne de compte. Devoir *quitter sa région* ou *se déplacer du jour au lendemain* sont des obligations qui ne sont pas considérées comme de réels freins à l'engagement. En revanche, les questions liées à la conciliation entre vie militaire et vie privée apparaissent plus déterminantes (15 %), à peu près au même rang que le rejet de la discipline ou que le fait de ne pas avoir la condition physique suffisante. Bien que placée assez bas dans l'ordre de classement des freins à l'engagement, la question de la conciliation entre vie privée et vie professionnelle, quelle que soit l'activité, reste pour cette génération un point important dans leur rapport au travail. Et l'on notera qu'un jeune sur cinq (22 %) ayant pourtant décidé de s'engager dans les armées considère que le cadre des contraintes liées à la spécificité du métier militaire empiétant sur la vie privée, est un problème difficile à vivre et à accepter.

L'acceptabilité des caractéristiques de la vie militaire

Les caractéristiques propres à la vie militaire peuvent être classées selon deux ordres distincts. Tout d'abord, un ordre normatif désignant les règles à respecter et les normes liées à la discipline militaire : *devoir porter un uniforme, obéir à son supérieur hiérarchique* ou encore *respecter des horaires stricts*. Ensuite, un ordre personnel pouvant engager des modifications importantes du mode de vie privée des militaires par rapport à la vie civile, et de fait susciter des adaptations difficiles : *vivre en caserne, devoir*

déménager régulièrement, ne pas pouvoir partir en permission, ne pas pouvoir avoir une vraie vie de famille. (Voir en annexe graphique 32 – Acceptation des caractéristiques propres à la vie militaire.)

De façon générale, les caractéristiques normatives sont bien acceptées par les jeunes de la génération Z, surtout chez ceux qui déclarent vouloir s'engager. Le fait de devoir *porter un uniforme* est par exemple jugé facile à respecter par 85 % des jeunes interrogés. De même, près des deux tiers (64 %) des jeunes trouvent facile le fait de devoir *obéir à son supérieur hiérarchique*.

En revanche, le constat est différent concernant les caractéristiques d'ordre personnel et privé liées au mode de vie spécifique des militaires supposant une totale disponibilité au niveau de leur temps et de leur mobilité. Le fait de ne pas pouvoir *avoir une vraie vie de famille* est jugé difficile par 86 % des jeunes. De même, *ne pas pouvoir partir en permission* (80 %) et *devoir déménager régulièrement* (72 %) sont perçus comme des contraintes dures à supporter. Si la vie en caserne fait partie intégrante du métier militaire, elle est globalement acceptée par les jeunes souhaitant s'engager – 60 % la jugent facile – mais c'est une condition qui est jugée difficile par 60 % de l'ensemble des jeunes. Toutefois, il est à noter que 40 % des jeunes pourtant prêts à s'engager considèrent que c'est une obligation difficile à respecter.

Les exigences de la vie militaire, bien que perçues comme contraignantes, sont globalement bien acceptées par les jeunes de la génération Z dès lors qu'elles n'affectent pas leur vie personnelle, et ce même pour les jeunes désirant s'engager dans une carrière militaire. L'équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle reste décisif⁹. Si ces contraintes sont moins problématiques pour les jeunes désirant rejoindre l'armée, elles constituent tout de même un frein important à l'engagement et peuvent entraîner des difficultés de fidélisation au sein des jeunes contingents¹⁰.

9. R. Seigle, « Pourquoi s'engager dans l'armée de terre en 2021 », *Inflexions*, 1 (1), 2021, p. 27-35.

10. M. Guillaume, « Un mot d'ordre », *op. cit.*

Certaines variables sociodémographiques différencient les jeunes qui envisagent de s'engager du reste de la population. Les hommes ; les jeunes de droite voire d'extrême droite ; ceux vivant chez un autre membre de leur famille que leurs parents et les étudiants en lycée professionnel ou technique constituent la base sociodémographique des jeunes les plus attirés par l'engagement. L'âge et le milieu social jouent un rôle différent. Ils viennent définir le domaine dans lequel les jeunes souhaitent s'engager, mais n'ont que peu d'influence sur le désir d'engagement en lui-même.

► À retenir

Trois profils se dégagent de cette analyse. Les « hésitants », tout d'abord, constituent la plus grande proportion de ces jeunes. Les « certains », bien que minoritaires, se caractérisent par une envie plus affirmée de s'engager. Les variables sociodémographiques, les valeurs et les convictions caractérisant ces deux catégories de jeunes souhaitant s'engager sont sensiblement les mêmes. Cependant, les « certains » se distinguent par des dispositions plus affirmées à l'égard de ces valeurs et motivations que les « hésitants ». De plus, la perception des freins à l'engagement diffère également d'une catégorie à l'autre. Ainsi, les « certains » semblent plus enclins à accepter les caractéristiques propres à la vie militaire perçues comme contraignantes, là où les « hésitants » semblent davantage accorder de l'importance à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Enfin, les jeunes ne souhaitant pas s'engager ont un profil sociodémographique à l'opposé des « certains » et des « hésitants ». Les *femmes* ; les *étudiants en études supérieures ou en lycée général* ; les *jeunes très à gauche* ; les *non-religieux* ; ceux *préférant la liberté au détriment de l'ordre* ; ceux *opposés à un leadership fort pour gouverner le pays* et ceux *ne considérant pas le travail comme créateur de sens* sont les moins susceptibles de vouloir s'engager. Ce profil se caractérise par un intérêt institutionnel et une socialisation militaire qui diffèrent des autres. Ainsi, les jeunes considérant l'armée comme n'étant pas attractive ; ceux ne désirant pas le retour du service militaire obligatoire ; ceux dont le père n'a pas effectué de service militaire et ceux n'ayant pas de proche dans l'armée sont également les moins favorables à l'engagement.

L'importance accordée à certaines valeurs est un élément de discrimination du désir d'engagement. Les jeunes de la

génération Z favorisent la valeur de liberté au détriment de la valeur d'ordre. Mais cette dernière apparaît plus affirmée parmi ceux qui souhaitent s'engager. Les jeunes sont en quête de sens et près d'un sur deux considérant le travail comme créateur de sens souhaite également s'engager dans l'armée. Par ailleurs, plus d'un jeune sur deux considère l'armée comme attractive sur le marché de l'emploi.

Le processus de socialisation et de sensibilisation au monde militaire semble désormais passer davantage par les pairs que par les pères ayant effectué leur service militaire. Les jeunes désirant s'engager se montrent sensibles à des motivations altruistes, souhaitant protéger les populations civiles et cherchant à faire quelque chose pour leur pays. Néanmoins, l'importance accordée à la vie personnelle et privée n'est pas sans compter, y compris parmi les jeunes acceptant les contraintes et les restrictions de liberté liées à la spécificité de la vie militaire. Les valeurs d'engagement se sont privatisées, s'enracinant davantage dans les trajectoires individuelles, et répondant à des logiques d'adhésion plus personnelles et plus expérimentales que dans le passé.

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE ET DE CONCLUSION

La richesse et le foisonnement des données recueillies dans le cadre de cette étude permettent de préciser certains attributs parmi les plus caractéristiques des jeunes de la génération Z au seuil de leur vie, sinon encore adulte, en tout cas pré-adulte. L'Observatoire met en évidence certaines d'entre elles, parmi les plus emblématiques, qui permettent de mieux saisir leurs façons d'appréhender la réalité sociale qui les entoure et de se projeter dans un avenir, tant sur le plan personnel que collectif.

Les éléments suivants s'imposent comme les plus saillants.

Tout d'abord, malgré le contexte multi-crisés au sein duquel ils évoluent, et la crise sanitaire actuelle, particulièrement difficile à vivre pour une large majorité d'entre eux comme l'enquête le montre bien, les jeunes de la génération Z font preuve d'une relative **capacité d'adaptation** pour faire face à un monde régi par une incertitude omniprésente et grandissante. Cette dernière vient indéniablement peser sur leurs destinées individuelles comme sur les perspectives qu'ils peuvent envisager pour l'avenir des sociétés elles-mêmes. Mais l'optimisme pour leur avenir personnel qui domine, et la débrouillardise qu'ils mettent en avant, notamment en ayant intégré qu'ils doivent compter sur leurs propres forces, sont des preuves de leurs ressources et de leurs dispositions résilientes. Sur le plan collectif, ils se montrent mobilisés sur des enjeux devenus cruciaux pour leur génération, notamment la question environnementale.

S'impose ensuite une **quête de sens** répondant à leur besoin de se repérer parmi les clivages et les enjeux qui traversent leur environnement social et politique. Cette quête intervient comme un contrepoint à la défiance aussi bien institutionnelle que sociétale dont ils s'arrangent bon an mal an, mais dont ils sont aussi porteurs. Le degré de pénétration des vérités alternatives ainsi que la tentation complotiste au sein de leur génération participent de ce besoin de compréhension et d'interprétation du monde environnant. Les répertoires de valeurs qui ont été identifiés au travers de leurs réponses rappellent l'attachement

qu'ils ont pour la liberté, pour les droits universels, le respect des autres ainsi que l'attention particulière qu'ils accordent à l'égalité, notamment concernant les différences de genre et les rapports entre les sexes. Mais ces répertoires révèlent aussi dans certains segments de la jeunesse une demande d'ordre et de verticalité, ainsi que certains signes de déconsolidation démocratique, qu'il faut considérer dans la construction de leur rapport au civisme et à la citoyenneté.

Enfin, et cela concerne leur rapport à la contrainte et à la hiérarchie, des évolutions sont tangibles. Ils ne les rejettent pas, mais ils les considèrent au travers du prisme d'une **autorité conçue d'abord de façon contractuelle**, laissant place à la réciprocité des échanges et à la reconnaissance par la hiérarchie de leurs capacités personnelles à prendre des initiatives et des responsabilités. Cette demande de reconnaissance est particulièrement saillante. S'y ajoute l'obligation de l'application des codes de justice auxquels ils sont particulièrement sensibles et qui, s'ils sont omis, délégitime de fait l'autorité.

Face à ces profils, les armées disposent d'atouts et de leviers positifs pouvant être activés. La relative disponibilité des jeunes pour un éventuel engagement en témoigne (quatre jeunes de 16-18 ans sur dix), mais aussi les images largement positives qu'ils ont des métiers militaires. S'ajoute à cela le niveau de confiance très élevé qu'ils accordent à l'institution militaire, alors même qu'ils évoluent dans un contexte de défiance majeure à l'égard de la grande majorité des secteurs d'activité de la société.

Il est important pour l'institution militaire de faire l'inventaire de ses forces et de ses faiblesses compte tenu du vivier de recrutement que représentent les jeunes de cette génération.

Parmi ses forces :

1) Il ne fait aucun doute que les valeurs militaires emblématiques des armées sont un atout majeur pour attirer une part de la jeunesse en quête de sens, d'esprit de solidarité et de camaraderie, mais aussi de valeurs d'engagement.

2) La clarté des contrats qu'elle propose permet à l'institution de se positionner comme un recruteur stable, structuré et pouvant accompagner les jeunes dans des projets professionnels naissants, en ouvrant des perspectives de formation et de carrière, mais surtout en tablant sur le besoin de reconnaissance et de responsabilités que les jeunes de cette génération expriment tout particulièrement. L'attractivité des armées sur le marché de l'emploi est effective pour les jeunes de cette génération.

3) Les engagements militaires comme le SMV ou les PMI suscitent l'intérêt de près d'un jeune sur deux. Et un tiers serait prêt pour un engagement dans la Réserve opérationnelle.

4) Les jeunes, garçons et filles confondus, se disent en majorité prêts à risquer leur vie pour défendre leur pays. La valeur du patriotisme est toujours présente dans cette génération.

5) Le crédit accordé à l'autorité ou au sens de la hiérarchie permet de maintenir l'acceptation d'un certain niveau des contraintes et de la disponibilité requises par la spécificité des métiers militaires.

6) Un jeune sur deux fait état de la présence d'un militaire dans son entourage proche.

Parmi ses faiblesses :

1) L'institution militaire reste relativement éloignée des expériences quotidiennes des jeunes de la génération Z comme de leurs préoccupations immédiates, et fait l'objet d'une certaine méconnaissance. Par ailleurs, elle ne suscite que peu d'intérêt particulier, en tout cas reconnu explicitement.

2) L'engagement total que suppose la condition militaire reste difficilement conciliable avec la vie personnelle et l'impératif, largement majoritaire dans cette génération, de trouver un bon équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée. C'est sans doute le point d'achoppement le plus crucial non seule-

ment des velléités d'engagement mais aussi de l'acceptation des durées des contrats d'engagement au sein des armées.

3) La dimension éthique liée aux risques intrinsèques à la fonction combattante du métier militaire apparaît à la fois comme un moteur d'engagement mais aussi comme un frein puissant. Leur réticence à être confronté au risque de donner la mort est parmi les motifs les plus cités pour justifier un refus de s'engager.

Si les métiers militaires sont perçus comme étant plutôt attractifs et qu'ils continuent de susciter des vocations, ils restent toujours considérés comme une voie professionnelle à part. C'est sans doute sur cette spécificité que les armées peuvent renforcer les leviers de leur attractivité en direction de la jeunesse. Elles pourraient travailler à une meilleure articulation entre, d'une part, leurs capacités de propositions directement reliées à des débouchés professionnels et à des opportunités de carrière, et, d'autre part, des incitations permettant de répondre à la quête de sens particulièrement cruciale pour les jeunes de cette génération, tant sur le plan de leur vie personnelle que de leur perception d'intérêts collectifs, au niveau même de la vie en société.

L'implication des armées dans la prise en compte des enjeux environnementaux, mais aussi dans la gestion des crises sanitaires ou humanitaires, pourrait aussi constituer des points d'accroche pertinents et efficaces, venant s'ajouter à l'attrait toujours dominant parmi les jeunes pour les opérations extérieures et les fonctions combattantes, mais plus à même de toucher de nouveaux segments de la jeunesse.

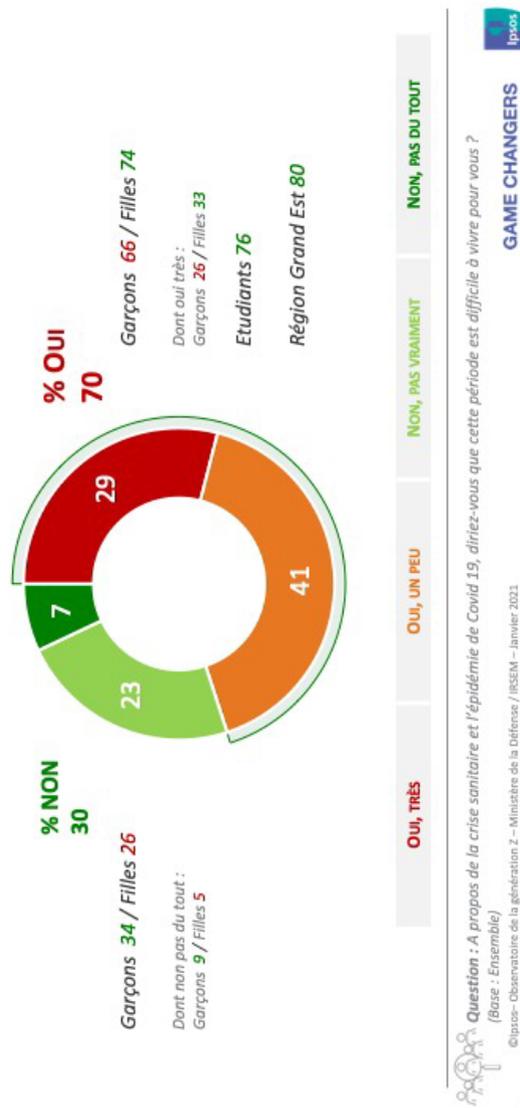
ANNEXES

Tableau I. Les attentes des jeunes à l'égard du travail considérées comme très importantes

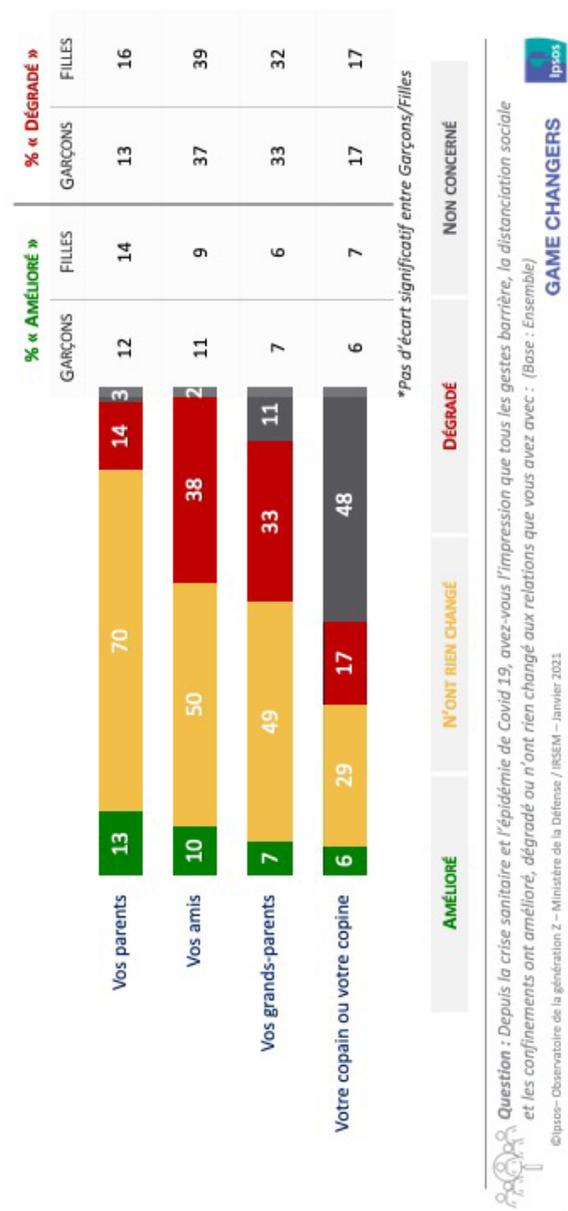
	La sécurité de l'emploi	L'évolution de carrière	L'autonomie	Le niveau de salaire	L'intérêt du poste	Les relations entre collègues	L'utilité sociale du métier	La reconnaissance
Très important								
Ensemble (100%)	58	55	47	47	42	48	46	39
Sexe								
Garçons (100%)	56 (1)	57	48	49	41	52	46	41
Fillles (100%)	61	53	47	46	44	44	47	38
Statut actuel								
Lycée pro/tech (100%)	66	62	54	51	39	57	50	45
Lycée général (100%)	56	55	48	46	41	46	45	36
Études supérieures (100%)	57	49	41	49	47	45	45	41
Actifs (100%)	59	51	53	37	47	59	41	44
Situation financière des parents								
Facile (100%)	56	55	47	45	44	48	47	38
Difficile (100%)	61	56	50	54	39	47	44	42
Souhait concernant les études								
Arrêter avant le bac (100%)	60	68	49	36	40	58	54	47
Arrêter au bac (100%)	59	50	52	46	33	50	44	33
Poursuivre après le bac (100%)	58	55	48	47	43	48	47	40

(1) Lecture : 56 % des garçons considèrent que la sécurité de l'emploi est une attente très importante à l'égard de leur vie professionnelle.

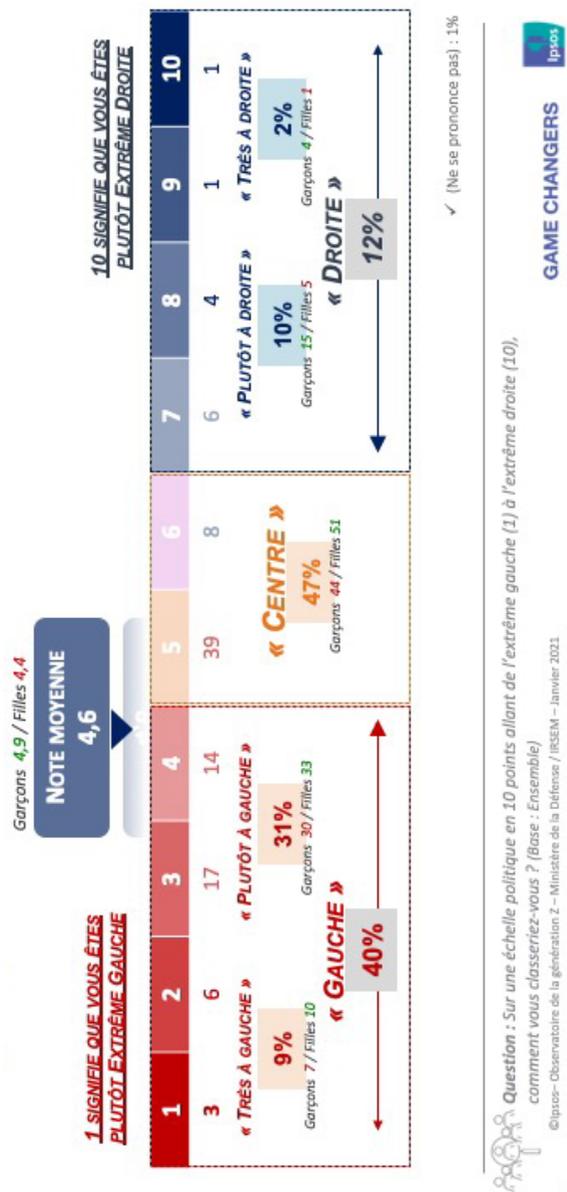
Graphique 1. Le vécu de la crise sanitaire



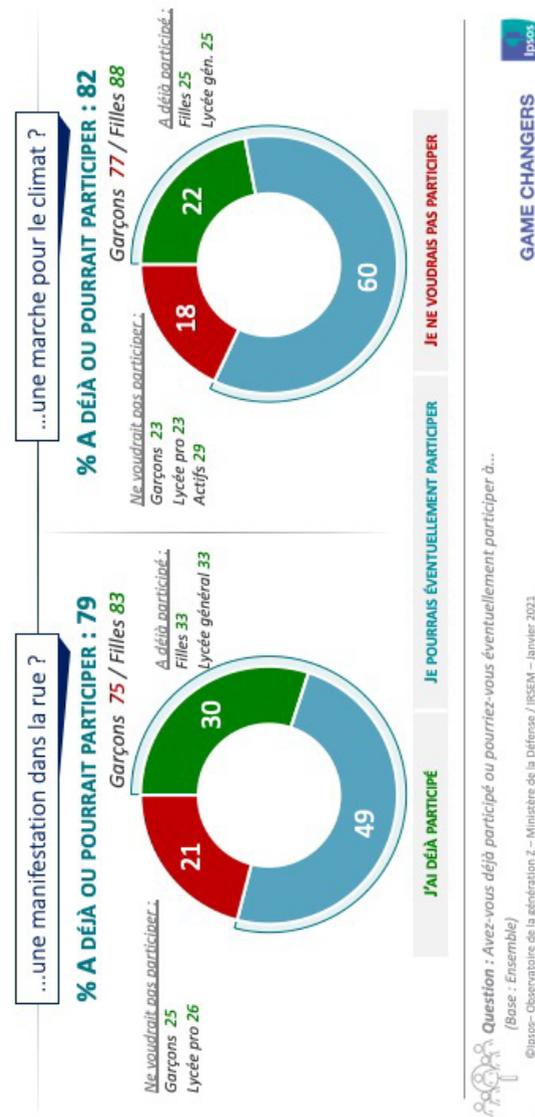
Graphique 2. Impact de la crise sanitaire sur les relations interpersonnelles



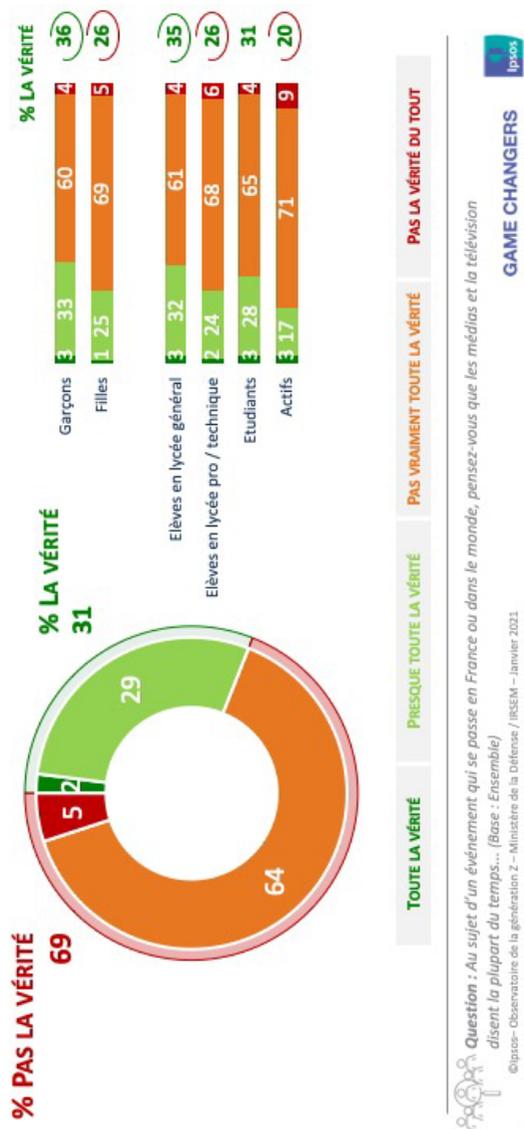
Graphique 3. Autopositionnement des jeunes sur une échelle gauche-droite en 10 points



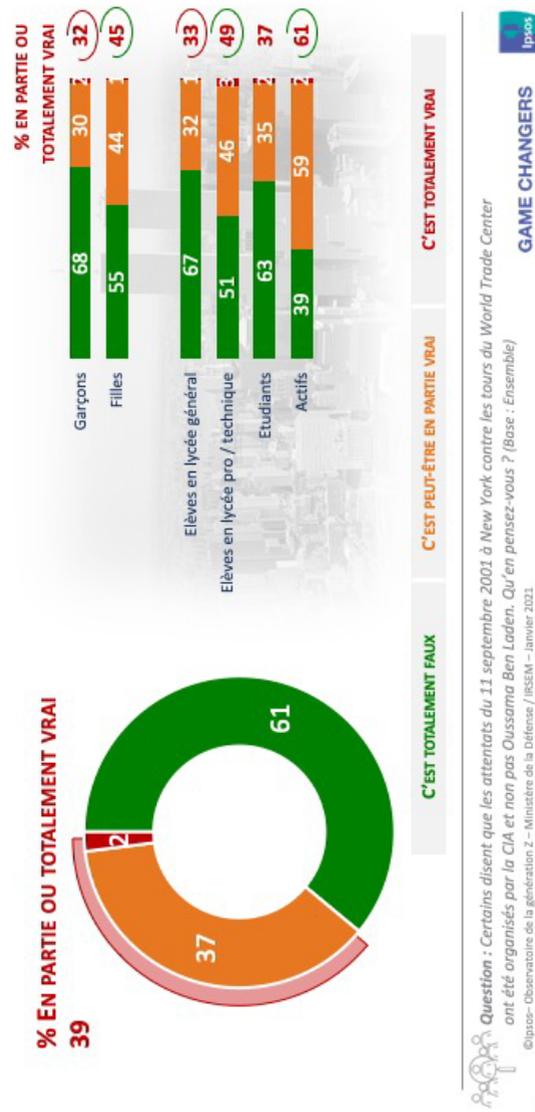
Graphique 4. Participation politique non conventionnelle



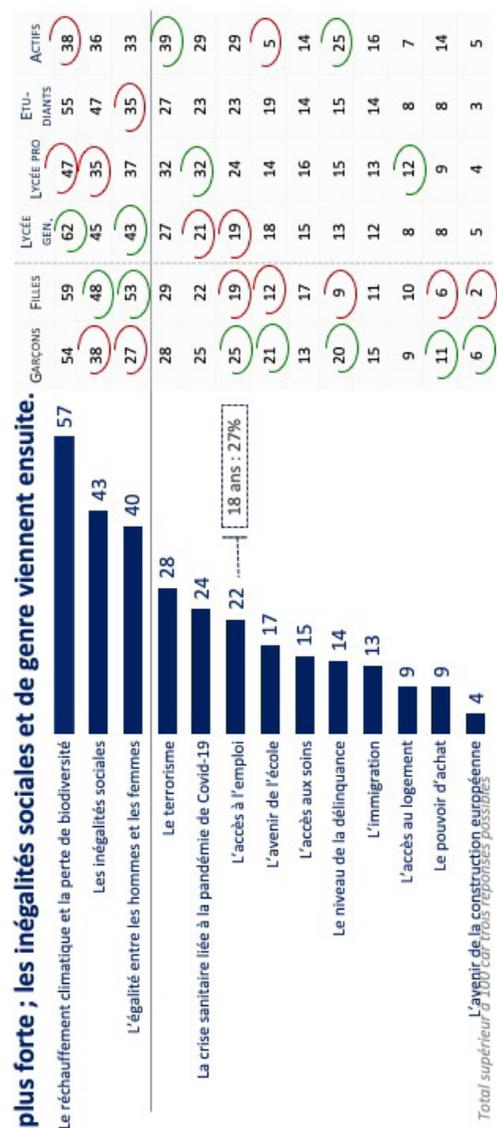
Graphique 5. Défiance à l'égard des médias



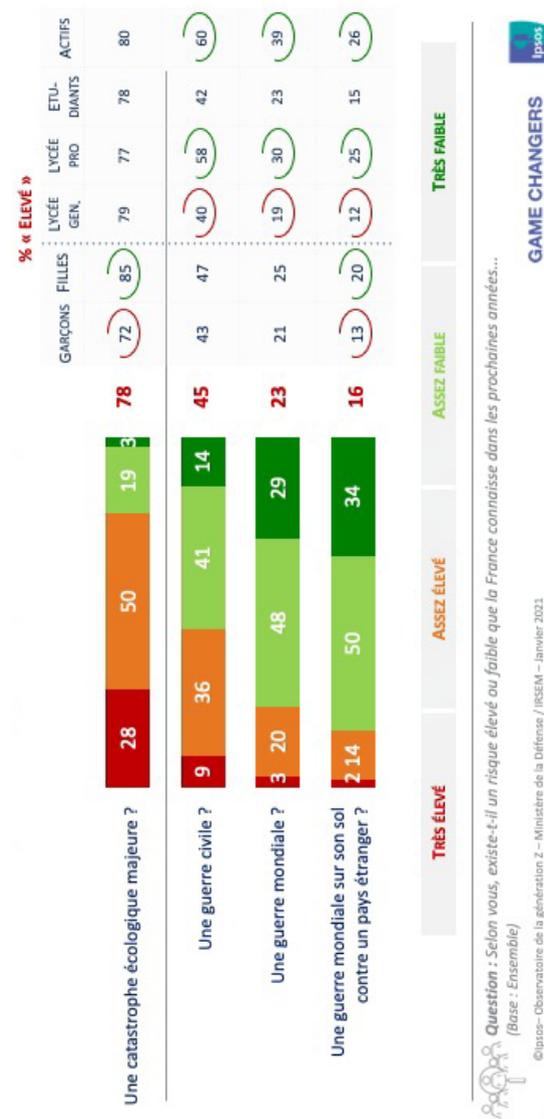
Graphique 6. Degré de pénétration des idées complotistes concernant les attentats du 11 septembre 2001 à New York (100%)



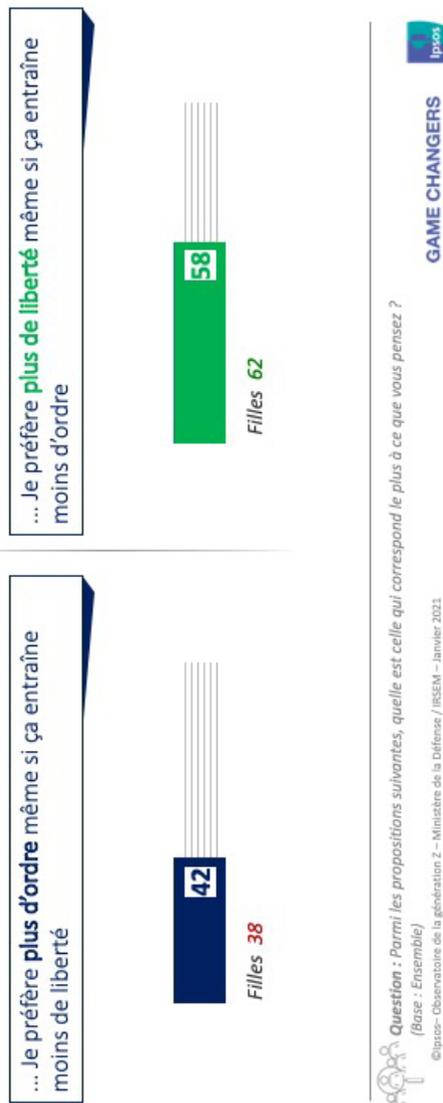
Graphique 7. Les préoccupations des jeunes de la génération Z



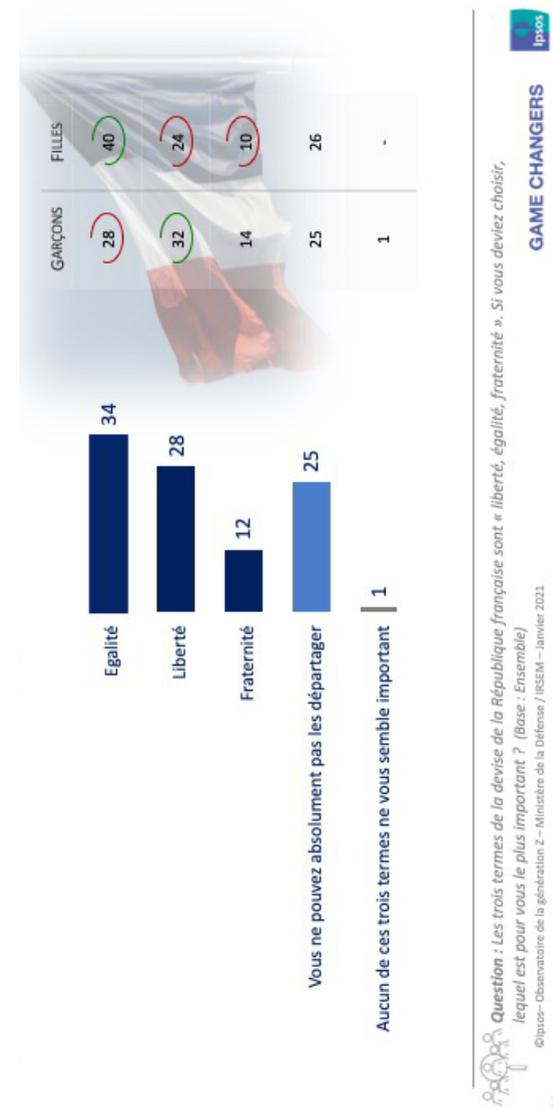
Graphique 8. Perception des risques pour la France dans les prochaines années



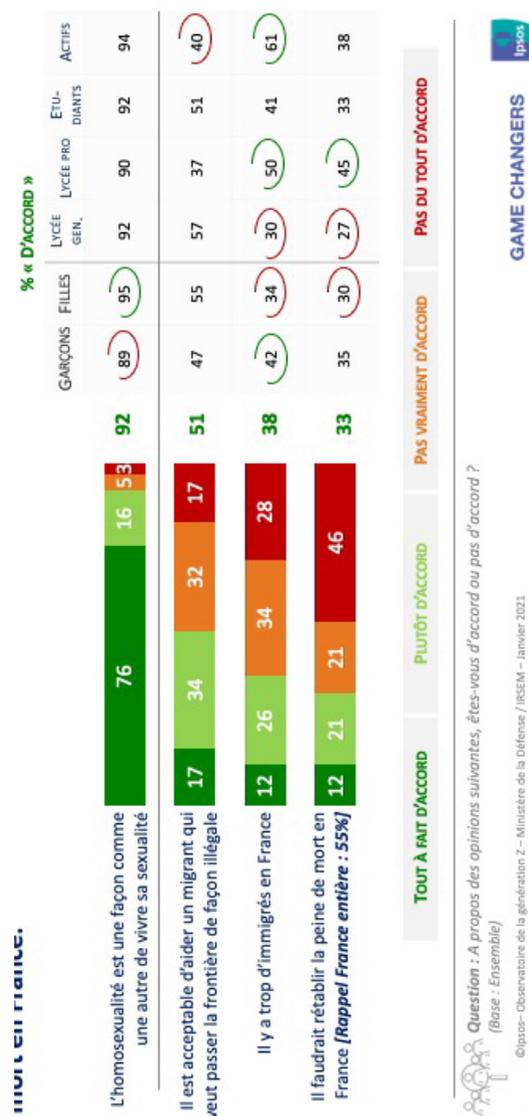
Graphique 9. Préférence pour plus d'ordre ou pour plus de liberté



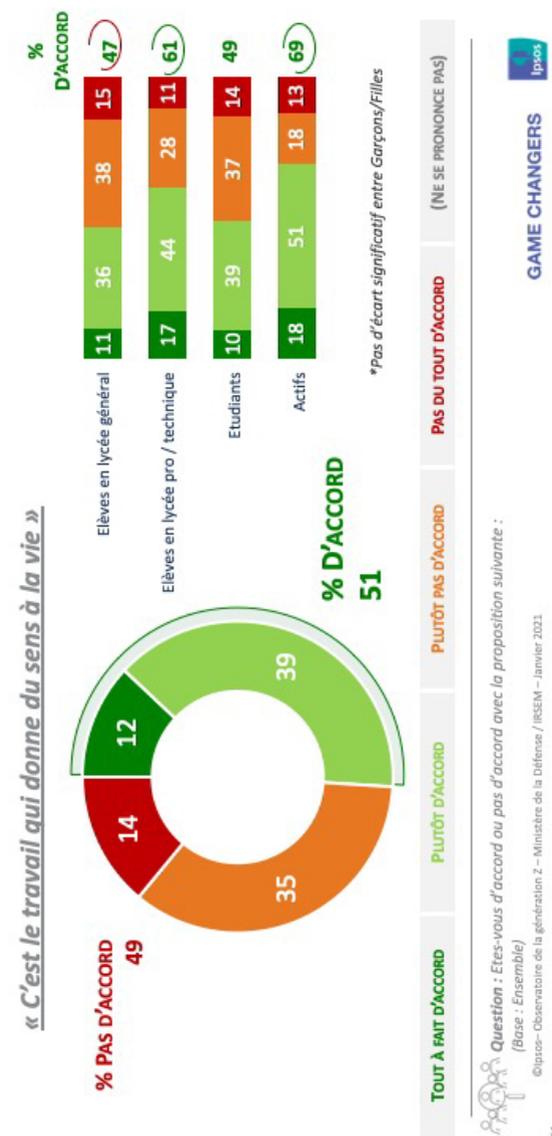
Graphique 10. Le terme jugé le plus important de la devise républicaine



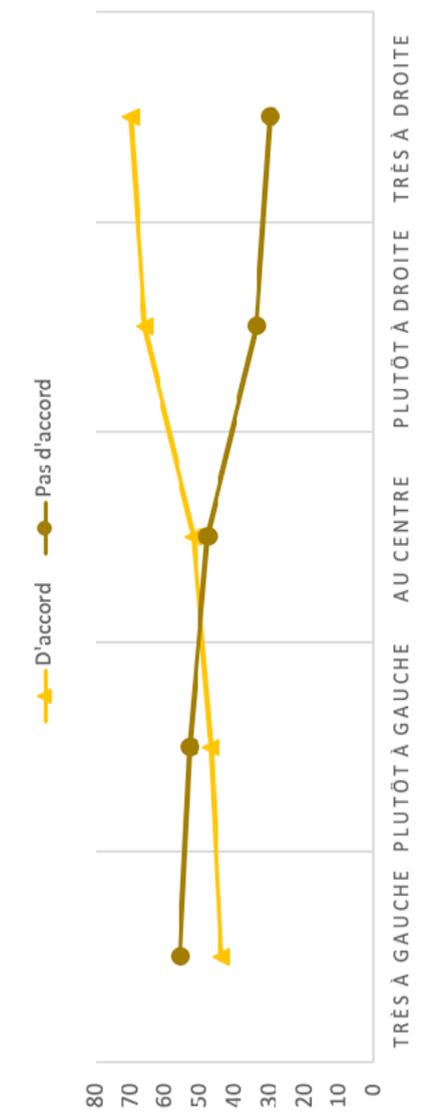
Graphique 11. Les valeurs des jeunes dans le registre sociétal



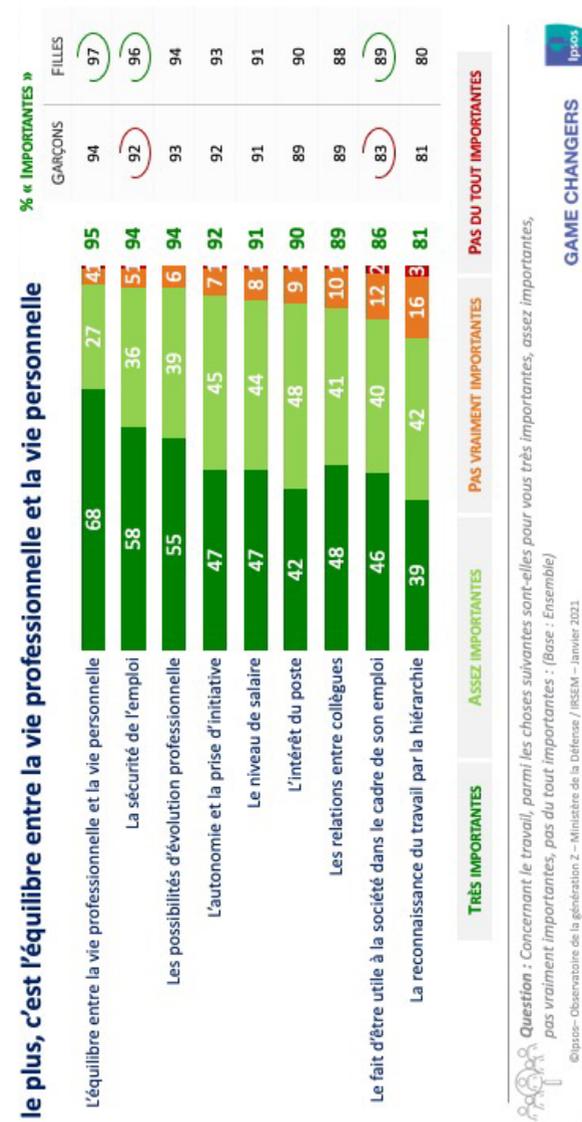
Graphique 12. Perception du travail comme donnant du sens à la vie



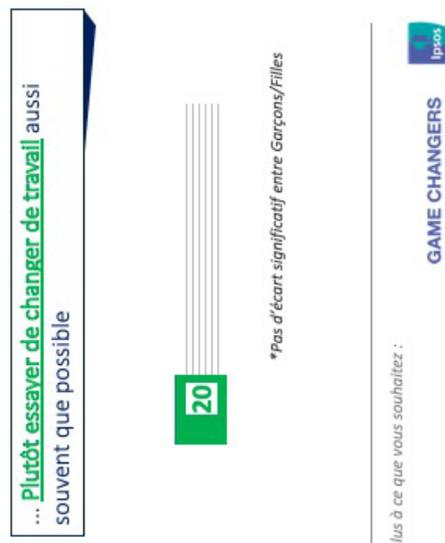
Graphique 13. Perception du travail comme donnant du sens à la vie en fonction de l'orientation politique des jeunes



Graphique 14. Importance accordée aux attentes professionnelles des jeunes



Graphique 15. Préférence pour la stabilité ou pour le changement régulier d'emploi



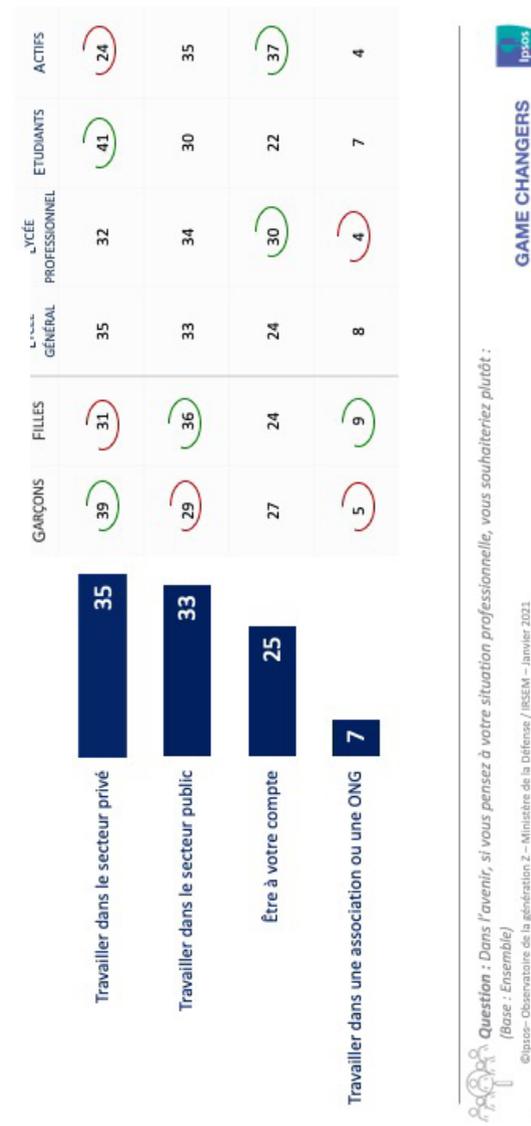
172

Question : Quand vous pensez au travail, qu'est-ce qui correspond le plus à ce que vous souhaitez :

(Base : Ensemble)
© Ipsos - Observatoire de la génération Z - Ministère de la Défense / IRSEM - Janvier 2021

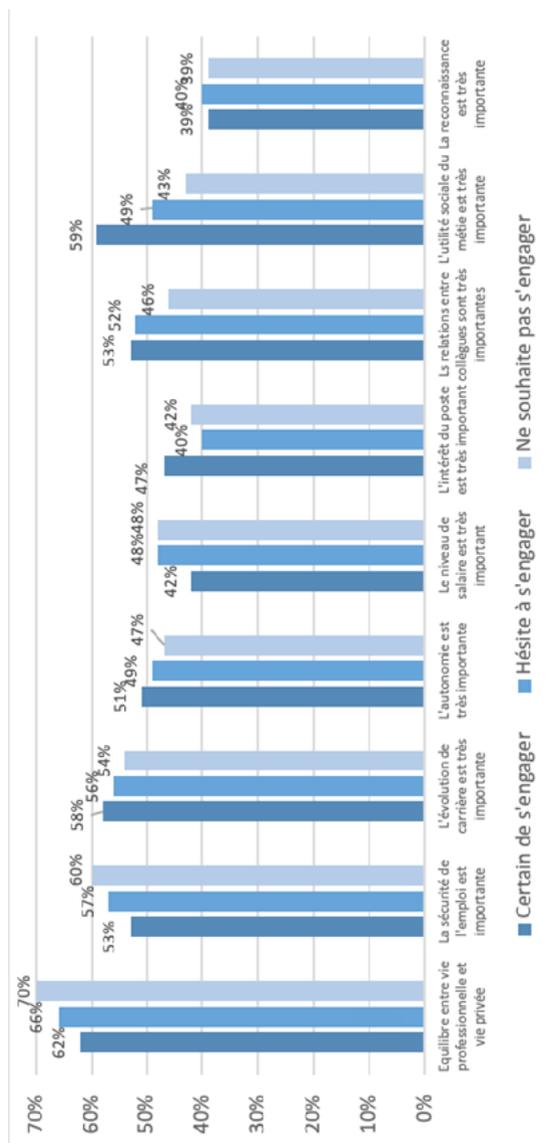
54

Graphique 16. Situation professionnelle envisagée par secteur d'activité

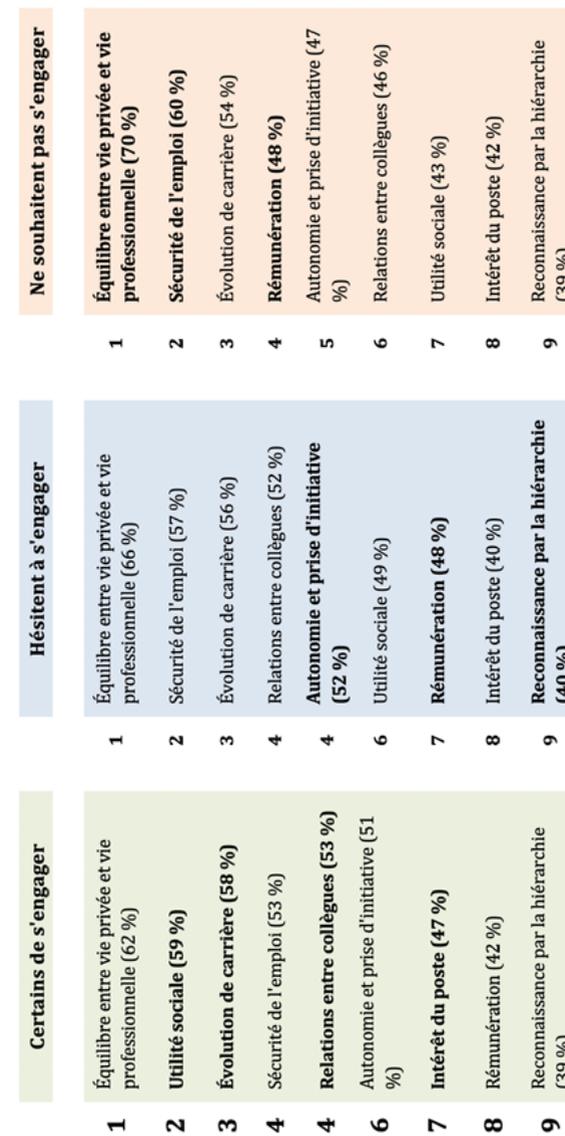


173

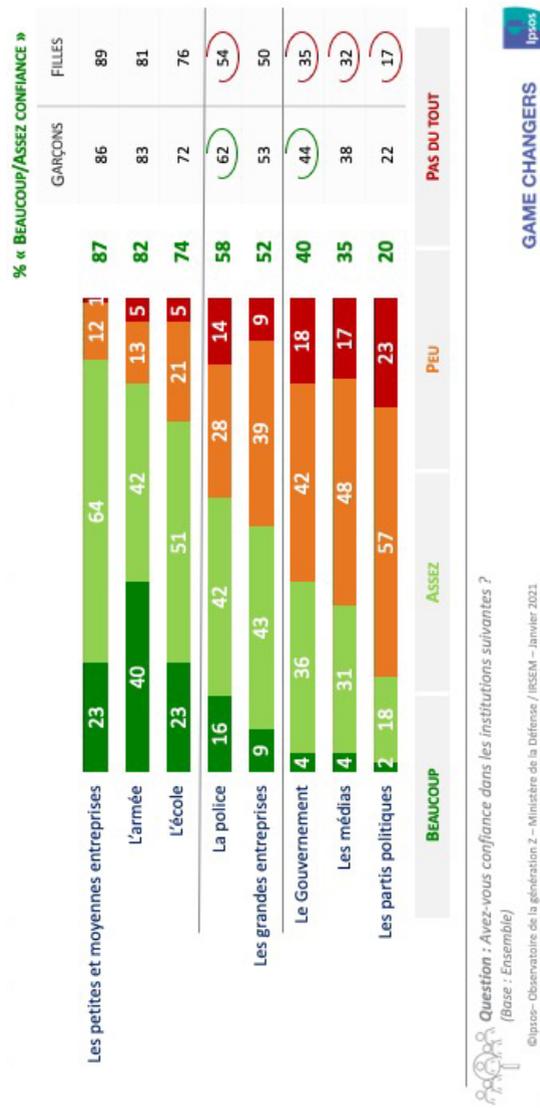
Graphique 17. Attentes des jeunes à l'égard de l'emploi jugées très importantes en fonction de leur désir d'engagement militaire



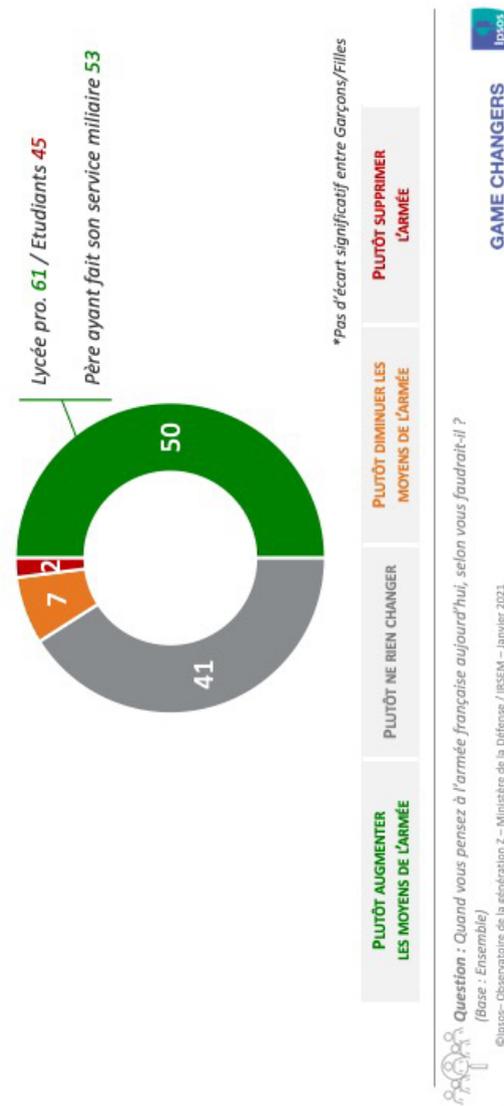
Graphique 18. Classement des attentes des jeunes en fonction de leur désir d'engagement dans les armées



Graphique 19. Confiance dans les institutions



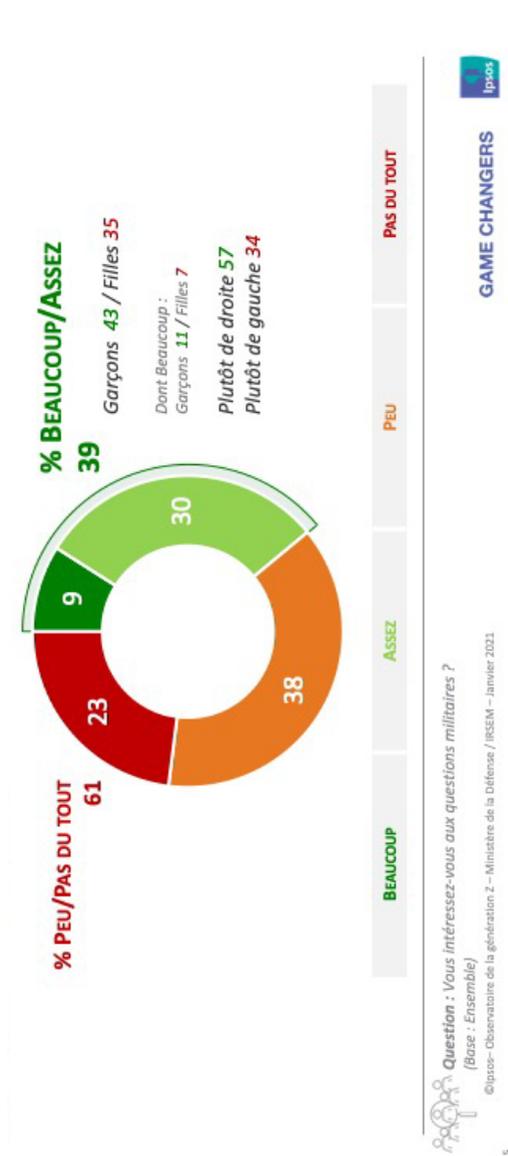
Graphique 20. Nécessité d'augmenter les moyens de l'armée



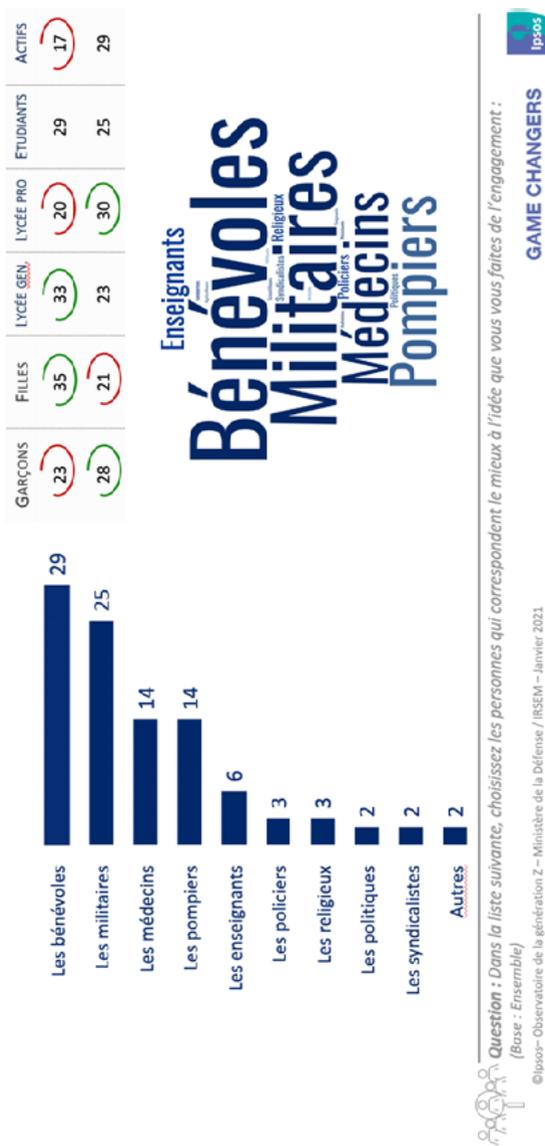
Graphique 21. Opinion du métier militaire



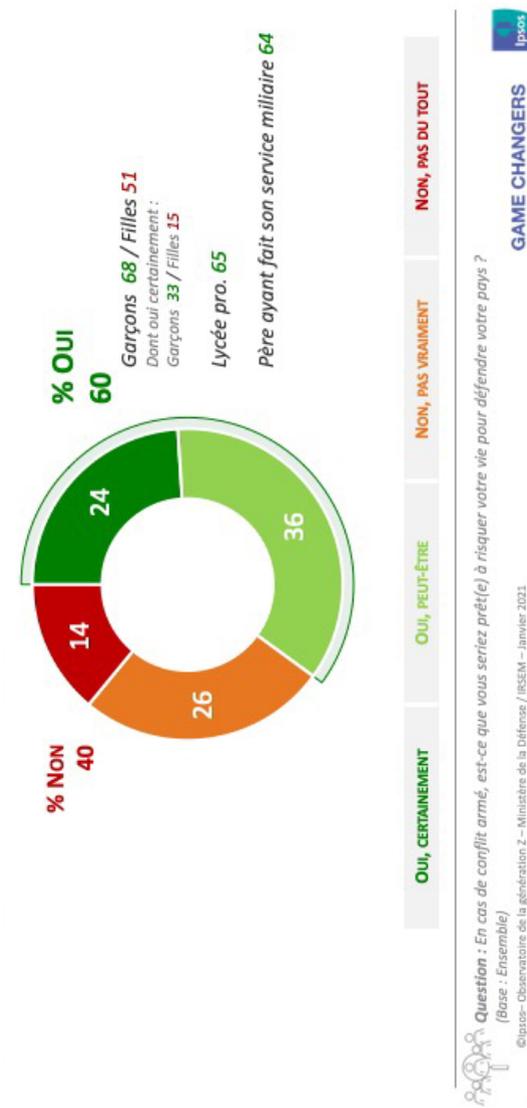
Graphique 22. Intérêt pour les questions militaires



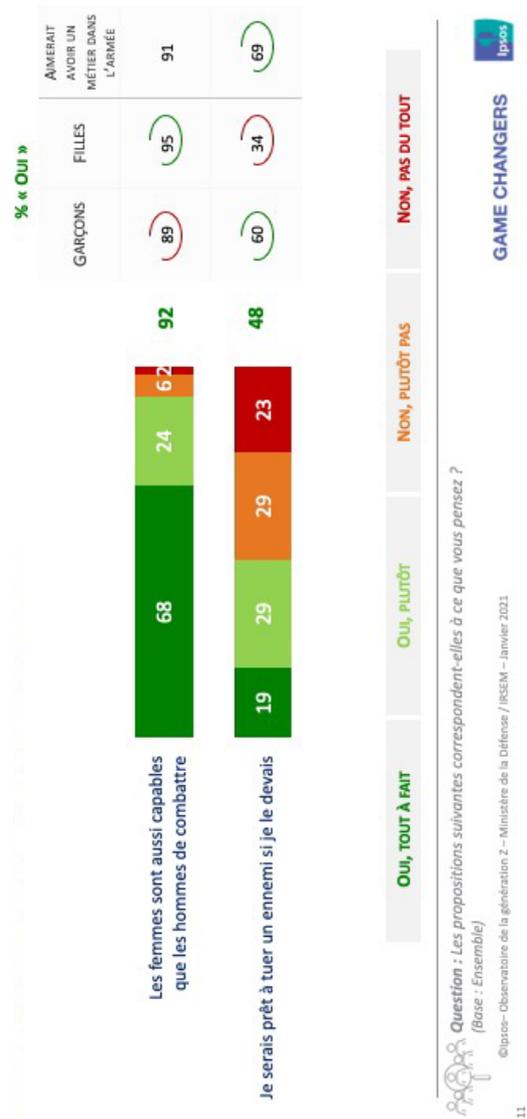
Graphique 23. Idée que les jeunes se font de l'engagement pour chaque activité



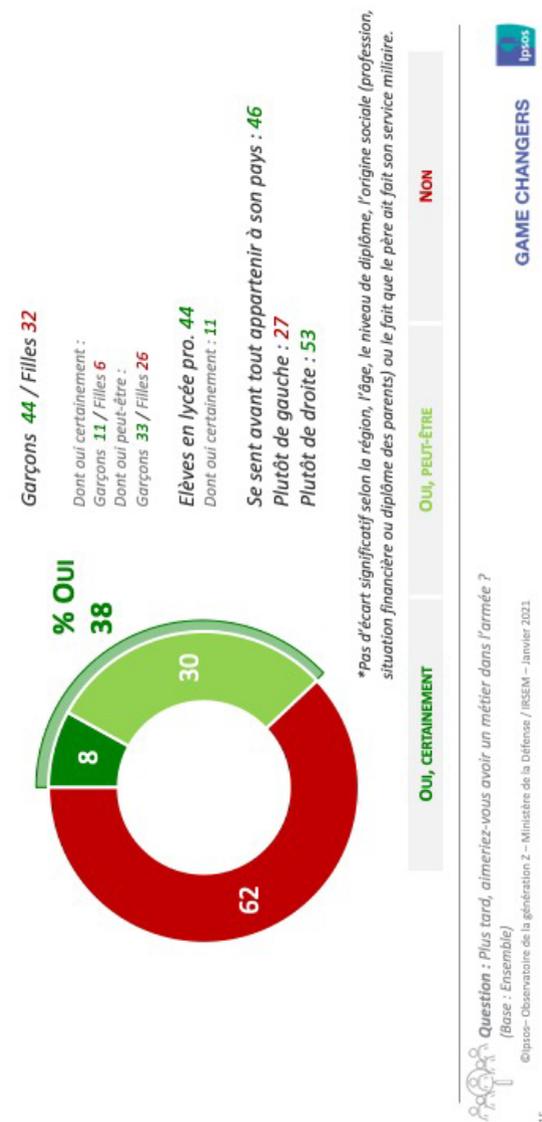
Graphique 24. Être prêt à risquer sa vie pour défendre son pays



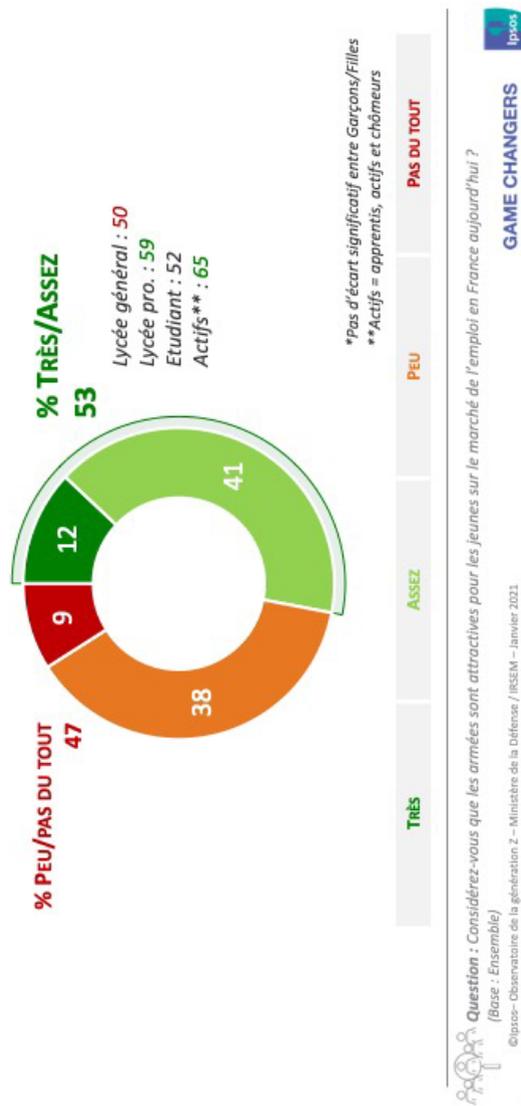
Graphique 25. Les implications de la fonction combattante



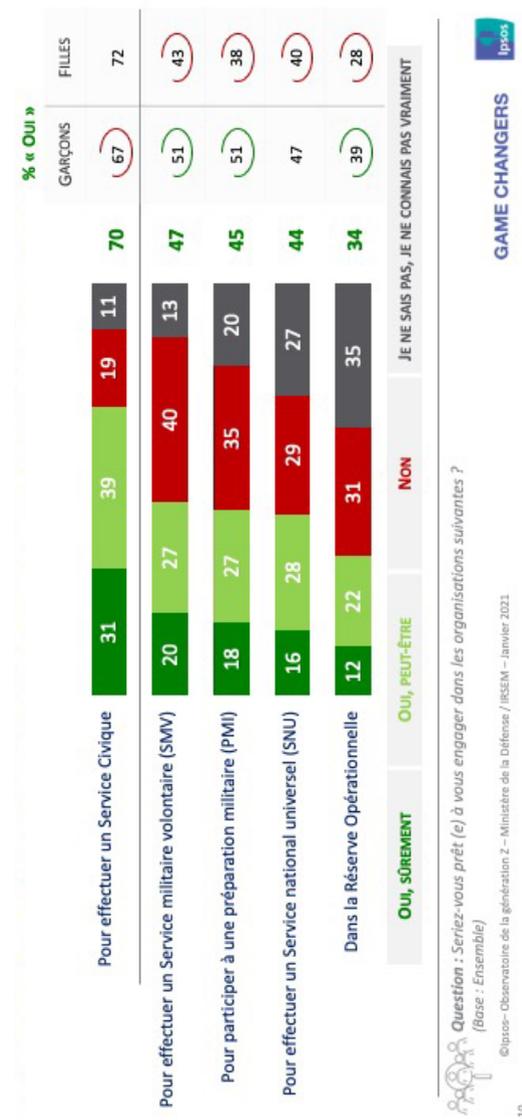
Graphique 26. Désir d'avoir un métier dans l'armée (%)



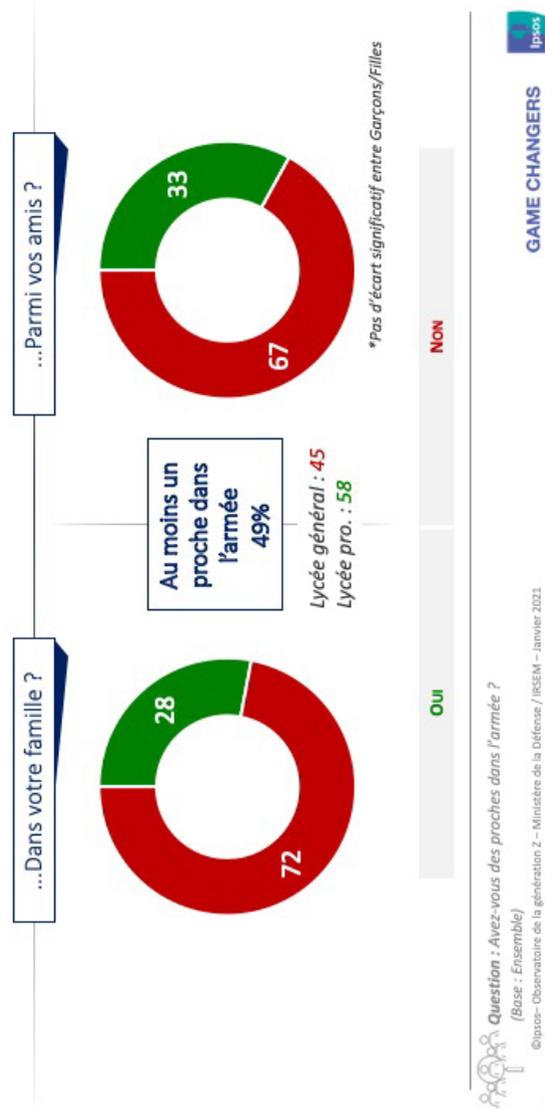
Graphique 27. Attractivité des armées sur le marché de l'emploi



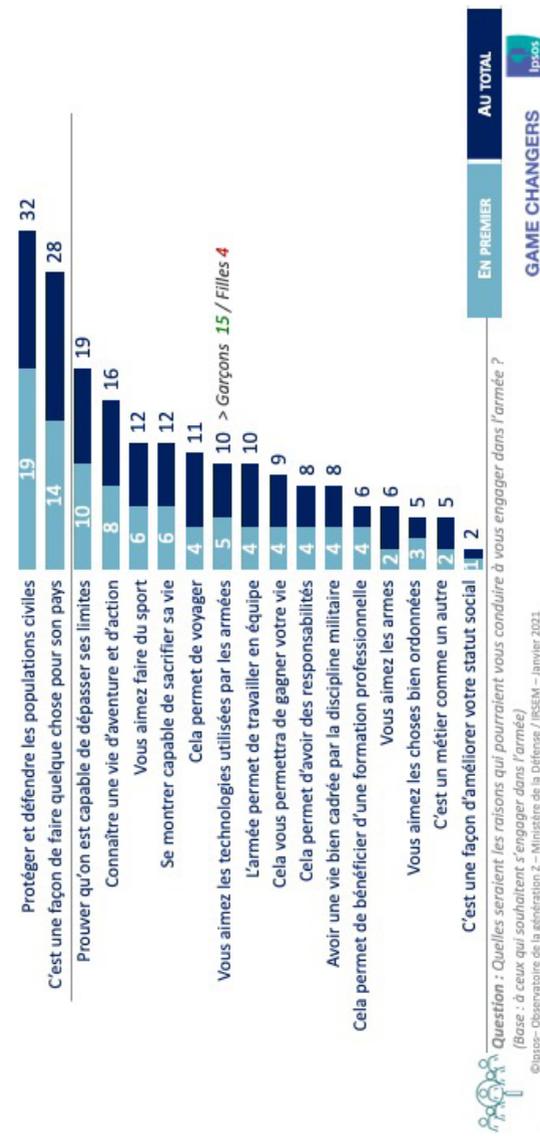
Graphique 28. Types d'engagement au sein des armées et de la société civile



Graphique 29. Avoir des proches dans l'armée



Graphique 30. Raisons pouvant conduire à l'engagement militaire des jeunes (%)



BIBLIOGRAPHIE

- AMSELLEM-MAINGUY, Y. et Blum, P., « Expériences des confinements par les adolescents ruraux. Des conséquences inégales sur les sociabilités, scolarités et aspirations », *INJEP Analyses et Synthèses, Études et Recherches*, 2021, p. 47.
- BACHELET, J., « D'un socle commun à des convictions partagées ? », *Inflexions*, 2 (2), 2009, p. 11-27.
- BENE, J., « Les jeunes face au travail : un regard ambivalent, reflet de disparités », Note *INJEP Analyses et synthèses, Études et Recherches*, 24, juin 2019.
- BESSE, L. & COTON, C., « Introduction : L'armée au miroir de la jeunesse », *Agora débats/jeunesses*, 2 (2), 2019, p. 41-54.
- BOSSER, J.-P., *Commandement et fraternité : L'exercice du commandement dans l'armée de terre*, Paris, Economica, 2016.
- BOURGEOIS, P., BOUISSON, S. et ZUILLI, L., *Generation What*, Paris, Yami 2 et Upian, 2016.
- BRONNER, G., *Apocalypse cognitive*, Paris, PUF, 2021.
- CAHUC, P. et al., *Comment la France divise sa jeunesse. La machine à trier*, Paris, Eyrolles, 2011.
- CICCHELLI, V. et OCTOBRE, S., « Théories du complot et radicalité informationnelle », dans O. Galland et A. Muxel (dir.), *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, PUF, 2018.
- COMMISSION EUROPÉENNE, « La perception de la défense dans l'opinion publique européenne et chez les jeunes », *Observatoire économique de la défense*, Annuaire statistique de la défense, 2017.
- DAGNAUD, M., Les jeunes face à l'emploi : méritocratie scolaire ou débrouillardise ? », *Telos*, 2, 2020.
- DELAY, B., « Les jeunes : un rapport au travail singulier ? Une tentative pour déconstruire le mythe de l'opposition entre les âges », *Document de travail du Centre d'études de l'emploi*, 104, 2008.
- DUFOUR, D.-R., « Télévision, socialisation, subjectivation. Le rôle du troisième parent », *Le Débat*, 132 (1), 2004.
- ELABE, *Les Français et la police*, 2020, récupéré à partir de <https://elabe.fr/francais-police/>.
- FRANCE TV INFO, « "C'est dur d'avoir 20 ans en 2020", déclare Emmanuel Macron », 4 octobre 2020, récupéré à partir de https://www.france-tvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/video-c-est-dur-d-avoir-20-ans-en-2020-declare-emmanuel-macron_4141649.html.
- GALLAND, O. & Pfirsch, J.-V., « Les jeunes, l'armée et la nation », *Les Études du C2SD*, 1998, p. 29-30.
- GALLAND, O., *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, 2011.

- GALLAND, O., ROUDET, B. (dir.), « Jeunes Européens : quelles valeurs en partage ? », *Agora Débats/Jeunesses*, 67, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2014.
- GALLAND, O., *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, Collection U, nouvelle édition 2017.
- GALLAND, O. et MUXEL, A., *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, PUF, 2018.
- GLAYMANN, D., « L'épreuve de l'accès de l'emploi. Les jeunes stigmatisés par le fonctionnement de l'emploi et les politiques publiques d'insertion », *Agora-Débats/Jeunesses*, Dossier spécial « La jeunesse à l'épreuve du recrutement », 85 (1), 2020, p. 74-88.
- GONTHIER, F. et LESCURE, E. de, « Les jeunes : malheureux en emploi, heureux au travail ? » dans O. Galland et B. Roudet (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, La Documentation française, 2012, p. 155-161.
- GUÉRIN-PACE, F., « La diversité des ancrages territoriaux au regard des parcours migratoires », dans F. Guérin-Pace, O. Samuel, I. Ville, *En quête d'appartenances. L'enquête Histoire de vie sur la construction des identités*, Paris, Les Éditions de l'INED, 2009, p.145-165.
- GUILLAUME, M., « Un mot d'ordre : "fidéliser" : Former et retenir les jeunes sous l'uniforme militaire », *Agora débats/jeunesses*, 2 (2), 2019, p. 89-110.
- HATTO, R., MUXEL, A. & TOMESCU, O., *Enquête sur les jeunes et les armées : images, intérêt et attentes*, Étude n° 10, Paris, IRSEM, 2011.
- IFOP, « Le regard des jeunes Français à l'heure du coronavirus : état d'esprit, place dans la société et impacts de la crise sanitaire », sondage Ifop pour *La Tribune* et *Europe 1*, 2020.
- JACQUES, M., « Garçons et filles de classes terminales : le filtre sexué des représentations du cursus et des intentions d'orientation post-baccalauréat », *Carrefours de l'éducation*, 1 (1), 2003, p. 62-81.
- Le Monde*, « Le jugement sévère des Français sur la jeunesse », sondage Ipsos pour *Le Monde*, 2011, récupéré à partir de https://www.lemonde.fr/societe/article/2011/11/23/le-jugement-severe-des-francais-sur-la-jeunesse_1608043_3224.html.
- LE RHUN, B. et MARCHAL, N., « Insertion professionnelle des apprentis et des lycéens : comparaison sur le champ des spécialités communes », *Éducation et Formations*, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Direction de l'évaluation et de la prospective, 2017, Mathématiques : clefs de lecture des résultats TIMSS 2015, p. 117-148.
- LHAÏK, C., « Comment la droite a braqué la valeur travail », *L'Opinion*, 8 décembre 2020.
- LICATA, D., « Exclusif -73 % des étudiants travaillent pour financer leurs études », *L'Étudiant*, 24 septembre 2014, récupéré à partir de <https://www.letudiant.fr/jobsstages/nos-conseils/>

- [exclusif-73-des-etudiants-travaillent-pour-financer-leurs-etudes.html](https://www.letudiant.fr/jobsstages/nos-conseils/exclusif-73-des-etudiants-travaillent-pour-financer-leurs-etudes.html).
- MARIOT, N., MERCKLÉ, P. et PERDOCIN, A., *Personne ne bouge. Une enquête sur le confinement du printemps 2020*, Grenoble, UGA Éditions, 2021.
- MUXEL, A., *Politiquement jeune*, Éditions de l'Aube/FJJ, 2018.
- MUXEL, A., « Les jeunes Français pour une armée de protection », dans B. Jankowski, A. Muxel et M. Thura, *La sociologie militaire : Héritages et nouvelles perspectives*. Oxford, Peter Lang, 2021.
- ODOXA, « Covid-19 et confinement : Une jeunesse sacrifiée ? », 2020, récupéré à partir de <http://www.odoxa.fr/sondage/jeunes-leurs-aines-jeunesse-bien-generation-sacrifiee/>.
- ODOXA, « Covid-19 : les jeunes ne voient pas le bout du tunnel », 2021a, récupéré à partir de <http://www.odoxa.fr/sondage/covid-19-jeunes-ne-bout-tunnel/>.
- ODOXA, « Les Français et le télétravail », 2021b, récupéré à partir de <http://www.odoxa.fr/sondage/teletravail-globalement-apprecie-problematique-chez-plus-jeunes/>.
- OGER, C., « De l'esprit de corps au corps du texte : cohésion militaire et dissolution journalistique », *Langage et société*, 4 (4), 2000, p. 9-43.
- OPINION WAY, « Baromètre Jeunesse & Confiance », *Vers le haut*, décembre 2020.
- PAILHE, A. et SOLAZ, A., « Concilier, organiser, renoncer : quel genre d'arrangements ? », *Travail, genre et sociétés*, 24 (2), 2010, p. 29.
- PASQUIER, D., *Cultures lycéennes. La tyrannie de la majorité*, Paris, Autrement, 2005.
- PRALY, C., CHAZOULE, C., DELFOSSE, C. & MUNDLER, P., « Les circuits de proximité, cadre d'analyse de la relocalisation des circuits alimentaires », *Géographie, économie, société*, 4 (4), 2014, p. 455-478.
- RODET, D., « Jeunes travailleuses et travailleurs de la production engagée : articuler vie professionnelle et convictions », *La revue de l'IRES*, 2019, p. 11-36.
- SEIGLE, R., « Pourquoi s'engager dans l'armée de terre en 2021 », *Inflexions*, 1 (1), 2021, p. 27-35.
- SYNTEC CONSEIL, « Enquête sur l'emploi des jeunes diplômés », 2021, récupéré à partir de <https://syntec-conseil.fr/wp-content/uploads/2021/02/Etude-JD-vf.pdf>.
- VICHERAT, D., « Le travail, sa valeur et la gauche », *Mouvements*, 1 (1), 2013, p. 105-110.
- ZAFFRAN, J., « La force et la forme, discipline et socialisation des jeunes sans diplôme en internat d'inspiration militaire », *Formation emploi*, 148 (4), 2019, p. 47-67.

OBSERVATOIRE DE LA GÉNÉRATION Z

Anne Muxel

Quelle vision les jeunes ont-ils de la société qui les entoure ? Quelles sont leurs attentes à l'égard du travail ? Leurs relations à la hiérarchie et à l'autorité ? Quels sont leurs sujets d'inquiétude et de préoccupations ? Quels citoyens sont-ils et seront-ils ?

C'est à ces questions qu'une enquête inédite menée dans le cadre de l'Observatoire de la génération Z à l'initiative de la DRH-MD du ministère des Armées, financée par la DGRIS, et réalisée par l'équipe du domaine « Défense et société » de l'IRSEM, auprès d'un échantillon représentatif de 3 000 jeunes âgés de 16 à 18 ans, fournit des éléments de réflexion et ouvre des pistes de réflexion aussi bien dans le champ des études sur la jeunesse que dans le champ de la sociologie militaire.

Les jeunes de 16-18 ans constituent aussi le futur vivier de recrutement des armées. Comment perçoivent-ils l'institution militaire et les métiers qu'elle abrite ? Quelle est leur conception de l'engagement ? À partir de quels liens se définit et s'entretient leur rapport à la nation ?

Cette étude dresse un portrait des jeunes de cette tranche d'âge peu étudiée et permet de mieux comprendre la façon dont ils se projettent dans leur vie personnelle comme dans la vie collective.

ÉTUDE – n° 89